

**UCL**

Université  
catholique  
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication  
(ESPO)

# La prise de décision sous la présidence de Barack Obama

Les relations américano-cubaines

Mémoire réalisé par  
**Elena Poddighe**

Promoteur  
**Tanguy Struye de Swielande**

Lecteur  
**Lieven De Winter**

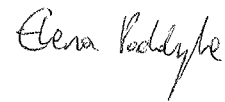
Année académique 2016-2017  
**SPRI2MS/DI**

## **Déclaration de déontologie**

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Elena Poddighe

A handwritten signature in black ink, reading 'Elena Poddighe', with a stylized, cursive script.

## Avant-propos

Le présent mémoire représente le résultat d'une réflexion progressive, difficile mais satisfaisante. J'adresse mes remerciements aux personnes qui m'ont aidée dans la réalisation de ce mémoire.

D'abord, je remercie M. Tanguy Struye de Swielande, professeur à l'Université Catholique de Louvain et promoteur de ce mémoire. Son aide a été essentiel pour la cohérence de ce travail, je le remercie pour ses suggestions et remarques ponctuelles et pertinentes.

Je remercie M. Amine Ait-Chaalal de m'avoir accordé un entretien alors que les premières lignes de ce mémoire n'avaient pas encore été rédigées.

Je remercie aussi Raissa Alingabo-Yowali M'bilu, sans laquelle ce mémoire aurait été sans doute moins compréhensible pour les francophones. Je la remercie également pour ses questions et ses observations, qui m'ont poussée à mieux expliquer les concepts contenus dans ce mémoire.

Je souhaite particulièrement remercier Manuel Alejandro Rayran Cortes, avec lequel j'ai partagé les deux ans du master. Je le remercie pour l'échange continu, jamais banal, d'idées, de théories, de convictions divergentes mais aussi pour son amitié. *Mil gracias*.

Mes plus grands remerciements vont à mes parents, sans lesquels je n'aurais pu continuer ma formation à l'UCL et, par conséquent, écrire le présent travail. Je les remercie, en particulier, pour la patience, l'amour et la confiance qu'ils me témoignent toujours.

Je remercie aussi mes amis, lointains mais toujours présents. Leur soutien incessant a été pour moi un élément fondamental dans les moments plus durs mais aussi les plus heureux de ce parcours.

*Last but not least*, je remercie Lucas, pour avoir eu le courage de me suivre dans cette aventure belge et l'avoir transformée en une expérience dont on se souviendra

toute notre vie. Merci pour son soutien inconditionnel, pour sa patience et pour son amour. Ce mémoire lui est dédié.

Elena Poddighe

## Table des matières

|                                                                                                                                               |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>DECLARATION DE DEONTOLOGIE.....</b>                                                                                                        | <b>2</b>  |
| <b>AVANT-PROPOS .....</b>                                                                                                                     | <b>3</b>  |
| <b>1. INTRODUCTION .....</b>                                                                                                                  | <b>6</b>  |
| <b>2. LES ETATS-UNIS.....</b>                                                                                                                 | <b>9</b>  |
| <b>2.1. L'ANALYSE GOUVERNEMENTALE.....</b>                                                                                                    | <b>9</b>  |
| 2.1.1. LE PRESIDENT .....                                                                                                                     | 10        |
| 2.1.2. LE CONGRES COMME CONTREPOIDS AGUERRI.....                                                                                              | 12        |
| <b>2.2. L'ANALYSE SOCIETALE : LES INSTITUTIONS BUREAUCRATIQUES, LES PARTIS POLITIQUES, LES MEDIAS, LES LOBBIES ET L'OPINION PUBLIQUE.....</b> | <b>13</b> |
| 2.2.1. LA BUREAUCRATIE : LE JEU D'INFLUENCE ENTRE LES DEPARTEMENTS .....                                                                      | 14        |
| 2.2.2. LES PARTIS POLITIQUES : REPUBLICAINS CONTRE DEMOCRATES .....                                                                           | 16        |
| 2.2.3. LES MEDIAS : « LE QUATRIEME POUVOIR » .....                                                                                            | 19        |
| 2.2.4. LES LOBBIES : AU CENTRE DE LA DEMOCRATIE AMERICAINE.....                                                                               | 21        |
| 2.2.5. L'OPINION PUBLIQUE .....                                                                                                               | 23        |
| <b>3. BARACK HUSSEIN OBAMA .....</b>                                                                                                          | <b>26</b> |
| <b>3.1. LA VIE.....</b>                                                                                                                       | <b>26</b> |
| <b>3.2. L'APPROCHE COGNITIVE .....</b>                                                                                                        | <b>28</b> |
| 3.2.1. LE CONTEXTE SOCIAL ( <i>SOCIAL CONTEXT</i> ).....                                                                                      | 28        |
| 3.2.2. LES TRAITS DE LA PERSONNALITE ( <i>TRAITS</i> ).....                                                                                   | 30        |
| 3.2.3. LES COGNITIONS ( <i>COGNITIONS</i> ).....                                                                                              | 33        |
| 3.2.4. LES MOTIVATIONS ( <i>MOTIVES</i> ).....                                                                                                | 36        |
| 3.2.4.1. Le Sommet des Amériques, 2009 .....                                                                                                  | 38        |
| 3.2.4.2. La déclaration sur le rétablissement des relations diplomatiques, 2014 .....                                                         | 42        |
| 3.2.4.3. La conférence de presse au Sommet des Amériques, 2015 .....                                                                          | 43        |
| <b>3.3. LE STYLE PRESIDENTIEL .....</b>                                                                                                       | <b>46</b> |
| 3.3.1. QUEL TYPE DE PRESIDENT ? .....                                                                                                         | 46        |
| 3.3.2. LE PRESIDENT ET LA GESTION D'EQUIPE.....                                                                                               | 50        |
| 3.3.2.1. L'« équipe des rivaux ».....                                                                                                         | 50        |
| 3.3.2.2. Le jeune au sommet : Benjamin Rhodes .....                                                                                           | 52        |
| 3.3.2.3. De l'Amérique Centrale à la Maison Blanche : Ricardo Zuniga .....                                                                    | 54        |
| <b>4. « <i>TODOS SOMOS AMERICANOS</i> ».....</b>                                                                                              | <b>57</b> |
| <b>4.1. ÉTATS-UNIS ET CUBA : 90 MILES DE DISCORDE .....</b>                                                                                   | <b>57</b> |
| <b>4.2. LA CAMPAGNE ELECTORALE, L'OPINION PUBLIQUE AMERICANO-CUBAINE ET LES PRESSIONS AU SOMMET DES AMERIQUES .....</b>                       | <b>60</b> |
| <b>4.3. ALAN GROSS ET LES <i>CUBAN THREE</i> : LES NŒUDS DES NEGOCIATIONS .....</b>                                                           | <b>63</b> |
| <b>4.4. LA REELECTION : « A PRESIDENT WHO REALLY WANTED TO DO IT » .....</b>                                                                  | <b>65</b> |
| <b>4.5. LES NEGOCIATIONS .....</b>                                                                                                            | <b>67</b> |
| <b>4.6. L'INTERVENTION DIVINE : LE VATICAN ET LA DECISION DU PRESIDENT .....</b>                                                              | <b>71</b> |
| <b>5. CONCLUSION .....</b>                                                                                                                    | <b>74</b> |
| <b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>                                                                                                                    | <b>79</b> |

# 1. Introduction

Quand Barack Hussein Obama a été élu président des États-Unis d'Amérique le 4 novembre 2008, le monde entier avait la conscience d'assister à un événement extraordinaire. Dans les faits, cette présidence a été historique, et non pas seulement parce que Monsieur Obama était le premier président afro-américain à investir le Bureau Oval et à assumer la magistrature suprême. Durant ses deux mandats présidentiels, Obama a pris des décisions importantes, destinées à rester dans les livres d'Histoire. Parmi elles, la décision de reprendre le dialogue diplomatique officiel avec Cuba et entamer un processus de rapprochement, certes lent, entre les deux pays, a une place fondamentale. Cette décision, et le processus dont elle résulte, représentent le cœur de notre analyse et de notre présent travail.

Le 17 décembre 2014, la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba, un des derniers héritages de la Guerre Froide, prenait fin. Ce changement n'arrive pas à réduire les divergences des deux pays dans la mémoire collective, et il n'arrive pas à aplanir les différences ou à enlever l'embargo que le gouvernement américain a imposé à l'île depuis plusieurs décennies. Pourquoi, alors, le définir et le considérer comme une décision si importante ? Parce que la première étape d'une réconciliation est la réouverture du dialogue diplomatique officiel, qui se déroule sous les yeux de tous et qui jouit de la transparence dont les longues années de canaux de communication secrets et blindés entre les deux pays n'ont pas pu profiter.

Le sujet du rapprochement et de la décision peut être étudié à partir de différents points de vue. Nous avons choisi de l'aborder avec les outils fournis par la *foreign policy analysis*, matière qui tend à comprendre les décisions de politique étrangère en partant de l'analyse des caractéristiques, du rôle et des interactions entre eux des acteurs responsables de la politique étrangère d'un pays. En particulier, nous avons tenté d'élaborer notre raisonnement à partir de la compréhension de la dynamique de prise de décision (*decision-making*). En partant de cette prémisse, nous avons choisi nos questions de recherche, qui se développent autour de deux aspects : quels ont été les mécanismes qui ont amené le président à décider d'ouvrir à nouveau les canaux diplomatiques officiels avec Cuba, et quels ont été les acteurs qui ont joué un rôle

majeur dans cette décision ? Quand, où et pourquoi Barack Obama a-t-il pris sa décision ?

Notre méthode et notre étude se basent sur deux piliers : la théorie et la pratique. Pour développer notre exposé et valider nos hypothèses, nous avons d'abord travaillé à partir de la *foreign policy analysis*, en étudiant les auteurs et les théories qui tracent les lignes principales de la matière. Nous avons organisé l'analyse de ceux-ci en trois chapitres. Chacun d'entre eux est structuré selon des objectifs précis et définis. Pour mieux comprendre l'ossature générale du mémoire, nous invitons le lecteur à imaginer un cône dont la forme décroît : le premier chapitre représente la partie supérieure, celle qui est la plus large, il s'agit du contexte général ; et les chapitres suivants sont illustrés par un cône devenant de plus en plus étroit. Nous aborderons progressivement le sujet qui nous intéresse en partant du général à une analyse plus particulière du cas posé. Partir de la compréhension de la théorie *in abstracto* pour pouvoir l'appliquer à la pratique *in concreto* : telle a été notre démarche.

Le premier chapitre se concentre sur l'analyse des dynamiques institutionnelles et sociétales américaines qui représentent un poids important en matière de politique étrangère. Étant le président des États-Unis « l'homme le plus puissant de la planète », l'opinion publique mondiale est souvent amenée à croire qu'il est le seul acteur à observer quand on étudie les décisions prises en politique extérieure. Parallèlement à l'analyse du rôle présidentiel, nous mettons en évidence alors la présence et l'importance d'acteurs tels que le Congrès, la bureaucratie, les partis politiques, les médias, les lobbies et l'opinion publique. Nous attirons l'attention du lecteur sur le poids des lobbies et de l'opinion publique dans la prise de décision en matière.

Comme déjà dit, le second chapitre représente une partie plus étroite de notre cône imaginaire. Nous passons du cadre étatique et institutionnel au cadre personnel de Barack Obama. Il est un phénomène commun de penser aux présidents, ou plus généralement aux hommes politiques, en fonction des rôles qu'ils assument et non pas de la personne qu'ils sont. Nous tentons ici de déconstruire cette logique et nous proposons une double réflexion qui nous amènera à comprendre qui est Barack Obama et la manière dont il pense. Que le lecteur ne se méprenne pas, nous n'affirmons pas qu'il existe un Docteur Barack distant d'un Monsieur Obama. Nous affirmons que

comprendre l'un nous permet de saisir automatiquement l'autre. Prendre le temps de comprendre cela aide notre analyse, car à l'origine de toute décision il y a évidemment un être humain.

Comme dans le premier chapitre, nous appliquerons la théorie à la pratique, à savoir que nous analyserons, au regard de la théorie de David Winter, trois discours prononcés par le président, concernant l'enjeu cubain.

Quant à l'analyse du style présidentiel, nous chercherons à comprendre le président Obama, et non plus l'homme, ainsi que la gestion de son équipe. Ces derniers éléments nous permettront de présenter deux figures clés de l'équipe présidentielle qui ont eu un impact crucial dans la prise de décision finale.

Le troisième chapitre, enfin, représente la pointe du cône et c'est l'étape à laquelle nous trouverons les réponses finales à nos questions. À la différence des deux autres chapitres, celui-ci s'inscrit entièrement *in concreto* et traite de l'enjeu cubain de manière complète. En partant d'un rappel des relations houleuses entre les États-Unis et Cuba, nous nous pencherons sur les différentes étapes du processus décisionnel. Nous présenterons également le rôle d'une figure fondamentale dans cette prise de décision : celle du Pape. Par ce chapitre, nous achèverons notre réflexion, nous serons par conséquent arrivés à la pointe du cône.

Notre conclusion s'attachera à revenir sur les étapes essentielles de notre raisonnement et proposera une réflexion prospective de l'enjeu cubain.

## 2. Les États-Unis

L'analyse de la prise de décision en matière de politique étrangère demande un travail sur plusieurs niveaux. Le présent chapitre de ce mémoire sera consacré à l'analyse du niveau étatique des États-Unis. Notre raisonnement s'appliquera à la structure institutionnelle étatique américaine et le rôle joué par les structures bureaucratiques, les partis politiques, les médias et l'opinion publique pour en découvrir le poids effectif joué dans la prise de décision du président Obama au regard de la reprise des relations diplomatiques avec l'île de Cuba.

### 2.1. L'analyse gouvernementale

Les États-Unis d'Amérique ont été établis par la Constitution du 17 septembre 1787.<sup>1</sup> À la recherche d'une nouvelle Terre Promise, les premiers pèlerins partirent des côtes anglaises et s'installèrent dans le Nord du continent américain en prenant possession de la côte Est en formant treize colonies. Toujours sous le contrôle de la couronne britannique, mais ouvertement opposées à celle-ci, les colonies devinrent d'abord indépendantes et s'unirent successivement sous le drapeau étasunien. La forme de gouvernement choisie fut celle d'un régime démocratique et libéral : une République fédérale. Ce choix était pensé pour protéger les colons contre un éventuel retour du régime combattu et perçu comme autoritaire et non-libéral.

Le concept de fédéralisme se concrétise tant sur un plan horizontal que vertical. À l'instar de tout autre système démocratique, les États-Unis ont consacré la séparation des pouvoirs étatiques (législatif, exécutif et judiciaire) préconisée par Montesquieu et établissent les mécanismes de freins et contrepoids (*checks and balances*) permettant l'équilibre du système.<sup>2</sup> La démocratie américaine est une démocratie présidentielle. Le président est élu indirectement par les électeurs : les votants expriment leur choix en élisant les Grands Electeurs qui transcriront la décision démocratique en élisant, à leur tour, directement le président. Du côté législatif, le Congrès composé par la Chambre des Représentants et le Sénat n'a pas le pouvoir de faire tomber le gouvernement en lui

---

<sup>1</sup> E. VALLET, « Le cadre constitutionnel », dans C.-P. DAVID (sous la direction de), *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris: Presses de Sciences Po, 2015, p. 61.

<sup>2</sup> Idem, pp. 61-62.

refusant le vote de confiance. De même, le président de la République ne peut pas dissoudre les Chambres et convoquer la population pour des nouvelles élections. Peut-on alors affirmer que les deux branches étatiques se développent parallèlement sans interférer l'une et l'autre ? Au contraire, on doit reconnaître que le système américain leur a réservé une forte interdépendance qui leur permet de se contrebalancer l'une et l'autre.<sup>3</sup>

Nous avons tenté de proposer un bref aperçu de l'aspect horizontal, penchons-nous sur le plan vertical. Une division verticale s'opère entre l'État fédéral central de Washington et les États fédérés<sup>4</sup>, auxquels la Constitution assigne des prérogatives de nature diverse. En matière de politique étrangère, le gouvernement fédéral a les compétences en matière de défense, du commerce interétatique, des droits de douane, de l'émission de la monnaie et de la gestion des brevets et des postes.<sup>5</sup>

Call Jillson définit la Constitution américaine comme étant « allusive, ambiguë et incomplète »<sup>6</sup> et l'indique comme la cause du conflit perpétuel entre pouvoir exécutif et législatif en matière de politique étrangère.

### **2.1.1. Le président**

« Je suis l'artisan de la politique étrangère ». En 1948, le président Harry Truman résumait ainsi sa perception du rôle du président de la République.<sup>7</sup> On revient à la Constitution pour vérifier la véracité de cette interprétation. Effectivement, le président peut être défini comme étant le « premier diplomate et le premier général » de son pays. Il est à la tête des forces armées et du gouvernement fédéral, il a le pouvoir de nomination et révocation des Secrétaires qui composent son cabinet, les hauts fonctionnaires et les ambassadeurs – mais pour les nommer il a besoin de la ratification du Sénat à majorité simple. Il est aussi le seul à pouvoir négocier, approuver et signer les traités internationaux, néanmoins, pour l'effectivité de ceux-ci, il faut la ratification du Sénat à la majorité des deux tiers.<sup>8</sup>

---

<sup>3</sup> Idem, pp. 66-67.

<sup>4</sup> Élisabeth VALLET, « Le cadre constitutionnel », *op.cit.*, p. 62.

<sup>5</sup> Idem, p. 63.

<sup>6</sup> C. JILLSON, *American Government : Political Development and Institutional Change*, 7<sup>ème</sup> édition, Londres, Routledge, 2013, p. 505-529, cité dans Élisabeth VALLET, « Le cadre constitutionnel », *op.cit.*, p. 75.

<sup>7</sup> Le président Truman en 1948, cité par C.-P. DAVID, « Une présidence toujours prépondérante », dans C.-P. DAVID (sous la direction de), *op.cit.*, p. 257.

<sup>8</sup> Idem, pp. 259-265.

Selon les analyses de Howard Wiarda, John Rourke, John Edwards et Stephen J. Wayne, pour comprendre les raisons du renforcement présidentiel il faut prendre en considération trois éléments : le contexte international, les attentes de l'opinion publique envers un homme politique et le phénomène des « deux présidences ».<sup>9</sup> Les crises internationales jouent en faveur d'une présidence prédominante. Les États-Unis étant la superpuissance mondiale et par conséquent, ayant des intérêts à défendre partout dans le monde, le revers de la médaille serait qu'en cas de crise internationale la superpuissance ne pourrait pas la négliger.

C'est dans ce contexte international que le président a une marge de manœuvre plus large. Les « deux présidences » représentent deux faces d'une même médaille : la politique intérieure et la politique extérieure. Si le président estime être limité par le Congrès dans la première, la seconde semble au contraire être son « habitat naturel » où il joue d'un plus large pouvoir d'action. De nos jours, dans la pratique, cette division n'est pas aussi nette que ce qu'énonce la théorie. Le monde si interconnecté et interdépendant dans lequel nous vivons aujourd'hui, a également eu des conséquences majeures dans la gestion des deux sphères qui deviennent elles aussi, de plus en plus unies et connexes.<sup>10</sup> Le président Obama n'a donc pas pu disposer de la même liberté d'action dont ont joui ses prédécesseurs, Dwight Eisenhower et John F. Kennedy cités à titre d'exemple. Il a dû gérer un lien de plus en plus étroit entre affaires intérieures et extérieures, avec toutes les conséquences pratiques dans la gestion présidentielle que cela induit.

Le président a aussi des pouvoirs informels, dont les plus importants sont : le prestige et le talent de persuasion, la réputation et la popularité de son rôle et les moyens à disposition pour influencer les acteurs clés et l'opinion publique.<sup>11</sup>

Obama a été capable de bien utiliser ces outils pendant toute la durée de sa présidence. Étant le premier président noir, et prenant le pouvoir après Bush Jr., il arrivait à la Maison Blanche en devant assumer les espoirs existant à son égard. Son style personnel et présidentiel l'a transformé en une véritable icône. Enfin, le fait qu'il fût honoré du Prix Nobel de la Paix à peine installé à Washington, a renforcé les attentes

---

<sup>9</sup> H. WIARDA, *American Foreign Policy: Actors and Processes*, New York (N.Y.), Harper Collins, 1996, pp. 273-274; J. ROURKE et al., *Making American Foreign Policy*, 2<sup>ème</sup> édition, Guilford (Conn.), Brown and Benchmark, 1996, pp. 161-162; G. EDWARDS et S. J. WAYNE, *Presidential Leadership*, 6<sup>ème</sup> édition, Belmont (Calif.), Wadsworth, 2003, p. 488-493; cités par Charles-Philippe DAVID, « Une présidence toujours prépondérante », *op.cit.*, p. 274.

<sup>10</sup> Charles-Philippe DAVID, « Une présidence toujours prépondérante », *op.cit.*, p. 276.

<sup>11</sup> Idem, pp. 276-279.

quant à son mandat. Obama a été aussi le président de l'explosion définitive des réseaux sociaux comme moyens de communication directe avec les citoyens. Il a choisi de les exploiter énormément, dans le cadre de sa fonction, en restant loyal vis-à-vis de l'image qu'il a donnée de lui au cours de sa présidence. Néanmoins, les résultats de certaines politiques internes et externes et les récentes vicissitudes de la politique intérieure des États-Unis (avec l'élection du président Trump et le choix d'un changement radical de la direction politique et d'image promu par la nouvelle administration) démontrent que savoir manipuler au mieux ces pouvoirs ne signifie pas toujours avoir la garantie d'un succès politique.

### **2.1.2. Le Congrès comme contrepoids aguerri**

La première responsabilité du Congrès est de rédiger et d'adopter les lois fédérales. Selon l'analyse de James Lindsay, les instruments législatifs influencent directement la politique étrangère des États-Unis, notamment à travers deux catégories : les lois sur l'application de la politique (*procedural legislation*) et les lois définissant l'orientation politique (*substantive legislation*).<sup>12</sup> Les premières peuvent influencer la politique étrangère à travers l'attribution des responsabilités au sein du gouvernement, la création de nouvelles structures internes et l'imposition au pouvoir exécutif de faire un rapport sur les politiques menées. Les secondes agissent directement sur la concrétisation même, par le biais de la compétence de ratification.<sup>13</sup>

En particulier, entre les deux bras législatifs, le Sénat remporte la prééminence. La Constitution spécifie dans la section 2 de son article II que pour qu'une nomination présidentielle entre en vigueur il est requis « l'avis et l'accord » du Sénat ; dans la même section, il est souligné aussi le devoir de l'exécutif de solliciter « l'avis et l'accord » du Sénat après la négociation d'un traité international, celui-ci doit être ratifié à la majorité des deux tiers. La responsabilité de déclarer la guerre est assignée au Congrès, néanmoins, comme la prérogative d'engager l'armée n'échoue à aucun organe de façon claire, elle tombe dans les compétences du président en tant que chef des forces armées.<sup>14</sup>

---

<sup>12</sup> F. GAGNON, « Le Congrès », dans C.-P. DAVID (sous la direction de), *op.cit.*, p. 414-415.

<sup>13</sup> Idem, pp. 414-416.

<sup>14</sup> Idem, pp. 425, 427 et 431-432.

## **2.2. L'analyse sociétale : les institutions bureaucratiques, les partis politiques, les médias, les lobbies et l'opinion publique**

Ces dernières années, la politique occidentale vit un retour quasi-inévitable du populisme. En effet, dans une partie non négligeable des nos démocraties, celui-ci semble de plus en plus capable de rallier une large frange de la population. Le populisme se caractérise par un discours qui prône un profond rejet envers la politique imposée par les institutions dont il faudrait se méfier, des partis politiques, ainsi que des médias et la conviction que l'opinion publique est la seule légitime pour indiquer la juste voie afin de gouverner le pays.

Ainsi, dans leurs discours, les institutions gouvernementales et bureaucratiques ne sont plus capables de travailler au service de la société et doivent être impérativement reformées ou supprimées. Les partis politiques sont perçus comme asservis aux intérêts économiques et désormais incapables de représenter leur électorat. Les médias sont dépeints comme le véritable ennemi du « peuple », coupables de désinformation, se rendant ainsi complices d'un pouvoir qui les manipulerait en sa faveur. Les lobbies sont liés à l'une et l'autre des deux premières catégories en protégeant des intérêts des « élites ». Enfin, l'opinion publique, décrite dans leur discours avec un caractère univoque et généralisé : unie et ayant pour seul objectif de reprendre le pouvoir et de s'auto-administrer.

Cette section tente de mettre en exergue le fait que dans une démocratie comme celle des États-Unis, les cinq acteurs précités jouent un rôle fondamental dans la prise de décision en matière de politique interne ou externe. Notre esprit critique nous empêche de tomber dans un extrême ou dans l'autre. Il est indéniable que dans les mécanismes de fonctionnement des bureaucraties, des partis politiques, des médias et des lobbies il y ait un caractère autoréférentiel, cependant on ne peut pas accepter l'idée selon laquelle ces structures soient en totale opposition avec une opinion publique juste et homogène. Notre but sera de mettre en évidence les mécanismes de ces acteurs qui effectivement impactent les choix des décideurs politiques.

### 2.2.1. La bureaucratie : le jeu d'influence entre les départements

La bureaucratie est un des monstres sacrés de la structure des États. Souvent taxée d'être trop lente et lourde, elle est pourtant un mécanisme fondamental sans lequel ceux-ci ne pourraient pas survivre. La bureaucratie est la structure à travers laquelle toutes les informations passent, sont traitées et ensuite envoyées aux plus hauts niveaux de l'État. Organe nécessaire de tout État, elle analyse les enjeux du pays selon une grille d'appréciation propre, et en tirant les conclusions qui s'imposent. Dans son ouvrage, Stephen W. Hook reprend ses caractéristiques principales : la résilience, l'autonomie, le self-interest, le conservatisme et l'inefficience.<sup>15</sup> La bureaucratie est capable de résister et de s'adapter aux changements, elle agit avec une certaine autonomie et elle le fait dans l'intérêt de sa propre survie. Pour cela, la bureaucratie paraît souvent conservatrice, se complaisant à un certain *statu quo* et en résistant par prudence et par intérêt aux évolutions de la société qui le menacerait. Enfin, la bureaucratie se caractérise également par son inefficience : aux États-Unis, celle-ci est due à la division en départements, qui empêche une vision globale des évolutions et de leurs enjeux. Les conséquences de cette division ont des répercussions sur le cœur du pouvoir parce qu'il peut arriver que les décideurs politiques reçoivent des informations partielles ou incorrectes à cause d'une forte compétition entre les différents départements ou d'une divergence dans la compréhension des enjeux entre ces derniers et la Maison Blanche.<sup>16</sup>

Soulignons tout d'abord la forte compétition existant au sein de la bureaucratie américaine. Deux Départements jouent un rôle principal dans la prise de décision en matière de politique étrangère : le Département d'État et le Département de la Défense. Les deux défendent des intérêts à deux échelles : la protection des intérêts des États-Unis et le développement de leur influence à l'intérieur de la structure étatique.

La raison de cette concurrence réside dans le fait que les deux structures se disputent à la fois le financement fédéral et l'influence au sein du processus de décision présidentiel. Le Département qui recevra le plus de moyens pécuniaires et aura le plus de poids auprès du pouvoir central jouira d'une plus grande capacité financière et d'un appui politique important pour développer ses projets, défendre ses intérêts et imposer une direction à la politique étrangère du pays.

---

<sup>15</sup> S.W. HOOK, *U.S. Foreign Policy: the paradox of world power*, 4<sup>ème</sup> édition, Los Angeles: Sage, 2014, p. 88.

<sup>16</sup> Idem, pp. 88-89.

La concurrence entre les deux Départements commença officiellement en 1949, dès la fondation du Département de la Défense. Le Département d'État existe depuis 1789 et il est l'organe institutionnel chargé de la gestion de la politique extérieure.<sup>17</sup> Entre 1942 et 1968, cette institution a connu son âge d'or mais à partir du 1969 elle a dû accepter une perte constante et progressive d'influence et de ressources financières.<sup>18</sup> Or, le poste de Secrétaire d'État demeure un des plus importants et de plus brigüés grâce au prestige et la réputation dont il jouit encore au niveau international.

Quant à son influence auprès du président, elle s'apprécie selon l'administration dans laquelle il travaille. Chaque Secrétaire d'État a incarné de manière différente son rôle, selon sa personnalité, sa conception de la responsabilité qui lui était échue, ainsi que de la personnalité du président et de la relation entretenue avec celui-ci. Charles-Philippe David nous propose une analyse des deux Secrétaires d'État qui se sont succédés durant les huit ans de l'administration Obama et il distingue deux types de Secrétaires. Le premier Secrétaire a été Hillary Rodham Clinton, figure extrêmement forte au niveau national et international, qui a assumé son rôle avec dynamisme et a promu le rôle du Département qu'elle dirigeait. Elle a été une figure charismatique, qu'on ne peut pas considérer comme effacée par rapport à la figure du président. Après sa réélection en 2012, Obama a confié la fonction à John Kerry. Figure certainement connue mais bien plus souple que la précédente, Kerry s'est montré être un parfait intermédiaire entre le président et son Département, en travaillant de manière moins indépendante que son prédécesseur, en symbiose avec Obama et en lui donnant, dans les faits, un contrôle total de la situation en matière internationale.<sup>19</sup>

Le Département de la Défense est actuellement le plus puissant Département de la bureaucratie américaine. Il est né et il s'est développé dans un moment historique majeur : les États-Unis venaient de vaincre les adversaires de la Seconde Guerre Mondiale et se disputaient le leadership mondial avec l'Union Soviétique. Dans une course à l'armement presque constante durant la Guerre Froide, le Département de la Défense a reçu plus de financement gouvernemental que les autres structures, et a gagné énormément d'influence et de respect au sein de l'Aile Ouest de la Maison Blanche.<sup>20</sup> Si dans les démocraties occidentales européennes les domaines militaire et politique

---

<sup>17</sup> C.-P. DAVID, « Les acteurs du jeu bureaucratique », dans C.-P. DAVID (sous la direction de), *op.cit.*, pp. 309-310.

<sup>18</sup> Idem, pp. 309 et 315.

<sup>19</sup> Idem, pp. 311-312.

<sup>20</sup> Steven W. HOOK, *op.cit.*, p. 171.

continuent à travailler conjointement mais demeurent chacun dans leur domaine d'expertise, aux États-Unis il n'est pas rare de voir les généraux du Pentagone jouir d'une énorme influence auprès du président et faire carrière dans le domaine politique.

Une fois entré en fonction, Obama a mené une politique étrangère beaucoup plus prudente que son prédécesseur en matière militaire. Les rapports entre le président et le Département de la Défense ont été beaucoup plus difficiles et tendus. Obama et Hillary Clinton ont été les architectes du nouveau « pivot vers l'Asie » et du retrait progressif des forces américaines de l'Afghanistan et de l'Irak. Ce dernier élément a été une raison de mécontentement : la forte réduction de la présence militaire dans la région signifiait d'un côté la perte d'investissements et d'influence au sein du processus décisionnel et de l'autre elle était jugée non-pertinente d'un point de vue stratégique. De plus, quand on se réfère au Département de la Défense, il faut prendre en compte que celui-ci gère des forces militaires diverses : marine militaire, bataillons classiques, aviation. Ces sous-Départements répliquent le mécanisme qu'on vient de décrire au sein même du Département de la Défense. Par exemple, durant huit ans, Obama a fait une utilisation massive des forces spéciales et des drones, en engendrant à son égard l'hostilité des autres sous-Départements qui n'étaient pas compétents dans ces matières.

Est-ce que les Départements ont eu un rôle fondamental dans la décision qui a amené à rétablir les relations diplomatiques avec Cuba ? Ceci ne semble pas être le cas. Depuis plusieurs années, Cuba ne représentait pas une priorité pour la politique étrangère des États-Unis. Certes considéré comme un ennemi de la démocratie, le gouvernement castriste ne représentait toutefois pas une véritable menace pour la sécurité nationale. Aujourd'hui, Cuba ne représente plus une menace pour les États-Unis et même en ayant fait partie de la liste des pays terroristes jusqu'en 2015, n'était pas une préoccupation du Département de la Défense. De son côté, le Département d'État avait des priorités différentes et il n'a pas été un moteur principal de la prise de décision concernant Cuba.

### **2.2.2. Les partis politiques : Républicains contre Démocrates**

Les deux grands protagonistes de la scène politique des États-Unis sont le parti Républicain et le parti Démocrate. Il s'agit des piliers de la démocratie américaine, l'un

est conservateur<sup>21</sup> et l'autre progressiste<sup>22</sup>. Ce sont les seules forces politiques capables de faire élire l'un de leurs représentants à la tête de l'État. Cela est dû au système électoral américain, de type majoritaire, selon lequel seulement les candidats en lice pour l'un des deux partis et soutenus par des grands moyens financiers ont une plus grande chance d'être élus. Est-ce qu'il n'y a donc aucune possibilité pour des candidats indépendants de gagner les élections ? Si, à condition que ces candidats jouissent également d'un énorme appui financier qui leur permette de mener une campagne extrêmement longue et dispendieuse.

Barack Obama a été le dernier candidat du parti Démocrate à gagner les élections. Aux élections de 2008, les démocrates ont également obtenu la majorité des représentants au Congrès.<sup>23</sup> Ce cas particulier n'est pas négligeable au vu de l'organisation de la démocratie aux États-Unis puisque celle-ci peut donner lieu à des périodes de cohabitation (les partis aient à coopérer dans l'exercice du pouvoir) durant lesquels l'orientation des bras législatif et exécutif varie selon le poids que les partis ont dans l'un et dans l'autre.

Deux ans plus tard, lors des élections de mi-mandat du président Obama, celui-ci a perdu l'appui de la Chambre des Représentants, tandis que son parti ne représentait plus qu'une faible majorité au Sénat<sup>24</sup>. Le même schéma se reproduit lors des élections de 2012.<sup>25</sup> En 2014, en revanche, Obama a perdu l'entière de l'appui politique du Congrès.<sup>26</sup> Le président a dû constamment faire des compromis vis-à-vis de ses adversaires politiques, qui ont tout fait pour bloquer une partie des réformes qu'il avait promises à son électorat.

En ce qui concerne la reprise des relations diplomatiques avec Cuba, comment peut-on synthétiser la position des deux partis avant l'accord et leur réaction après l'annonce des chacun de deux chefs d'État ?

---

<sup>21</sup> Le Parti Républicain est considéré aujourd'hui comme le plus conservateur. Pourtant, à sa naissance en 1854, il avait été conçu comme un parti abolitionniste, souteneur de la liberté et des égales opportunités pour tous. GOP, *Founding of the Republican Party*, Washington D.C. : GOP, <https://tinyurl.com/lqfkzxb>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>22</sup> Le Parti Démocrate est le plus ancien des partis politiques aux États-Unis, avec plus de 200 ans d'histoire. DNC, *Our History*, Washington D.C. : DNC, <https://tinyurl.com/oapv8uy>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>23</sup> « Election Results 2008. House of Representatives Map », *The New York Times*, 9 décembre 2008, <https://tinyurl.com/y9l8nohp>, consulté le : 8 avril 2017; « Election Results 2008. Senate Map », *The New York Times*, 9 décembre 2008, <https://tinyurl.com/ybe7qtpf>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>24</sup> « Election 2010. House Map », *The New York Times*, <https://tinyurl.com/yb6g23qv>, consulté le : 8 avril 2017; « Election 2010. Senate Map », *The New York Times*, <https://tinyurl.com/y82km3kk>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>25</sup> « Election 2012. House Map », *The New York Times*, <https://tinyurl.com/y79wv664>, mis à jour: 29 novembre 2012, consulté le : 8 avril 2017; « Election 2012. Senate Map », *The New York Times*, <https://tinyurl.com/y9ymjq6c>, mis à jour: 29 novembre 2012, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>26</sup> « House Election Results », *The New York Times*, 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/ybuzrlaa>, consulté le 8 avril 2017; « Senate Election Results », *The New York Times*, 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/yckldysx>, consulté le 8 avril 2017.

Le parti Républicain a toujours été farouchement opposé au régime castriste cubain, ses représentants soutenant fortement la Démocratie, les Droits de l'Homme et le respect des libertés, de plus leur ligne politique défend le libre marché. L'embargo sur l'île et la politique offensive envers le régime castriste étaient et restent soutenus par l'establishment du parti Républicain – en suivant cette politique intransigeante, Ronald Reagan a inscrit l'île sur la liste des pays terroristes.<sup>27</sup>

Pourtant, quelques voix dissidentes, parmi les républicains, se sont faites entendre pour débloquer la situation. L'une d'elles, était celle du sénateur Jeff Flake. Convaincu que l'embargo et l'absence de dialogue diplomatique avec l'île étaient d'abord un désavantage pour le peuple américain et étant lui-même humainement sensible aux enjeux de la Démocratie et de l'aide aux populations les plus pauvres du monde, il s'est battu durant une dizaine d'années pour obtenir la fin des politiques d'embargo et la réinstauration du dialogue. Flake a été tellement convaincu de la pertinence de sa position, qu'il a fondé le Cuba Working Group avec le représentant démocrate Bill Delahunt. Cela a suscité des fortes oppositions au sein même de son parti.<sup>28</sup>

Après l'annonce de la reprise des relations diplomatiques, d'importants représentants républicains ont protesté avec véhémence. Marco Rubio, sénateur de la Floride, candidat aux primaires républicaines pour les élections présidentielles du 2016 et fils d'immigrés cubains farouchement opposés au régime castriste, a été en première ligne de protestation contre cette décision qui, à son avis, était contre l'intérêt des peuples américain et cubain. Après avoir juré de ne pas permettre la levée de l'embargo, Rubio a fait office de porte-voix pour les opposants.<sup>29</sup> La même position a été soutenue par Ted Cruz, principal adversaire de Trump lors des primaires du parti Républicain en 2016.<sup>30</sup>

Avec la Crise des Missiles, Cuba s'est inscrite dans l'héritage historique des démocrates. En effet, l'embargo sur l'île fut imposé par le président Kennedy, démocrate élu en 1960, après la Crise des missiles du 1962. Les progressistes démocrates sont donc ceux qui, il y a plus de cinquante ans, imposèrent sur l'économie cubaine le blocus qui devait la détruire rapidement. Il s'agissait d'une autre époque, durant laquelle on vivait sous la menace constante d'une guerre atomique entre les deux

<sup>27</sup> M.P. SULLIVAN, *Cuba and the State Sponsors of Terrorism List*, Washington D.C.: Congressional Research Service The Library of Congress, 13 mai 2005, p. 3.

<sup>28</sup> S.G. STOLBERG, « A Republican Joins Obama in Seeking Ties to Cuba », *The New York Times*, 3 février 2015, <https://tinyurl.com/y6w2gh8e>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>29</sup> AFP, Le Monde.fr, « Colère au Congrès contre Obama et le rapprochement avec Cuba », *Le Monde*, 18 décembre 2014, <https://tinyurl.com/mabt42o>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>30</sup> W.M. LEOGRANDE, « A Long Road to Havana », *The Cairo Review of Global Affairs*, hiver 2016, n°20, p. 118.

superpuissances mondiales. Ironie du sort, la décision prise par Kennedy et maintenue par tous les présidents successifs a été remise en question par Barack Obama déjà lors de sa candidature en 2008, raison pour laquelle il fut notamment vertement critiqué par le candidat républicain John McCain.<sup>31</sup> Les voix dissidentes ne sont pas propres qu'au parti Républicain : il y a aussi des démocrates qui s'opposent à la position défendue par le président. L'un d'eux, le Sénateur Robert Menendez s'aligna sur Marco Rubio.<sup>32</sup>

La question cubaine n'est pas une question de couleur politique, comme démontré par les défections dans l'un ou dans l'autre camp. Elle a été un enjeu de sécurité nationale et un emblème de la division Ouest-Est au début des années 1960, elle a fini par se figer politiquement dans un monde en constant bouleversement idéologique, surtout après la fin de la Guerre Froide. Conscient du caractère historique qu'un résultat positif aurait apporté à sa présidence déjà historique, Obama a choisi de parier sur cette décision en acceptant une aide transversale provenant des deux formations.

Aujourd'hui, après plus de deux ans de la réouverture diplomatique, le parti Démocrate se targue, orgueilleux, du résultat obtenu par Obama. Toutefois, beaucoup de doutes subsistent sur la possibilité d'un futur soutien démocrate total à la levée de l'embargo qui, encore aujourd'hui, pèse lourdement sur l'économie cubaine pauvre et ravagée.

### **2.2.3. Les médias : « le quatrième pouvoir »**

Dès leur apparition, les médias ont représenté à la fois un outil et une épine dans le pied du pouvoir. Cela parce qu'ils permettent à l'opinion publique d'avoir un regard critique.

Bien conscient de cela, le gouvernement utilise à fur et à mesure la force et la faiblesse de ce « quatrième pouvoir » (*the fourth estate*, dans la définition de Edmund Burke)<sup>33</sup> pour essayer de véhiculer une image positive de ses mesures auprès du public.

Aux États-Unis, l'information a un caractère nettement privé et politisé. De toute façon, même avec cet important point faible qui les rend contestables, les médias

---

<sup>31</sup> M. LUO, « McCain attacks Obama on Cuba », *The New York Times*, 20 mai 2008, <https://tinyurl.com/yadsg6sq>, consulté le 8 avril 2017.

<sup>32</sup> Sheryl G. STOLBERG, *op.cit.*

<sup>33</sup> M. HAMPTON, « The Fourth Estate Ideal in Journalism History », dans A. STUART (sous la direction de), *The Routledge companion to news and journalism*, Routledge, 2010, p. 3.

américains représentent « des courroies de transmission entre l'opinion publique et les décideurs »<sup>34</sup>.

Le lien entre événement national ou international, information et réaction de l'opinion publique était très sous-évalué avant la guerre du Vietnam. Puis, une fois que le consensus Almond-Lippmann<sup>35</sup> a été démenti, les mécanismes d'interconnexion entre information et opinion publique se mirent finalement en œuvre. Dès ce moment, les médias ont entièrement exploité leur potentiel en entier et sont devenus d'une part des instruments d'information pour l'opinion publique et d'autre part des instruments de diffusion des messages du pouvoir politique. Chaque gouvernement au monde organise des rencontres entre journalistes et décideurs politiques qui restent secrètes ou des réunions d'où sortent les prochaines mesures à suivre pour en vérifier la popularité auprès de l'opinion publique.

Les médias accomplissent trois tâches majeures au sein de la société : ils sont la source des informations et des opinions, ils sont des *agenda-setters* et ils sont les contrôleurs du pouvoir exécutif et législatif.<sup>36</sup> « Sel de la démocratie »<sup>37</sup>, les médias remplissent une des tâches les plus fondamentales et difficiles dans la société.

Obama était bien conscient de ce rôle. Pendant qu'il gouvernait, il a toujours valorisé le rôle de la structure d'information de son pays, même quand des parties du secteur s'élevaient sévèrement contre sa politique. Cette conscience a permis au président de profondément comprendre l'utilité des moyens d'information à l'intérieur d'une démocratie, et de savoir les utiliser. Extrêmement présent sur tous les médias, comme tous ses prédécesseurs, Obama a compris que la publicité des négociations avec Cuba aurait pu avoir un impact négatif sur le résultat. Il aurait pu essayer de faire transmettre à l'opinion publique sa décision d'entamer les discussions, mais il a considéré que les médias n'auraient pas eu la délicatesse nécessaire au cours des rencontres entre les parties et auraient pu influencer négativement l'opinion publique.

À l'exception de sa position exprimée lors de la campagne présidentielle du 2008, Obama a su patienter et attendre le bon moment pour amener le dialogue. Les

---

<sup>34</sup> K. PREMONT, « L'opinion publique et les médias », dans C.-P. DAVID (sous la direction de), *op.cit.*, p. 464.

<sup>35</sup> Le consensus Almond Lippman décrivait le public comme incapable de comprendre, interpréter et donc influencer la politique étrangère car mal informée, peu attentive et très volatile. Idem, p. 465.

<sup>36</sup> Steven W. HOOK, *op.cit.*, p. 247.

<sup>37</sup> L'ancien président du Conseil des Ministres Italien Matteo Renzi a utilisé cette expression lors de ses félicitations publiques au journal *La Stampa* qui fêtait son 150<sup>ème</sup> anniversaire. M. RENZI, San Francisco: Twitter, 9 février 2017, <https://tinyurl.com/ycf7rz2e>, consulté le : 8 avril 2017.

négociations et l'accord entre les deux États se sont déroulés dans la plus grande confidentialité. Une fois annoncé le rétablissement des relations diplomatiques, les médias ont été surpris autant, ou plus, que l'opinion publique. Il s'agit d'un coup magistral du président et de son entourage. Obama a su choisir correctement les moments, les lieux et les acteurs auxquels faire confiance. Et pour une fois, les médias ne lui furent pas utiles.

#### **2.2.4. Les lobbies : au centre de la démocratie américaine**

Ronald Hrebenar définit ainsi le *lobbying* : « la transmission de données et d'opinions par une personne, autre qu'un citoyen agissant en son nom propre, à un décideur gouvernemental dans le but d'influencer une décision spécifique ».<sup>38</sup>

Le lobby cubain est un des principaux lobbies des États-Unis. Formé grâce aux immigrés et réfugiés fuyant le castrisme dès les années 1960, il représente la grande communauté cubaine de Little Havana, située à Miami, en Floride, en face de l'île de Cuba. Il s'agit d'une puissante organisation, très bien installée au niveau du territoire dans un *swing state*<sup>39</sup> fondamental. Depuis les années 1960 et les désaccords entre La Havane et Washington, l'organisation a trouvé un allié, le gouvernement fédéral, et elle a essayé de l'influencer davantage pour qu'une politique contre le gouvernement de Castro soit poursuivie.<sup>40</sup>

Après le lobby juif, le cubain est le deuxième lobby le plus puissant aux États-Unis. Pendant les années 1980, il s'est imposé notamment dans l'action menée par l'organisation *The Cuban American National Foundation* (CANF)<sup>41</sup>, fondée par Jorge Mas Canosa. Celle-ci a été en première ligne pour que la politique américaine n'oublie pas son engagement de ramener la Démocratie, la Liberté et les Droits de l'Homme dans l'île caribéenne.<sup>42</sup> Toutefois, la situation a profondément évolué durant les dernières années et l'organisation se retrouve aujourd'hui à ne pas être aussi unie et importante qu'elle ne l'était auparavant.

---

<sup>38</sup> C. BELIN, « La société civile organisée », dans C.-P. DAVID (sous la direction de), *op.cit.*, p. 510.

<sup>39</sup> Les swing states sont les États fondamentaux lors des élections présidentielles américaines. Il s'agit des États qui n'ont pas une couleur politique certaine et qui peuvent donc faire pencher la balance de l'un à l'autre candidat.

<sup>40</sup> Célia BELIN, « La société civile organisée », *op.cit.*, p. 529.

<sup>41</sup> Cuban American National Foundation, Miami: CANF, <http://www.canf.org/>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>42</sup> J.M. MCCORMICK, « Ethnic Interest Groups in American Foreign Policy », dans J.M. MCCORMICK (sous la direction de), *The domestic sources of American foreign policy: insights and evidence*, Lanham (Md.): Rowman & Littlefield, 2012, p. 74.

Les raisons de ce changement sont simples : d'une part elle a été affaiblie par la mort de son fondateur, de l'autre elle représente moins les intérêts de la communauté cubaine aux États-Unis. En effet, elle se transforme, elle s'intègre à son nouveau territoire et se distancie de l'opposition au régime castriste, en modifiant aussi son regard sur l'enjeu et en soutenant une potentielle résolution diplomatique des différents entre les deux pays.<sup>43</sup>

Les sondages de l'International University of Florida ont montré les changements de la vision de la communauté cubaine sur leur État d'origine. Si en 1991, 87% des cubano-américains de la Floride soutenaient l'embargo ; en 2014, 52% s'y opposaient tandis que 71% le considéraient inefficace. Si en 1993, 75% s'opposaient avec ferveur à la vente de nourriture, alors que 50% s'opposaient à celle des médicaments, en 2014, la communauté cubaine soutenait l'une et l'autre. Et si en 1995, 55% étaient contre l'idée de voyager librement vers l'île, dix-neuf ans plus tard 69% de la communauté l'encourageait.<sup>44</sup> Ces changements d'opinion trouvent leur origine dans une évolution démographique importante. Comme on a souligné au préalable, le lobby cubain a été fondé par des exilés cubains des années 1960 et 1970, ces derniers fuyant le régime castriste. Leurs raisons étaient éminemment de nature politique et idéologique. Les vagues migratoires successives avaient un objectif économique, et les immigrés montraient une volonté profonde de maintenir tous les liens avec les familles restées à Cuba. Deux logiques différentes s'opposaient au sein de la même communauté : une qui soutenait une politique de pression diplomatique et politique envers Cuba et la population cubaine restée sur place, assimilée au régime communiste ; l'autre qui visait à faire tomber les barrières et à obtenir la possibilité d'aider les personnes restées sur l'île.<sup>45</sup>

Actuellement, la communauté cubano-américaine de Floride fait le deuil de ses fondateurs et accueille de plus en plus d'immigrés en quête de réconciliation, ceux-ci refusant de se résigner à une division décidée plusieurs décennies auparavant et qui a eu des conséquences désastreuses tant pour les émigrés que pour les insulaires.<sup>46</sup>

---

<sup>43</sup> Idem, p. 76.

<sup>44</sup> W.M. LEOGRANDE, « Normalizing US-Cuba relations: escaping the shackles of the past », *International Affairs*, 2015, vol. XCI, n°3, p. 477.

<sup>45</sup> Idem, pp. 477-478.

<sup>46</sup> Idem, p. 478.

Un lobby est important et efficace s'il a un pouvoir effectif, le poids nécessaire, pour influencer un certain résultat en se positionnant en faveur d'un candidat déterminé. Cela était le véritable pouvoir du lobby cubain : peser sur la balance parmi les États-clés lors de l'élection présidentielle. La logique était simple : pour gagner le siège au Bureau Oval, il fallait gagner la Floride ; pour gagner la Floride, il fallait gagner le soutien de la communauté cubaine. Pour ce faire, en 2008, Obama décidait de parier sur la mutation de cette communauté et de proposer aux électeurs cubano-américains une nouvelle attitude des États-Unis envers Cuba dont la dynamique principale aurait été l'engagement (*to engage*). Par sa victoire en 2008, Obama démontrait au monde politique national et international que l'attitude de la communauté cubaine avait évolué et qu'une opportunité de rétablir des relations diplomatiques avec l'île s'ouvrait grâce à l'appui majeur du lobby cubain.<sup>47</sup>

Avec le temps, la communauté a observé également la naissance et le développement de plusieurs autres petites organisations, entre autres : *Centre for a Free Cuba*<sup>48</sup>, *Americas Society/Council for Americas*<sup>49</sup>, *Engage Cuba Coalition*<sup>50</sup>, *Cuba Study Group*<sup>51</sup>.

On peut alors affirmer que c'est dans ce contexte temporel et d'intégration que le président Obama a pu trouver les motivations et l'appui nécessaires pour prendre sa décision. Ayant compris que les temps étaient propices à lancer sa proposition d'espoir politique, il a profondément voulu appliquer un projet qui, encore en 2008, semblait presque impossible et qui s'est révélé son chef d'œuvre en matière de politique étrangère. Aurait-il-pu agir sans la certitude d'avoir de son côté la majorité de l'opinion publique et américano-cubaine ? Certainement pas.

### 2.2.5. L'opinion publique

L'opinion publique est un corps vivant qui, à la différence de la bureaucratie, fait preuve d'un grand dynamisme : elle change facilement d'avis, elle est facile à provoquer, elle est très attentive, suspicieuse et en quête de réponses. Elle est également très fragmentée. Et cette caractéristique est celle que le pouvoir politique peut et doit

---

<sup>47</sup> Idem, p. 479.

<sup>48</sup> Center for a Free Cuba, <http://www.cubacenter.org/>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>49</sup> American Society/Council of the Americas, <http://www.as-coa.org/>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>50</sup> Engage Cuba Coalition, Washington D.C.: Engage Cuba Coalition, <http://www.engagecuba.org/>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>51</sup> Cuba Study Group, Alexandria (VA): Cuba Study Group, <http://www.cubastudygroup.org/>, consulté le : 8 avril 2017.

mettre à profit pour s'assurer un certain degré d'autonomie décisionnelle.<sup>52</sup> Si on veut gagner les élections, il faut convaincre l'opinion publique de notre compétence, et asseoir son *leadership*. Pour ce faire, il faut la convaincre d'avoir respecté les lignes principales qu'elle avait clairement indiquées lors des élections.

À ce sujet, notons que Barack Obama avait proposé à l'opinion publique américaine une résolution de la question cubaine en 2008, pourtant, il a fallu attendre 2014 pour avoir des résultats concrets. Pourquoi ? Il y a un nombre assez élevé d'explications possibles, citons-en trois : l'appui de la communauté américano-cubaine, un contexte international favorable, sans oublier l'arrivée du Pape François à la tête de l'Église Catholique, et le fait qu'Obama ait été élu une seconde fois sans être tenu de devoir justifier cette mesure lors d'une future campagne électorale.<sup>53</sup> Il a bénéficié d'une totale liberté pour prendre cette décision inattendue.

Si on devait établir une liste des priorités selon la population américaine on n'y trouverait pas la politique étrangère parmi les premières positions. Cette caractéristique est peut-être un héritage culturel de la conception isolationniste des États-Unis de George Washington. Cet élément semble ne s'appliquer qu'aux citoyens, parce que les États-Unis de l'Après-Guerre ont été acteur principal dans le monde et durant plusieurs décennies ses gouvernements n'ont montré aucune volonté de se retirer dans leur « île de paix »<sup>54</sup> et renoncer à toute ingérence au niveau mondial. On observe alors le phénomène suivant entre l'opinion publique et l'État en matière de politique étrangère : puisque l'opinion publique ne s'intéresse pas à ce domaine, le gouvernement jouit d'une liberté supérieure à celle dont il dispose dans les questions de politique interne.<sup>55</sup>

La réaction de l'opinion publique américaine après l'annonce du rétablissement a été positive. Selon un article du *New York Times*, 62% des américains ont accueilli favorablement la réouverture des relations diplomatiques en la considérant positive pour les États-Unis. Le journal a aussi estimé que 52% des américains ont approuvé la façon dont le président Obama a conduit ses relations avec le gouvernement castriste. Soulignons que ce chiffre s'élevait à 44% juste après l'annonce des deux présidents. Les électeurs qui se sont exprimés majoritairement en faveur de la décision d'Obama ont été

---

<sup>52</sup> Steven W. HOOK, *op.cit.*, p. 85.

<sup>53</sup> A. AIT-CHAALAL, (professeur à l'Université Catholique de Louvain), *Entretien*, réalisé par E. Poddighe, 06 décembre 2016.

<sup>54</sup> Du point de vue géopolitique, les États-Unis se peuvent considérer comme une île. Disposant d'un territoire énorme, avec des bonnes relations avec les voisins, dès leur dernier développement en terme de territoire et organisation étatique, ils ont un avantage inconnu aux européens.

<sup>55</sup> Karine PREMONT, « L'opinion publique et les médias », *op.cit.*, pp. 467-468.

les démocrates et les indépendants, alors que la base républicaine reste divisée. Toujours selon les sondages, il semblerait que la moitié des américains ait exprimé une opinion plutôt favorable à l'égard de Cuba ; en automne 2014 la même donnée était en dessous de 40%.<sup>56</sup>

Le sondage de l'Atlantic Council proposé aux électeurs presque un an avant la réouverture des relations montrait que 56% de l'opinion publique était favorable à la normalisation des relations ; en Floride, la même réponse avait été donnée par 63% des interviewés.<sup>57</sup>

---

<sup>56</sup> D. SUSSMAN, « Most Americans Support Ending Cuba Embargo, Times Poll Finds », *The New York Times*, 21 Mars 2016. <https://tinyurl.com/ya3e925k>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>57</sup> William M. LEOGRANDE, « Normalizing US-Cuba relations: escaping the shackles of the past », *op.cit.*, p. 479.

### 3. Barack Hussein Obama

Le précédent chapitre de ce mémoire a traité du niveau national, le présent chapitre sera consacré au niveau individuel. Comprendre la prise de décision d'un leader politique implique de comprendre quel type d'individu il est. Il s'agit d'un travail qui se situe à la frontière entre la politique et la psychologie. Pour comprendre Obama, on se focalisera d'abord sur les étapes principales de sa vie. Ensuite, l'analyse sera menée sur deux niveaux différents, étroitement connectés. Le premier : l'approche cognitive étudiera la personnalité, la vision et l'interprétation que le président a de la vie et du monde. Le second, le style présidentiel, illustrera la façon dont Obama a incarné son statut d'homme politique et de président des États-Unis. En particulier, on tentera de comprendre de quelle façon Obama a tracé et géré les mécanismes à l'intérieur de son administration. Une section sera dédiée à l'« équipe des rivaux ». Cette section s'achèvera sur le portrait de Benjamin Rhodes et Ricardo Zuniga, les architectes principaux du dossier cubain.

#### 3.1. La vie

Barack Hussein Obama est né le 4 août 1961 dans l'État des Hawaïi, aux États-Unis.<sup>58</sup> Il est le fils d'un jeune étudiant kenyan noir, Barack Hussein Obama Sr., (qui avait été envoyé aux États-Unis dans le cadre d'un programme ayant pour objectif la formation des futurs dirigeants politiques) et d'une étudiante américaine blanche du Kansas,<sup>59</sup> Ann Dunham. Barack Obama vit la première partie de son enfance dans son État natal. La relation entre ses parents a toujours été respectueuse et amicale, mais déjà de sa prime enfance le petit Barack vit loin de son père. Celui-ci s'était déplacé sur le continent américain pour poursuivre sa formation et était ensuite rentré au Kenya. Il a donc été élevé par sa mère et par ses grands-parents maternels.<sup>60</sup> Ces deux figures ont joué un rôle principal dans son éducation et son développement, quand l'enfant, puis l'adolescent et enfin le jeune adulte Obama, apprenait à gérer sa colère d'individu en quête d'identité.

---

<sup>58</sup> The White House: President Donald J. Trump, *Barack Obama*, Washington D.C.: The White House: President Donald J. Trump, <https://tinyurl.com/zmavk7n>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>59</sup> B. OBAMA, *Dreams from my father*, Edinburgh: Canongate Books, 2008, p. 9.

<sup>60</sup> Idem, pp. 23-24.

Quelques années plus tard, sa mère s'est remariée avec un étudiant indonésien. Environ à l'âge de ses sept ans, Obama s'est installé avec le nouveau noyau familial en Indonésie, alors que ses grands-parents restaient aux Hawaïi. Même s'il venait d'une île très multiculturelle où l'échange culturel et racial fait partie du quotidien, en Indonésie Obama a dû rapidement s'adapter à un nouveau contexte musulman et asiatique. De l'union de sa mère avec son beau-père Lolo, est née sa sœur Maya. L'éducation du jeune Obama a été momentanément confiée à sa mère et à son beau-père. Attentifs à son évolution lors de son séjour à Djakarta, ils lui transmettent des valeurs telles que l'honnêteté, l'équité, la sincérité et l'indépendance de jugement.<sup>61</sup> A dix ans, de retour aux Hawaïi, ses grands-parents continuent de l'élever et parallèlement il poursuit sa formation dans les écoles américaines. Après avoir étudié dans un collège de son État d'origine, le jeune adulte déménage pour étudier à l'Occidental College de Los Angeles<sup>62</sup>, puis à la Columbia University de New York<sup>63</sup>.

C'est pourtant à Chicago qu'il commença à travailler en tant qu'organisateur de communauté, en développant sa passion pour les droits civiques et en découvrant son talent pour la politique.<sup>64</sup> Il a d'ailleurs élu domicile dans cette ville, en y revenant une fois diplômé d'une autre prestigieuse institution américaine : l'Harvard University.<sup>65</sup> A Chicago, il a rencontré et il a épousé l'avocate Michelle LaVaughn Robinson avec laquelle il a deux filles : Malia et Sasha.

À Chicago et par son activité d'organisateur de communauté, il a commencé sa conquête du pouvoir. Grâce à son rôle d'organisateur de la communauté noire et de représentant pour les droits civiques, il s'est engagé directement dans les institutions nationales et a été élu sénateur démocrate de l'Illinois pour huit ans. Ensuite, en 2004, c'est un saut dans le fédéral par l'entrée au Sénat des États-Unis, sous la présidence de Bush. Quatre ans plus tard, il a été choisi par les électeurs démocrates comme leur candidat à la course présidentielle, au détriment de la super-favorite Hillary Clinton.

Barack Obama a été élu président des États-Unis d'Amérique le 4 novembre 2008, et il est devenu de ce fait le premier président noir de l'Histoire américaine. Son élection a

---

<sup>61</sup> Idem, pp. 36-49.

<sup>62</sup> F.I. GREENSTEIN, « Barack Obama: The Man and His Presidency at the Midterm », *PS : Political Science and Politics*, January 2011, vol. ILIV, n°1, p. 7.

<sup>63</sup> Barack OBAMA, *op.cit.*, p. 113.

<sup>64</sup> Idem, p. 133.

<sup>65</sup> Idem, p. 289.

suscité beaucoup d'espoirs de la part de l'opinion publique américaine et de l'opinion publique mondiale. Il a été réélu pour un second mandat consécutif.

### **3.2. L'approche cognitive**

Traiter de psychologie cognitive signifie étudier les mécanismes que le cerveau d'un individu met en place quand il s'agit d'absorber et interpréter les informations. À la fin de ce sous-chapitre on aura acquis les éléments nécessaires pour comprendre comment Barack Obama pense et quels sont les mécanismes à l'origine de ses actions et de ses décisions. L'étude de la personnalité sera au cœur de notre réflexion.

David Winter, professeur et expert en ce domaine depuis plusieurs décennies, a été un des premiers à s'intéresser à l'analyse de la personnalité du président Obama. Sa réflexion part du constat que, parmi la population américaine, la figure d'Obama est souvent perçue comme étant ambiguë, mal comprise, mystérieuse. Il propose alors l'application d'un modèle d'étude et de compréhension de la personnalité des leaders au cas d'espèce.

Selon ce modèle, la personnalité d'un leader politique peut être étudiée selon quatre catégories : le contexte social (*social context*), la personnalité (*temperament, traits*), les cognitions (*cognitions*) et les motivations (*motives*).<sup>66</sup>

#### **3.2.1. Le contexte social (*social context*)**

Cette section qui se rapporte au contexte social est élémentaire. En effet, c'est la logique même qui le justifie : on ne peut pas connaître et comprendre quelqu'un sans savoir quelle a été sa vie, ni dans quel type d'environnement cette personne a grandi et ni par qui elle a été entourée.

Barack Obama a été pendant longtemps un jeune afro-américain à la recherche de son identité. Il est le résultat de l'union de mondes extrêmement différents : d'une part d'un homme noir du Kenya et de l'autre d'une femme blanche du Kansas. Il a reçu une éducation américaine, transmise en grande partie par ses grands-parents. Néanmoins, il

---

<sup>66</sup> D.G. WINTER, «Philosopher-King or Polarizing Politician? A Personality Profile of Barack Obama », *Political Psychology*, 2011, vol. XXXII, n°6, pp. 1059-1061.

a eu la chance de grandir dans la réalité multiculturelle hawaïenne. Certes, le fait d'avoir dû aller vivre en Indonésie a en grande partie forgé sa vision du monde. Une analyse superficielle de ces éléments nous pousserait à considérer cette expérience comme exclusivement positive. Cela serait erroné, car on ne prendrait alors pas en compte le fait que le jeune adulte doué des très bonnes capacités, une fois arrivé sur le continent américain et aspirant aux meilleures études, devait également composer avec une identité morcelée et contradictoire.

Emblème de son État d'origine, qu'il définit : « *the one true melting pot, an experiment in racial harmony* »<sup>67</sup>, il ne voulait pas choisir une seule partie de son identité. Il se posait certainement plusieurs questions en rapport à son identité et à ses origines, mais il n'avait jamais eu l'obligation, même simplement morale, de choisir un camp.<sup>68</sup> Comment aurait-il pu le faire, quand choisir un camp signifiait choisir entre son père et sa mère ou ses grands-parents, ses frères et sœurs noirs africains et sa sœur occidentalo-asiatique, américano-indonésienne ? Il se percevait tout à la fois composante mais également étranger à ce groupe si hétérogène, il était donc pour lui impossible d'avoir une vision nette et claire des différences qui opposaient les différentes parties d'un même tout : lui-même. Obama, dès son enfance, a été une personne qui accepte, et qui parfois même recherche la diversité. Pour lui, elle est inclusive et non pas exclusive.

Cependant, il a dû se heurter à la réalité d'une nation américaine qui prônait l'Égalité mais luttait encore avec son passé : profondément marquée par les blessures de la ségrégation. En ayant la constante sensation d'être trop blanc pour les noirs et trop noir pour les blancs, il a dû également composer avec une éducation laïque, un élément singulier tant au sein de la société indonésienne que des communautés noires américaines pour lesquelles il s'était investi. Enfin, il est parvenu à réconcilier les différents aspects de son identité. Le jeune adulte trouve son nouvel équilibre à Chicago. Grâce à son travail et à son union avec Michelle, celle-ci étant ancrée dans une identité afro-américaine forte, il s'est réconcilié progressivement avec son identité noire et à la même époque il s'est aussi approché de la foi chrétienne, surtout grâce aux Révérends Philips<sup>69</sup> et Wright<sup>70</sup>.

---

<sup>67</sup> Barack OBAMA, *op. cit.*, p. 24.

<sup>68</sup> « [...] I was too young to know that I needed a race. », Idem, p. 27.

<sup>69</sup> Idem, p. 273.

<sup>70</sup> Idem, p. 283.

### 3.2.2. Les traits de la personnalité (*traits*)

La personnalité d'un individu s'explique principalement à travers les comportements et les habitudes que celui-ci adopte dans le domaine social. La personnalité des politiciens joue un rôle fondamental dans la gestion de leur politique, intérieure ou extérieure.

Pour comprendre la personnalité d'Obama il faut tenter de comprendre les environnements dans lesquels il a évolué: Hawaï et Chicago. Si à Chicago s'est formé le politicien, aux Hawaï s'est forgé l'homme. En donnant une piste pour creuser dans la personnalité de son mari, Michelle Obama a affirmé : « You can't really understand Barack until you understand Hawaii. »<sup>71</sup>

Barack Obama est réputé pour son intelligence, son calme, sa lucidité et son imperturbabilité. Il est donc doué d'une grande stabilité émotionnelle<sup>72</sup>, ou grande intelligence émotionnelle entendue comme « the ability to monitor one's own and other's feelings and emotions, to discriminate among them and to use this information to guide one's thinking and actions. »<sup>73</sup> Le démocrate Neil Abercrombie, qui connaît le président depuis toujours, expliquait l'origine de cette grande stabilité émotionnelle : « That's Hawaii. You take negative energy and you process it through you and it comes out as positive energy. . . . Every time Obama comes on television now, the collective blood pressure in the United States goes down 10 points. He cools the water. He's sober and he speaks sensibly in a calm manner that breeds confidence. »<sup>74</sup> Et c'est au tour du président lui-même, d'expliquer cet équilibre : « I don't get too high, I don't get too low ».<sup>75</sup>

Cérébral<sup>76</sup> donc, jusqu'à la limite de l'exagération, il se méfie de tout instinct, d'abord et surtout des siens. Il cherche toujours à être le plus rationnel possible, et à trouver la meilleure solution dans la situation dans laquelle il se trouve. De plus, il a un contrôle total sur lui-même : des mouvements aux pensées, il semble toujours maîtriser la situation, les personnes qui l'entourent et son rôle selon les circonstances. Comme

---

<sup>71</sup> P. RUCKER, « Hawaii's influence on Barack Obama », *The Washington Post*, 2 janvier 2009, <https://tinyurl.com/ybeqjpam>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>72</sup> David G. WINTER, *op.cit.*, p. 1063.

<sup>73</sup> P. SALOVEY, J.D. MAYER, « Emotional intelligence. Imagination, Cognition and Personality », *Sage Journals*, 1990, vol. IX, n°3, p. 189.

<sup>74</sup> Ibidem.

<sup>75</sup> P. LAVENDER, « Obama Reveals What Helps Him Manage The Stress Of His Job », *The Huffington Post*, 23 mars 2015, <https://tinyurl.com/y8cpwp3m>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>76</sup> « [...] Il est un leader cérébral », J. VAISSE, *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*, Paris, Odile Jacob, 2012, p. 39, cité par C.-P. DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Paris: Presses de Sciences Po, Québec : Presses de l'Université Laval, 2015, p. 923.

l'explique David Brooks, pendant la campagne électorale Obama n'a montré aucun signe de perte d'autocontrôle. Il observe que, habituellement, les candidats à la course présidentielle se divisent entre deux catégories : ceux qui ont besoin de combler un vide, et ceux qui sont convaincus de pouvoir affronter et résoudre tout défi avec leurs propres capacités. Obama, observe Brooks, fait partie de la première catégorie pour son histoire personnelle mais incarne la personnalité typique des présidents du deuxième groupe.<sup>77</sup>

Michael Powell le décrit comme un homme ambitieux, à l'instar de tous les candidats au siège présidentiel d'ailleurs, mais également comme étant un grand observateur. Il est conscient de ne pas tout savoir, c'est pour cela qu'il s'entoure d'experts et des personnes expérimentées, à condition qu'ils n'aient pas une inclinaison au pessimisme et au découragement. On peut l'illustrer par le fait que, à la recherche d'une constante amélioration de lui-même et de sa communication politique, il a profité de son rapprochement avec l'Église pour comprendre quelle forme et quel rythme ses discours devaient avoir pour convaincre le peuple comme le faisaient les pasteurs. Il est aussi extrêmement pragmatique, et sait profiter des faiblesses et des erreurs des autres. Célèbre est devenue la manière dont il a mis hors jeu les candidats qui l'opposaient pour le siège du Sénat de l'Illinois grâce à une erreur dans les pratiques bureaucratiques de ceux-ci.<sup>78</sup>

La réflexion requiert non seulement du calme mais elle nécessite également du temps. Obama a été critiqué plusieurs fois à cause de son besoin excessif de temps pour prendre une décision définitive. James Mann considère qu'il a une conception du temps et de patience qui sont plus asiatiques qu'occidentales. Selon cette interprétation, Obama n'aurait pas le souci de l'immédiat typique du monde occidental dans sa conception du temps. Il préfère prendre le temps nécessaire pour aboutir à la décision la plus satisfaisante, plutôt que de risquer d'opter pour la solution *hic et nunc* sur un sujet qu'il ne connaîtrait pas profondément.<sup>79</sup>

---

<sup>77</sup> D. BROOKS, « Thinking about Obama », *The New York Times*, 16 octobre 2008, <https://tinyurl.com/65xypg>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>78</sup> M. POWELL, « A deliberative man in a manic game », *The New York Times*, 4 Juin 2008, <https://tinyurl.com/y7g2sovj>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>79</sup> Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis.*, op.cit., p. 923.

Comme on a mis en évidence auparavant, la personnalité d'Obama intrigue les électeurs américains surtout par rapport à l'ambiguïté quant à sa personnalité et à la politique qu'il mène.

Un article de *The Economist*, publié en mars 2011, propose une réflexion intéressante sur la contradiction entre le célèbre slogan « *Yes, we can* » et le pragmatisme extrême qui a caractérisé la gestion de la politique. Dans la logique d'Obama, affirme l'article, on peut respecter la ligne directrice présentée dans nos discours que si, et seulement si, cela s'avère possible à concrétiser dans les faits. Le rêve d'Obama s'arrêterait donc sur la ligne du calcul : quand il sait qu'il ne peut pas gagner une bataille, il la met de côté et passe à la suivante.<sup>80</sup> Toujours des faits, rien que de faits, basés sur une logique rationnelle orientée vers la réussite et soumise à une évaluation très stricte.<sup>81</sup>

Fred Greenstein et James Mann ont également tenté d'expliquer l'ambiguïté entre le discours et la pratique. Greenstein a affirmé : « Comme Superman, Obama entre dans la cabine téléphonique avec toute son intelligence et son brio, et il en ressort tel Clark Kent »<sup>82</sup>. « C'est presque comme si les discours provenaient d'une partie de son cerveau, et que les politiques avaient pour origine une autre » résume Mann<sup>83</sup>.

Avant de passer au point suivant, une clarification paraît obligatoire. Les critiques et les observations dont on vient de traiter dans les lignes précédentes ne signifient pas que les auteurs dépeignent ou considèrent Obama comme étant une personne insensible. D'autant plus qu'Obama ne l'est pas. Le 14 décembre 2012 et le 5 janvier 2016, Obama est apparu devant la nation pour exprimer toute sa colère et sa frustration par rapport aux conséquences désastreuses de la vente inconditionnée d'armes aux États-Unis, à cause desquelles plusieurs centaines de personnes meurent chaque année.<sup>84</sup> Dans les deux conférences de presse il a abandonné le calme et la lucidité qu'on lui connaissait, notamment durant les moments les plus durs et stressants de sa campagne électorale. Dans un des deux discours, c'est au président lui-même d'expliquer où se trouve la limite entre l'homme et le politicien. Le 14 décembre 2012, il affirmait : « We've endured too many tragedies in the past few years, and each time I learn the news, I react

---

<sup>80</sup> «The courage factor», *The Economist*, 17 March 2011, <https://tinyurl.com/4v66jtd>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>81</sup> J. NYE, *Presidential Leadership and the Creation of the American Era*, Princeton: Princeton University Press, 2013, pp. 144-151, cité par Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis.*, op.cit., p. 924.

<sup>82</sup> Cité par KLEIN E., *The Amateur: Barack Obama in the White House*, Washington D.C.: Regnery, 2012, p. 79, cité par Charles-Philippe DAVID, idem, p. 923.

<sup>83</sup> J. MANN, *The Obamians, The Struggle Inside the White House to Redefine American Power*, New York: Viking, 2012, p. 156, cité par Charles-Philippe DAVID, ibidem.

<sup>84</sup> Gun Violence Archive, Washington D.C.: Gun Violence Archive, <http://www.gunviolencearchive.org/>, mis à jour le: 31 mai 2017, consulté le : 8 avril 2017.

not as a president, but as anyone else would : as a parent. »<sup>85</sup> Le 5 janvier 2016, il est apparu davantage frustré et en colère et il a laissé glisser abondamment les larmes sur ses joues en lançant un message fort au Congrès et à la nation entière.<sup>86</sup>

Une nette distinction entre l'homme et le président, alors ? Non, on croit que la personnalité d'Obama est aussi complexe à cause de son passé morcelé dans différentes parties du monde et de sa personnalité composée de différentes références culturelles. Il reste un produit hawaïen, emblème du multiculturalisme, si ouvert et enclin à l'écoute de l'extérieur car il est à la base un être différent parmi les êtres qui se démarquent. Parfois excessive, la caractéristique de l'imperturbabilité réfléchie reste peut-être la plus importante et la plus reconnue de sa figure.

### 3.2.3. Les cognitions (*cognitions*)

Les cognitions d'un individu regroupent les éléments immatériels de la pensée, tels que ses valeurs, ses croyances, les perceptions subjectives du monde politique et son interprétation de celui-ci.<sup>87</sup>

Plusieurs auteurs ont dédié leurs recherches à la compréhension de la psychologie des présidents et de leur façon d'interpréter leur rôle, poussés par la conviction que comprendre un homme politique signifie aussi être capable de le gérer et de maîtriser et de comprendre ses politiques et décisions.

Une des branches les plus développées dans le domaine a été l'étude du code opérationnel du président. Le concept de code opérationnel est apparu en 1951, quand Nathan Leites l'a appliqué dans son ouvrage *The Operational Code of the Politburo*.

Le concept a été repris, développé et appliqué par plusieurs auteurs. L'un d'eux, Alexander George, le définit en 1969 : « A closer examination of what Leites had in mind indicates that he was referring to a set of general beliefs about fundamental issues of history and central questions of politics as these bear, in turn, on the problem of action. The actor's beliefs and premises that Leites singled out have a relationship to decision-making that is looser and more subtle than the term "operational code" implies.

---

<sup>85</sup> The White House: President Barack Obama, *Statement by the President on the School Shooting in Newtown, CT*, Washington D.C.: The White House: President Barack Obama, 14 December 2012, <https://tinyurl.com/y888bce2>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>86</sup> C. CILLIZZA, « President Obama cried in public today. That's a good thing. », *The Washington Post*, 5 janvier 2016, <https://tinyurl.com/y8kfw7xd>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>87</sup> David G. WINTER, *op. cit.*, pp. 1064-1065.

They serve, as it were, as a prism that influences the actor's perceptions and diagnoses of the flow of political events, his definitions and estimates of particular situations. These beliefs also provide norms, standards, and guidelines that influence the actor's choice of strategy and tactics, his structuring and weighing of alternative courses of action. Such a belief system influences, but does not unilaterally determine, decision-making; it is an important, but not the only, variable that shapes decision-making behaviour. »<sup>88</sup>

Une des premières études effectuées sur le code opérationnel du président Obama a été menée par Stephen Walker. Il a appliqué le modèle à un discours qu'Obama, à l'époque sénateur des États-Unis, avait prononcé en 2005.<sup>89</sup> Walker résume ainsi son code opérationnel : « pragmatic cooperation in a difficult world. »<sup>90</sup>

Il se développe sur deux lignes principales : le pessimisme et le pragmatisme. Selon Walker, Obama perçoit subjectivement le monde politique comme hostile, un monde dans lequel il est presque impossible d'appliquer ses valeurs politiques et sur lequel il ne peut exercer aucun type de contrôle ou rien prévoir parce qu'il est gouverné majoritairement par le hasard. « I take away the compelling idea that there's serious evil in the world, and hardship and pain. And we should be humble and modest in our belief we can eliminate those things. But we shouldn't use that as an excuse for cynicism and inaction. I take away ... the sense we have to make these efforts knowing they are hard, and not swinging from naïve idealism to bitter realism. »<sup>91</sup> Ainsi, Obama répondait en 2007 à la question que Brooks lui posait en rapport à la pensée du philosophe Reinhold Niebuhr, qu'Obama énumère parmi ses favoris.<sup>92</sup>

Par rapport à cette perception négative, Obama prend le contrepied : la coopération est l'arme qu'il utilise pour défier l'hostilité qu'il perçoit de l'univers politique. La coopération est mise en œuvre jusqu'à que la situation atteigne un point critique, selon lui. Là, le président démontre une tendance à reprendre le total contrôle de l'enjeu et abandonner l'attitude coopérative. Walker lui reconnaît aussi une grande flexibilité dans

---

<sup>88</sup> A.L. GEORGE, « The "Operational Code": A Neglected Approach to the Study of Political Leaders and Decision-Making », *International Studies Quarterly*, 1969, vol. XIII, n°2, p. 191.

<sup>89</sup> S.G. WALKER, « Quantum Politics and Operational Code Analysis: Theories and Methods », dans S.G. WALKER, A. MALICI, M. SCHAFER (sous la direction de), *Rethinking Foreign Policy Analysis. States, Leaders, and the Microfoundations of Behavioral International Relations*, New York: Routledge, 2011, pp. 72.

<sup>90</sup> Idem, p. 77.

<sup>91</sup> D. BROOKS, « Obama, Gospel and Verse », *The New York Times*, 26 avril 2007, <https://tinyurl.com/ycyp6tyl>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>92</sup> Ibidem; David G. WINTER, *op.cit.*, p. 1065.

le passage de la position de coopération à la position conflictuelle, et une grande inclinaison à l'acceptation des risques.<sup>93</sup>

En 2011, Peter Suedfeld, Ryan W. Cross et Jelena Brcic ont présenté une analyse cognitive d'Obama en se basant sur les deux premières années de son mandat. Ils ont développé leurs arguments à partir de trois éléments : la complexité intégrative (*integrative complexity*), les motivations (*motive imagery*), et les valeurs (*values*).

La complexité intégrative (*integrative complexity*) est composée par la différenciation et l'intégration. La différenciation mesure la capacité de l'individu à reconnaître la légitimité de points de vue différents des siens ou de la réflexion sur des dimensions différentes du sujet dont on discute.<sup>94</sup> L'intégration mesure la capacité de reconnaître la relation entre plusieurs points ou sections du sujet abordé. Les auteurs affirment qu'Obama présente une haute complexité intégrative mais mettent en évidence que cela diminue drastiquement dans les moments de stress intense.<sup>95</sup> Cette observation confirme celle de Walker au regard de l'abandon de l'attitude coopérative aux moments critiques, comme évoqué plus haut.

Les motivations (*motive imagery*) seront traitées dans la section suivante.

Les valeurs (*values*) peuvent être considérées comme les lignes qui guident l'action de tout individu.<sup>96</sup> Habituellement, la modification de ces valeurs se révèle être difficile parce qu'il s'agit de la base de la subjectivité d'un individu, les fondations sur lesquelles se construit sa personnalité. Ainsi, Obama ne présente pas une grande flexibilité dans le changement de ses valeurs universelles de référence. Les valeurs sont divisées hiérarchiquement dans la subjectivité d'un individu. Dans la hiérarchie d'Obama, les trois premières positions sont occupées par l'accomplissement (*achievement*), la sécurité (*security*) et le pouvoir (*power*).<sup>97</sup> Les auteurs observent également que la hiérarchie des valeurs d'Obama ne correspond pas à la hiérarchie des normes pan-culturelles (*pan-cultural norms*).<sup>98</sup>

---

<sup>93</sup> S.G. WALKER, « Quantum Politics and Operational Code Analysis: Theories and Methods », *op. cit.*, pp. 75-77; S.M. BIRKENTHAL, *Grand Strategy in U.S. Foreign Policy: The Carter, Bush and Obama Doctrines*, CMC Senior Thesis, Claremont McKenna College, Paper 598, 2013, p. 72.

<sup>94</sup> P. SUEDFELD, R.W. CROSS, J. BRCIC, « Two Years of Ups and Downs: Barack Obama's Patterns of Integrative Complexity, Motive Imagery, and Values », *Political Psychology*, 2011, vol. XXXII, n°6, p. 1009.

<sup>95</sup> Idem, pp. 1011-1012.

<sup>96</sup> Idem, pp. 1009-1010.

<sup>97</sup> Idem, p. 1023, 1027.

<sup>98</sup> Ibidem.

Nous nous baserons sur les catégories d'accomplissement et de pouvoir pour l'analyse des motivations dans la section suivante, avec le concept d'affiliation, catégorie qui n'apparaît pas dans les normes universelles traitées par l'étude des auteurs cités.

### 3.2.4. Les motivations (*motives*)

La catégorie des motivations traite des raisons, des besoins et des objectifs à long-terme<sup>99</sup> d'un dirigeant politique dans les décisions et la gestion de la politique étrangère. Les *motives*, les besoins, se basent sur le concept de *motive imagery* entendu comme « an action (past, present, future or hypothetical), a wish or concern, or some other internal state which any speaker [...] attributes to self, to some other person, to a group or institution (including colleagues or rivals) or to people in general »<sup>100</sup>.

Winter utilise une grille d'analyse comprenant trois *motives imagery* : accomplissement (*achievement*), affiliation (*affiliation*) et pouvoir (*power*).<sup>101</sup> L'accomplissement (*achievement*) mesure la motivation du sujet à dépasser ses propres limites et à exceller.<sup>102</sup> La valeur de l'affiliation (*affiliation*) mesure le besoin de proximité, d'affinité, et de cordialité de la part du président.<sup>103</sup> Enfin, le pouvoir (*power*), mesure le besoin et l'inclinaison du sujet à exercer son influence sur les autres.<sup>104</sup>

En 2011, Winter analysait le discours d'investiture du président Obama prononcé en janvier 2009, et il comparait les conclusions des observations tirées de cette étude comparées à celles tirées des observations de l'analyse des discours d'investiture des présidents Bush Sr., Bush Jr. et Clinton. Celles-ci révèlent qu'Obama a une grande inclinaison à exercer une influence sur les autres, contrairement aux autres présidents dont la propension du pouvoir résulte dans la moyenne ou à un niveau plutôt bas.<sup>105</sup> Encore en 2011, Suedfeld, Cross et Brcic proposaient l'application de la grille de Winter aux discours tenus par le président durant les deux premières années de son mandat. Et s'ils ne contredisent pas les conclusions de Winter quand au discours

---

<sup>99</sup> David G. WINTER, *op.cit.*, pp. 1060.

<sup>100</sup> D.G. WINTER, *Manual for scoring motive imagery in running text (version 4.2)*, Ann Arbor: University of Michigan Department of Psychology, 1994, p.4.

<sup>101</sup> David G. WINTER, «Philosopher-King or Polarizing Politician? A Personality Profile of Barack Obama », *op.cit.*, p. 1066.

<sup>102</sup> Peter SUEDFELD, Ryan W. CROSS, Jelena BRCIC, *op.cit.*, p. 1010.

<sup>103</sup> Ibidem.

<sup>104</sup> Ibidem.

<sup>105</sup> David G. WINTER, « Philosopher-King or Polarizing Politician? A Personality Profile of Barack Obama », *op.cit.*, p. 1069.

d'investiture, leurs observations analysant une période plus large, ils en arrivent à un résultat différent : selon eux, Obama démontre davantage, avec le temps, un besoin d'accomplissement dans les discours qu'il tient. La différence, à leur avis, s'expliquerait par le fait que devenir président peut exercer sur un sujet un grand besoin d'influencer les autres et d'établir son propre leadership de manière stable. Besoin qui s'atténue dans l'exercice de la fonction.<sup>106</sup>

Les lignes qui suivent représentent notre tentative d'analyser trois discours du président concernant l'enjeu cubain et de comprendre les motivations d'Obama transparaissant dans ceux-ci. Les trois discours sont : *Remarks by the President at the Summit of the Americas Opening Ceremony* du 2009<sup>107</sup>, *Statement by the President on Cuba Policy Change* du 2014<sup>108</sup>, *Remarks by the President in Press Conference after the Summit of the Americas* du 2015<sup>109</sup>.

Avant d'entamer l'analyse, une précision semble nécessaire. Il est de notoriété publique que les présidents et les hommes politiques disposent d'une équipe de *speechwriters* ou *ghost-writers* qui préparent leurs discours. Or, il est très rare qu'un politicien nourrissant certaines ambitions politiques choisisse des *speechwriters* dont les idées et la façon de les exprimer ne concordent pas avec les siennes. Dans le cas d'Obama, le doute que ces discours ne soient pas de lui n'a pas lieu d'être. On parle de « méthode Obama »<sup>110</sup>, celle-ci se caractérise également par un contrôle quasi-maniaque du président sur tous ses discours. Il les retravaille jusqu'à trouver le mot idoine et le rythme parfait pour assurer une communication optimale. Analyser les deux premiers discours signifie entrer dans les mécanismes mentaux d'Obama, interpréter des mots et des phrases auxquels il a d'abord lui-même donné un sens profond. Notons que malgré la spontanéité due au contexte différent des conférences de presse, on y retrouve la même teneur et l'empreinte de l'esprit qui dicte l'écriture des discours. L'analyse faite pour ceci peut alors, selon nous, s'appliquer également à la conférence de presse du 2015.

---

<sup>106</sup> Peter SUEDFELD, Ryan W. CROSS, Jelena BRCIC, *op.cit.*, p. 1026-1027.

<sup>107</sup> The White House: President Barack Obama, *Remarks by the President at the Summit of the Americas Opening Ceremony*, Washington D.C. : The White House : President Barack Obama, 17 avril 2009, <https://tinyurl.com/yTotckr8>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>108</sup> The White House: President Barack Obama, *Statement by the President on Cuba Policy Changes*, Washington D.C. : The White House : President Barack Obama, 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/yb7gymas>, consulté le : 8 avril 2017.

<sup>109</sup> The White House: President Barack Obama, *Remarks by the President in Press Conference after the Summit of the Americas*, Washington D.C.: The White House: President Barack Obama, 11 April 2015, <https://tinyurl.com/ydg39jjg>, consulté le : 8 avril 2017.

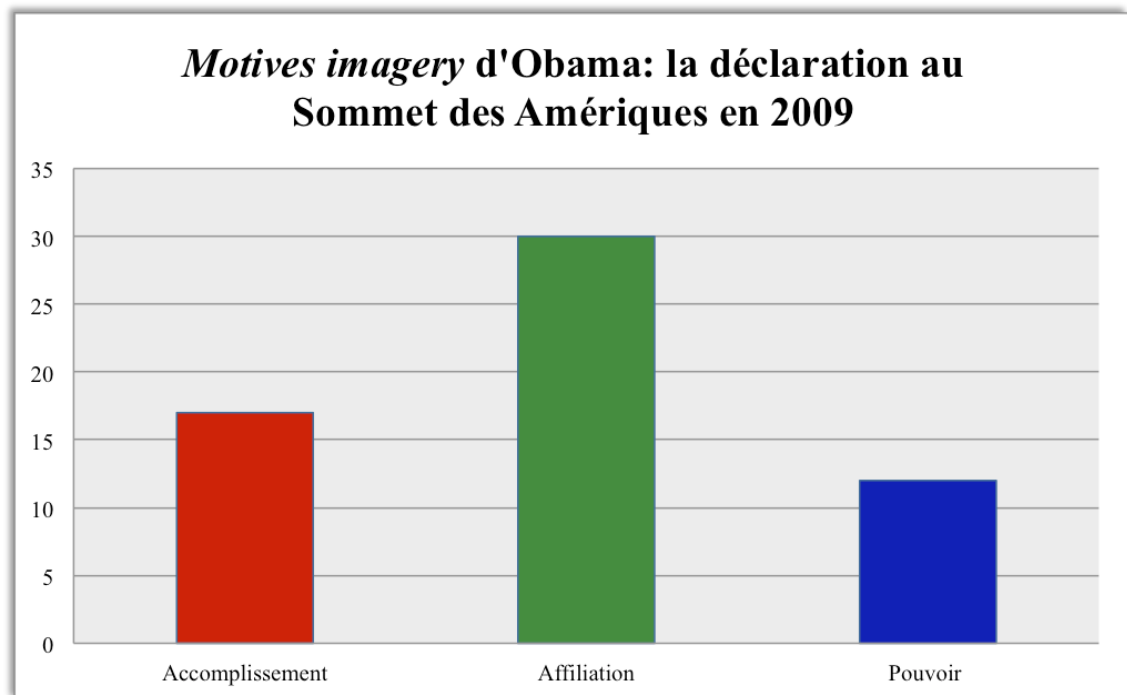
<sup>110</sup> Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, *op.cit.*, p. 926.

Notre démarche méthodologique s'appuie sur la grille d'analyse de Winter. Tout d'abord, nous avons repéré dans les trois textes les différentes *motives imageries*, et les résultats obtenus seront représentés dans des graphiques et puis commentés. Ensuite, nous avons analysé le vocabulaire utilisé dans le texte, en soulignant les expressions et les mots les plus utilisés. Enfin nous avons interprété les données obtenues à travers notre grille d'analyse et à l'aide d'autres éléments pertinents.

#### **3.2.4.1.    *Le Sommet des Amériques, 2009***

Le discours *Remarks by the President at the Summit of the Americas Opening Ceremony* a été prononcé par Obama à Trinidad et Tobago le 17 avril 2009, dans le cadre de l'Organisation des États Américains. Aujourd'hui, *a posteriori*, on peut affirmer que la politique étrangère d'Obama, à l'exception de notre cas d'étude : Cuba, s'est concentrée sur les régions du Moyen Orient et de l'Asie Pacifique, en laissant de côté les régions comme l'Amérique Latine, l'Amérique Centrale et l'Afrique. Toutefois, en 2009, ce discours dessinait et communiquait à la communauté américaine, entendue au sens large, le manifeste politique d'Obama au sujet de cette région. Dans un premier temps, on se concentrera sur le discours général, pour ensuite se focaliser sur la partie de celui-ci dédiée exclusivement à Cuba.

Comme déjà dit dans la section 3.2.4., l'analyse de Winter l'avait mené à la conclusion que le président démontrait davantage une inclinaison au pouvoir, l'analyse de Suedfeld, Cross et Brcic montre que la valeur prépondérante était celle de l'accomplissement ; notre analyse démontre quant à elle que l'affiliation prime dans le discours du président. C'est ce qu'illustre le graphique 1.



**Graphique 1 : *motives imagery* du président Obama dans la déclaration au Sommet des Amériques, en 2009.**

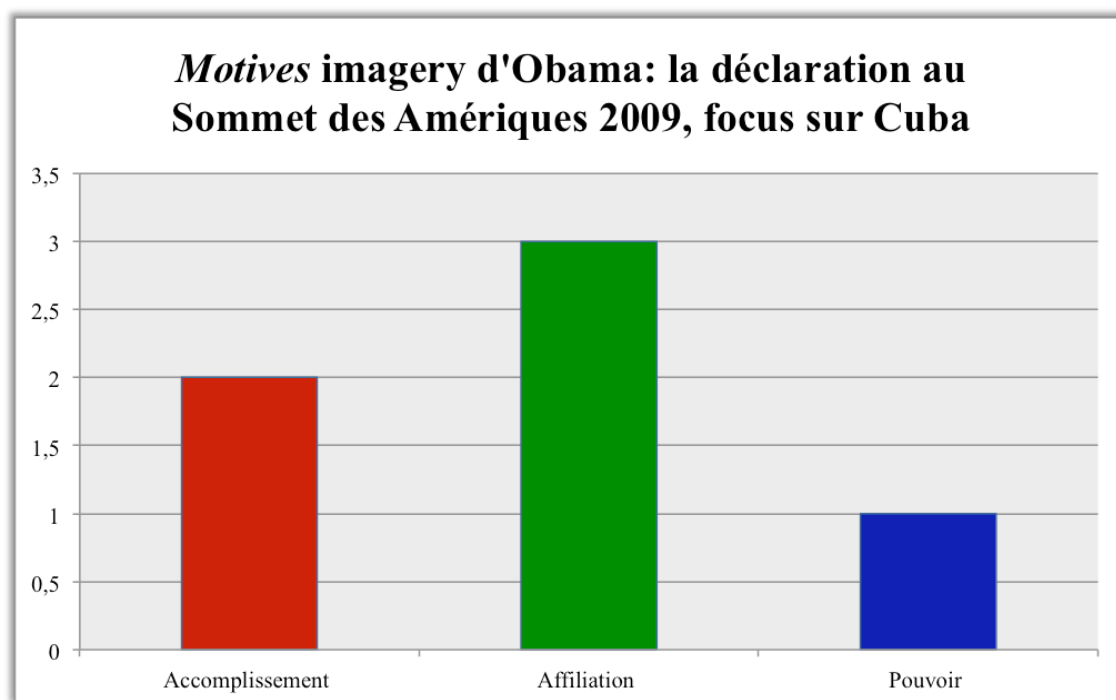
En avril 2009, à peine installé à la Maison Blanche, le discours indiquait une attitude coopérative envers les leaders régionaux et leurs nations. Obama propose une lecture d'ensemble caractérisée par la proximité, par le soutien et par l'établissement des relations coopératives au regard des intérêts communs, mais également par la proposition d'un nouveau regard sur les enjeux du continent et de la région. Il invite également à une perception plus positive des États-Unis nécessaire à cette nouvelle alliance. La présence de *motives imageries* faisant référence à l'accomplissement n'est toutefois pas à négliger, cependant, selon nous, sa valeur reste nettement inférieure à celle de l'affiliation. En particulier, les *motives imageries* d'accomplissement s'appuient sur un rappel constant du président pour un changement effectif et extraordinaire dans la vie des populations de la région à travers les nouvelles coopérations et investissements proposés. Le mot « *new* » a été prononcé 11 fois, pour affirmer la volonté de trancher nettement avec le passé, de tourner la page et de mettre en place un changement effectif, avec des résultats efficaces.

Quand on s'applique à l'analyse d'un texte telle que celle qu'on vous propose ici, le vocabulaire joue un rôle fondamental. C'est à travers l'usage et la répétition de certains mots-clés qu'on arrive à comprendre le message que le discours veut véhiculer. Lors de notre étude, on a relevé cinq mots de référence : « *I* », « *my* », « *we* », « *our* », « *all of us/us* ». Les deux premiers indiquent la mise en évidence et l'engagement direct dans

l'enjeu traité du sujet qui parle, les autres traduisent une certaine affiliation, une attitude coopérative, et un besoin de proximité et unité. Nous attirons l'attention sur le fait que, l'usage de mots tels que « *I* » et « *my* » ne signifie pas une absence du caractère affiliatif dans les phrases dans lesquelles ils sont utilisés. Cette différenciation vise à comprendre quel est le moteur de l'action dans l'idée de l'individu qui prononce le discours. La compréhension de cela, nous permettra d'interpréter les données et enfin de tirer nos conclusions. Le caractère affiliatif du président peut être observé sur deux échelles : au niveau étatique, celui des États-Unis, et au niveau régional, celui des Amériques. Dans le premier cas les termes affiliatifs sont adressés à la population américaine ou à l'ensemble de l'administration du président. Dans le second cas, à l'échelle régionale, on constate que la volonté affiliative concerne les intérêts et les éléments communs entre les nations membres de l'Organisation des États Américains (OEA).

Le tableau 1 confronte l'usage de ces mots et dans le discours général et dans la partie consacrée à l'enjeu cubain. Dans le discours général, l'ensemble des références à l'engagement et au contrôle direct d'Obama atteint les 48 fois, alors que le caractère affiliatif l'emporte avec 110 mentions. Cet élément peut confirmer l'exactitude de notre précédente analyse sur le besoin affiliatif démontré par le président.

Qu'arrive-t-il, donc, si on applique la même méthodologie en se focalisant sur la partie du discours consacrée à Cuba ? On peut observer dans le graphique 2 que les résultats se référant aux motivations corroborent les observations du graphique 1.



**Graphique 2 : *motives imagery* du président Obama dans la déclaration au Sommet des Amériques, en 2009 : focus sur Cuba.**

Toutefois, la proportionnalité des données concernant le vocabulaire change. Le tableau 1 nous aide à comparer la différence entre les totaux des deux analyses. Si dans son cadre général le texte se caractérise par une majorité nette des références plurielles, une fois qu'il traite de l'enjeu cubain, Obama semble se positionner davantage sur la ligne de l'engagement, et assume à titre personnel la nouvelle attitude que son pays veut adopter à l'égard de Cuba.

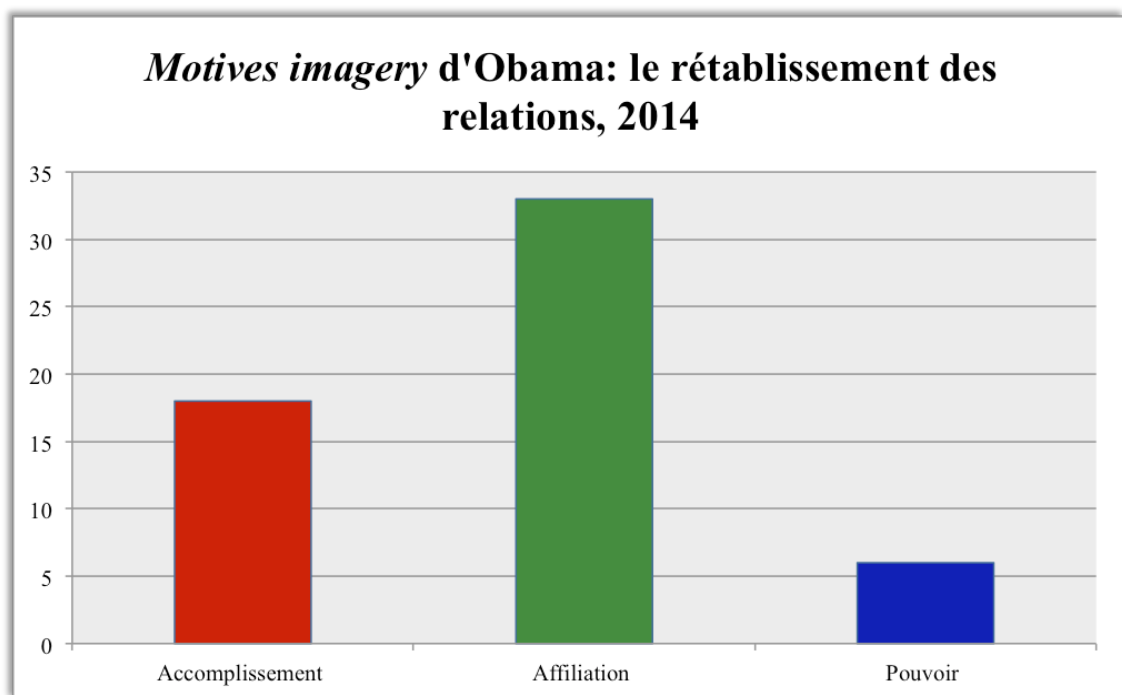
|                             | « I » | « My » | « We » | « Our » | « All of us/us » |
|-----------------------------|-------|--------|--------|---------|------------------|
| <b>Déclaration générale</b> | 41    | 7      | 58     | 46      | 6                |
| <b>Focus sur Cuba</b>       | 9     | 2      | 3      | 0       | 0                |
| <b>Total</b>                | 48    |        | 110    |         |                  |
| <b>Total</b>                | 11    |        | 3      |         |                  |

**Tableau 1 : comparaison du vocabulaire dans la discours du président au Sommet des Amériques, 2009.**

### 3.2.4.2. La déclaration sur le rétablissement des relations diplomatiques, 2014

Le 17 décembre 2014, Obama prononçait le discours *Statement by the President on Cuba Policy Change*, par lequel il communiquait à la nation et au monde entier la nouvelle nature des relations des États-Unis avec « l'île-rebelle » de Cuba. Il s'agissait d'une déclaration entièrement consacrée à l'enjeu cubain, dans ce cas-ci nous ne comparerons donc pas un cadre général avec un cadre particulier, comme nous l'avons fait plus haut.

Le graphique 3 illustre qu'Obama reste dans la ligne du discours de 2009. En effet, on observe que la valeur de l'affiliation dépasse celle de l'accomplissement mais davantage celle du pouvoir.



Graphique 3 : *motives imagery* du président Obama dans la communication à la nation, 2014.

Comme dans l'analyse du cadre général de la déclaration du 2009, le vocabulaire davantage affiliatif prévaut sur celui marquant l'engagement direct du président, comme montré dans le tableau 2. Le discours pluriel se développe encore une fois sur deux niveaux. Dans certaines parties du discours, Obama inclut les Américains et le gouvernement des États-Unis quand il utilise des mots tels que « *we* », « *our* » ou « *all of us/us* ». Dans d'autres, les mêmes mots élargissent leur champ et comprennent à la fois la nation américaine et la nation cubaine en donnant une perception du besoin d'affiliation majoré.

|                    | « I » | « My » | « We » | « Our » | « All of us/us » |
|--------------------|-------|--------|--------|---------|------------------|
| <b>Déclaration</b> | 31    | 6      | 40     | 31      | 11               |
| <b>Total</b>       | 37    |        | 82     |         |                  |

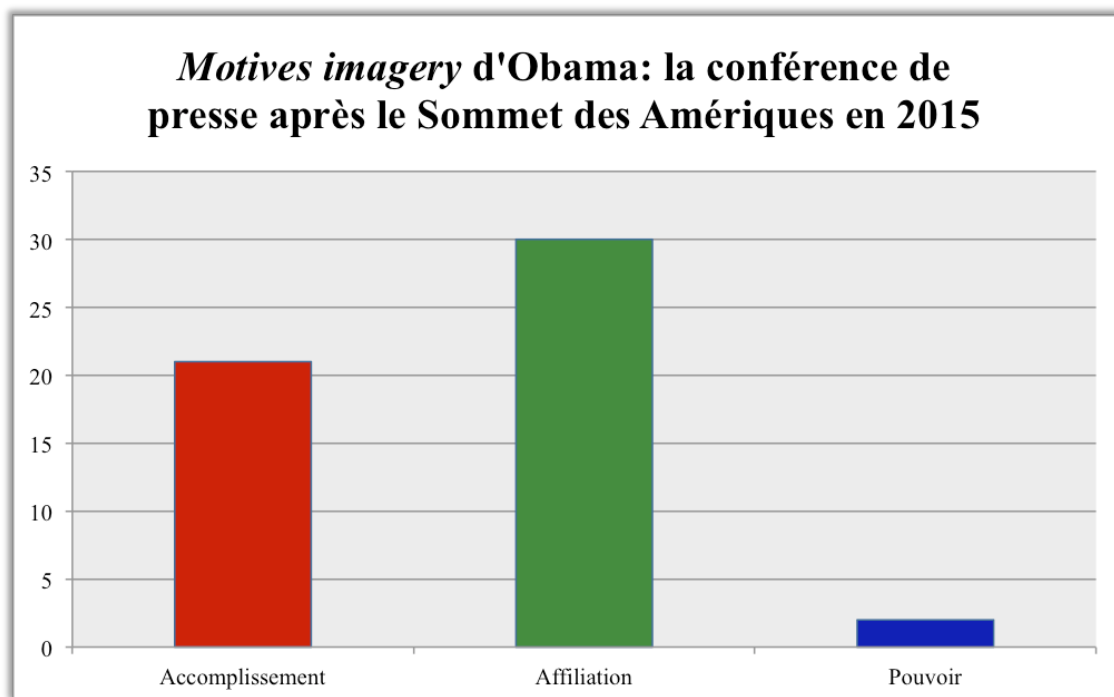
Tableau 2 : le vocabulaire lors de la déclaration sur le rétablissement des relations, 2014.

### 3.2.4.3. *La conférence de presse au Sommet des Amériques, 2015*

La conférence de presse *Remarks by the President in Press Conference after the Summit of the Americas* a eu lieu en marge du Sommet des Amériques 2015. Il s'agissait d'un moment délicat pour la diplomatie américaine, prise à la fois sur plusieurs fronts : les dialogues exténueants et intermittents pour résoudre la situation syrienne dramatique, les négociations pour conclure un accord avec l'Iran sur le délicat enjeu nucléaire et les négociations avancées avec Cuba pour l'amélioration progressive des relations diplomatiques entre les deux pays, plus d'un an après l'annonce du rapprochement. Le texte rapportant la conférence de presse offre l'image de cette actualité diplomatique, à l'exception de l'enjeu syrien. En s'agissant d'une conférence de presse au marge d'un Sommet des Amériques, on s'attendait à des questions centrées sur les enjeux et les projets de la région ; toutefois, cette conférence ne fait que confirmer le fait que, sous la présidence d'Obama, les régions de l'Amérique Centrale et de l'Amérique Latine, toujours à l'exception de Cuba, ne constituaient pas une préoccupation principale. Il s'agit d'une conférence de presse gérée par les questions des journalistes, qui ont proposé deux sujets de réflexion bien précis : Cuba et l'Iran.

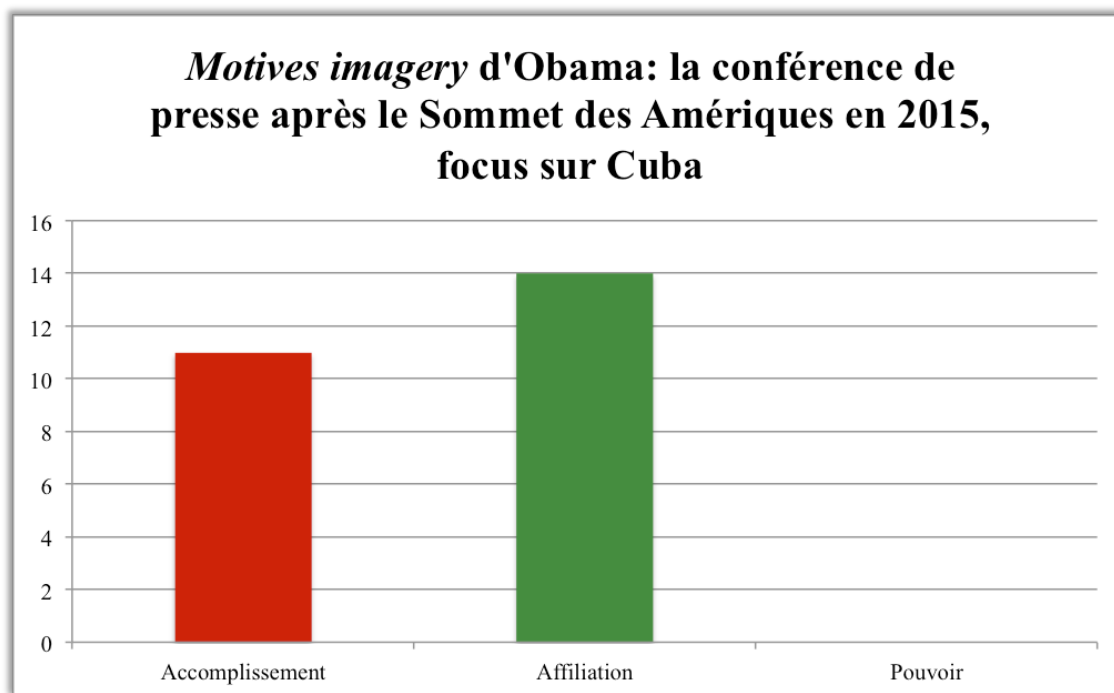
Nous suivrons la même démarche que celle adoptée pour la déclaration du 2009, pour nous concentrer, par la suite, sur les affirmations du président concernant Cuba.

Notre analyse semble à nouveau validée par le graphique 4, qui démontre que le besoin d'affiliation l'emporte sur les besoins d'accomplissement et de pouvoir – celui-ci étant en perte de vitesse.



**Graphique 4 : *motives imagery* du président Obama dans la conférence de presse après le Sommet des Amériques du 2015.**

La donnée du pouvoir disparaît complètement quand on aborde le sujet de Cuba, comme mis en évidence par le graphique 5. L'affiliation garde l'avantage sur l'accomplissement, qui se maintient à des niveaux non négligeables.



**Graphique 5 : *motives imagery* du président Obama dans la conférence de presse après le Sommet des Amériques du 2015, focus sur Cuba.**

Encore une fois, la comparaison du vocabulaire utilisé par le président illustre qu'Obama ne se cache pas et marque son engagement direct, néanmoins il confirme cette volonté d'adopter une nouvelle aptitude coopérative et c'est ici à nouveau une marque d'affiliation et de volonté de rapprochement.

|                             | « I » | « My » | « We » | « Our » | « All of us/us » |
|-----------------------------|-------|--------|--------|---------|------------------|
| <b>Déclaration générale</b> | 91    | 18     | 101    | 46      | 5                |
| <b>Focus sur Cuba</b>       | 33    | 3      | 40     | 17      | 0                |
| <b>Total</b>                | 109   |        | 152    |         |                  |
| <b>Total</b>                | 36    |        | 57     |         |                  |

Tableau 3 : le vocabulaire lors de la conférence de presse après le Sommet des Amériques en 2015.

En conclusion de cette sous-section, nous réaffirmons que l'affiliation a été la motivation principale de l'initiative d'Obama concernant le rétablissement des relations diplomatiques avec l'île de Cuba. Pour affirmer cela, nous nous sommes basés sur la théorie de Winter qu'il avait lui-même appliquée en analysant le discours d'investiture de Barack Obama en 2009. Selon son étude, on pouvait déceler qu'Obama était motivé par le pouvoir.

Ensuite, la même théorie a été utilisée par Suedfeld, Cross et Brcic qui se sont penchés sur les deux premières années du mandat présidentiel : ces derniers, quand à eux, aboutissent à un résultat différent, ils ont constaté que c'était l'accomplissement qui inspirait l'action présidentielle.

Enfin, nous avons à notre tour repris la théorie de Winter pour l'appliquer aux trois discours suivants : *Remarks by the President at the Summit of the Americas Opening Ceremony* du 2009, *Statement by the President on Cuba Policy Change* du 2014, *Remarks by the President in Press Conference after the Summit of the Americas* du 2015, traitant chacun de l'enjeu cubain. Nous, contrairement aux auteurs précédents, en avons conclu que le moteur principal de ceci était la *motive imagery* de l'affiliation. Nous attirons l'attention du lecteur sur le fait que ces trois analyses ont des objets différents. Nous constatons que la motivation de l'action politique varie selon les enjeux et c'est ce qui explique ces trois résultats différents. C'est cela, que nous espérons avoir pu mettre en lumière dans cette section.

### 3.3. Le style présidentiel

Si par l'analyse de l'approche cognitive on s'est intéressé à la personne du président, par l'étude du style présidentiel nous nous focalisons davantage sur le leader politique. Au préalable, nous définirons Obama à la lumière des théories de certains des plus grands experts en la matière. Ensuite, nous passerons à l'analyse de la gestion organisationnelle du président quant à son équipe de conseillers, dite « équipe des rivaux ». C'est à cette occasion, que nous proposerons au lecteur un bref portrait de ceux qui, selon nous, ont été des figures clés dans le dossier cubain, à savoir Benjamin Rhodes et Ricardo Zuniga.

#### 3.3.1. Quel type de président ?

En 1972, James Barber publiait *The Presidential Character*, un ouvrage considéré aujourd'hui comme étant l'une des principales références dans le domaine. Afin de définir le style présidentiel, Barber propose une division initiale qu'il affirme être applicable à tout chef d'État : d'une part le caractère « actif-passif » (*activity-passivity*), de l'autre le caractère « positif-négatif » (*positive-negative affect toward one's activity*). Ces deux dimensions mesurent le niveau d'engagement personnel et direct du président dans ses activités et l'évaluation ou la perception qu'il a de ses obligations et de son rôle.<sup>111</sup> À travers le croisement des caractères, Barber obtient quatre catégories de présidents : « actif-positif », « actif-négatif », « passif-positif » et « passif-négatif ».<sup>112</sup>

Obama rentre dans la catégorie du président « actif ». On a souligné auparavant qu'il ne craignait pas de s'engager en première ligne et qu'il était animé par la volonté de garder un œil sur le travail délégué à ses collaborateurs, afin de maintenir un certain contrôle dessus. Et ce, pour prendre une décision raisonnée.<sup>113</sup> Ainsi, Obama répondait à une question de Jim Kuhnnehn, pendant la conférence de presse ayant eu lieu après le Sommet des Amériques de 2015, par rapport à la décision de rayer Cuba de la liste des pays sponsors du terrorisme : « [...] I'll be honest with you, I have been on the road, and I want to make sure that I have a chance to read it, study it, before we announce

---

<sup>111</sup> A.L. GEORGE, «Review: Assessing Presidential Character», *World Politics*, 1974, vol. XXVI, n°2, p. 247; Charles-Philippe DAVID, « Une présidence toujours prépondérante », *op.cit.*, p. 285.

<sup>112</sup> Alexander L. GEORGE, «Review: Assessing Presidential Character», *op.cit.*, p. 248.

<sup>113</sup> Charles-Philippe DAVID, «Une présidence toujours prépondérante », *op.cit.*, p. 285.

publicly what the policy outcome is going to be. [...] »<sup>114</sup> L'usage de la première personne du singulier illustre sa volonté d'engagement et sa pro-activité. L'insistance sur le besoin d'une analyse approfondie confirme encore une fois le caractère réflexif du président déjà mis en évidence dans la section 3.2.2. Ce caractère d'engagement d'Obama est également reconnu par David, qui le définit comme étant un « président travailleur », participant de manière active à la prise de décision et voulant toujours être consulté sur toute décision importante.<sup>115</sup>

Obama est également un président « positif » : il évalue positivement sa politique, il en accepte les revers et les difficultés et il continue à agir de façon à atteindre les objectifs préfixés. On peut démontrer cela encore une fois avec les mots du président, prononcés lors d'une réponse à une question posée à la conférence de presse de Panama : « [...] I'm optimistic that we'll continue to make progress and that this can indeed be a turning point -- not just between the United States and Cuba, but for greater cooperation among countries across the region. [...] »<sup>116</sup> Et encore : « [...] So I am cautiously optimistic that over the coming months and coming years that the process that we've initiated, first announced in December, reaffirmed here at the Summit of the Americas, will lead to a different future for the Cuban people and a different relationship between the United States and Cuba. [...] »<sup>117</sup>

Si la théorie de Barber se développe sur une double division et quatre catégories, Greenstein propose six critères plutôt larges pour définir le style présidentiel : les qualités de communicateur, les capacités d'organisation, les capacités de mobilisateur politique, la capacité d'anticipation, le style cognitif et l'intelligence émotionnelle.<sup>118</sup>

Selon Robert Denton Jr. et Jim Kuypers, la politique et la communication sont liées au point que la première ne peut pas exister sans la deuxième.<sup>119</sup> Obama a été reconnu dès le début de sa carrière politique comme étant un grand communicateur, le

---

<sup>114</sup> The White House: President Barack Obama, *Remarks by the President in Press Conference after the Summit of the Americas*, *op.cit.*

<sup>115</sup> Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, *op.cit.*, pp. 926-927.

<sup>116</sup> Ibidem.

<sup>117</sup> Ibidem.

<sup>118</sup> F.I. GREENSTEIN, « The Qualities of Effective Presidents: An Overview From FDR to Bill Clinton », *Presidential Studies Quarterly*, 2000, vol. XXX, n°1, pp. 179-180; Charles-Philippe DAVID, « Une présidence toujours prépondérante », *op.cit.*, pp. 286-287.

<sup>119</sup> J.A. HENDRICKS, R.E. DENTON Jr., « Political Campaigns and Communicating with the Electorate in the Twenty-First Century », dans J.A. HENDRICKS, R.E. DENTON Jr., (sous la direction de), *Communicator-in-Chief. How Barack Obama Used New Media Technology to Win the White House*, Lexington Books, 2010, p. 1.

« professeur en chef » selon David<sup>120</sup>. Obama est dépeint dans un ouvrage de Denton et Hendricks de 2008 comme le « Communicator-in-Chief ». Malgré cela, étant parfois trop docte et intelligent, Obama n'est pas toujours compris de ses auditeurs.<sup>121</sup> Et encore, bien qu'il soit un excellent communicateur, Obama n'a pas réussi à concrétiser toutes ses promesses, en particulier dans le domaine de la politique étrangère.<sup>122</sup> Le lecteur peut retrouver des éléments utiles pour compléter cette réflexion dans la section 3.2.2.

L'Histoire a exigé qu'un bon leader soit non seulement capable de recueillir un maximum de voix mais également de les conserver. Engager les électeurs dans le défi, les réunir autour d'objectifs communs en vue de résultats efficaces, atteindre ses objectifs et être capables d'en maintenir les effets dans le temps, tout en continuant à s'assurer le soutien de l'électorat. Pendant les premières années et même en étant président, Obama a toujours su mobiliser les masses, d'origines différentes (sociales, ethniques, culturelles) prêtes à le soutenir. Le président peut se prévaloir des compétences organisationnelles qu'il a acquises, alors jeune militant organisateur de communauté dans la grande et difficile ville de Chicago.<sup>123</sup>

On ne reviendra pas sur la capacité d'anticipation, le style cognitif et l'intelligence émotive, dont on a traité dans les sections précédentes.

Thomas Preston propose huit types de présidents : le directeur, l'administrateur, le magistrat et le délégué ; le navigateur, l'observateur, la sentinelle et le dissident.<sup>124</sup> Les quatre premières catégories se basent sur la mesure du niveau d'implication, participation et contrôle dont ils font preuve dans leur travail. Les autres font référence au besoin d'information et à la capacité d'adaptation au contexte. Selon l'interprétation de David, basée sur la catégorisation de Preston, Barack Obama est un « magistrat-navigateur ».<sup>125</sup> Comme un chef d'orchestre, il indique les lignes directrices de sa politique à son équipe, en laissant aux membres de celle-ci la liberté de proposer des

---

<sup>120</sup> Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, op.cit., p. 928.

<sup>121</sup> Ibidem.

<sup>122</sup> Charles-Philippe DAVID, «Une présidence toujours prépondérante », op.cit., p. 287; Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, op.cit., p. 929.

<sup>123</sup> B.W. HEINEMAN Jr., «Barack Obama, Organization Man», *The Atlantic*, 8 Novembre 2012, <https://tinyurl.com/yalkby6q>, consulté le : 10 avril 2017 ; D. BALZ, «How the Obama campaign won the race for voter data», *The Washington Post*, 28 juillet 2013, <https://tinyurl.com/y9rhsg8m>, consulté le : 10 avril 2017.

<sup>124</sup> T. PRESTON, *The President and His Inner Circle: Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs*, New York (N.Y.): Columbia University Press, 2001, pp. 15-27.

<sup>125</sup> Charles-Philippe DAVID, « Une présidence toujours prépondérante », op.cit., p. 293.

alternatives et d'appliquer les décisions. Obama est un homme réfléchi, il a étudié et enseigné, il se méfie donc de ce qui n'est pas étudié en profondeur, décortiqué, analysé jusqu'au moindre détail.<sup>126</sup>

Preston, Hermann, Korany et Shaw proposent aussi d'analyser des catégories différentes de celles que la littérature a fournies durant des années. Ils résument les catégories suivantes : militant vs pragmatique, idéologue vs opportuniste, directif vs consultatif, orienté au résultat vs orienté aux relations, transformationnel vs transactionnel.<sup>127</sup> Les leaders militant, idéologue, directif, orienté au résultat et transformationnel sont des leaders poussés par leurs passions et leurs croyances, ils ne changent pas facilement d'avis et cherchent l'appui de leurs convictions par la sélection de conseillers partageant leurs idées. Les leaders pragmatique, opportuniste, consultatif, orienté aux relations et transactionnel présentent une caractéristique de flexibilité plus importante. Ils sont plus ouverts et réceptifs et acceptent mieux la confrontation des positions dans leur entourage. Il s'agit de leaders qui proposent une approche multilatérale de la politique étrangère et n'aiment pas prendre des risques.<sup>128</sup> À notre avis, Obama correspond à la deuxième catégorie. Obama est sans doute un chef pragmatique et stratégique : c'est un « manager cognitif », cela signifie qu'il utilise consciemment les ressources à sa disposition. Le leader pragmatique et stratégique ne sort pas de sa zone de confort, parce qu'il serait inutile de courir le risque de perdre une opportunité à cause d'un manque de patience.<sup>129</sup>

Prenons notre cas d'étude : Obama aurait pu imposer sa décision sur Cuba le premier jour de son mandat en 2009. Toutefois, il a attendu d'avoir la disponibilité de temps et de conditions plus propices à la réussite de son objectif. Il a agi stratégiquement et pragmatiquement.

Nous avons exposé au lecteur certaines des théories les plus importantes en matière d'étude du style présidentiel. Les sections suivantes auront pour objet dans un premier temps les modèles de gestion de l'équipe présidentielle ; dans un second temps le fonctionnement propre de l'équipe et en troisième lieu notre travail sera dédié à deux personnages phare du dossier cubain, Benjamin Rhodes et Ricardo Zuniga.

---

<sup>126</sup> Thomas PRESTON, *op.cit.*, pp. 18-24.

<sup>127</sup> M.G. HERMANN, et alii, « Who Leads Matters: The Effects of Powerful Individuals », *International Studies Review*, 2001, vol. III, n°2, Leaders, Groups and Coalitions: Understanding the People and Processes in Foreign Policymaking, p. 86.

<sup>128</sup> Idem, pp. 86-88.

<sup>129</sup> Idem, pp. 96-97.

### 3.3.2. Le président et la gestion d'équipe

Le domaine de l'analyse du style présidentiel nous fournit également un ensemble de théories sur le fonctionnement du groupe dirigeant du président et des relations qu'il entretient avec ses conseillers. L'organisation de l'équipe dépendra de tous les éléments qu'on a précédemment analysés : la structure étatique, la personnalité du leader et son style présidentiel.

Traitant de la gestion de l'équipe présidentielle, Alexandre L. George, en se basant sur la théorie de Richard Johnson,<sup>130</sup> propose une division en systèmes : le système compétitif, le système de gestion formelle et le système de gestion collégiale.<sup>131</sup> Obama, affirme David, a modelé son équipe sur un système de gestion compétitif.<sup>132</sup> Selon le système compétitif, les membres de l'équipe peuvent s'exprimer librement entre eux et en présence du président. Le groupe est hétérogène, composé par des individus ayant des visions et des conceptions différentes. Le débat est l'élément fondamental du processus décisionnel. Le président y participe, il est constamment informé et il détient le pouvoir de décision finale. Pour que le système fonctionne, le leader doit être capable d'accepter le débat, de le filtrer et d'arbitrer les différentes positions. Enfin, à l'issue de celui-ci, il doit opérer le choix final.<sup>133</sup>

Passons à l'analyse de ladite « équipe des rivaux ».

#### 3.3.2.1. L'« équipe des rivaux »

Le président aurait lui-même admis décrire la structure de son équipe décisionnelle par l'expression « équipe des rivaux », titre du livre Doris Kearns Goodwin, *Team of Rivals : The Political Genius of Abraham Lincoln*, publié en 2005.<sup>134</sup>

« Equipe des rivaux » n'est pas synonyme d'« équipes rivales ».<sup>135</sup> Obama n'a pas créé plusieurs groupes, il en a composé un seul et il a été particulièrement attentif à

---

<sup>130</sup> D. MITCHELL, « Does Context Matter? Advisory Systems and the Management of the Foreign Policy Decision-Making Process », *Presidential Studies Quarterly*, 2010, vol IL, n°4, p. 634.

<sup>131</sup> Charles-Philippe DAVID, « Une présidence toujours prépondérante », *op.cit.*, p. 297.

<sup>132</sup> Ibidem.

<sup>133</sup> Idem, pp. 297-298.

<sup>134</sup> Voir la note n°25 en bas de page dans Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, *op.cit.*, p. 922; J. CRABTREE, « Obama's team of rivals », *The Guardian*, 18 novembre 2008, <https://tinyurl.com/y9zzasft>, consulté le :10 avril 2017.

<sup>135</sup> Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, *op.cit.*, p. 931.

veiller à ce que chaque membre puisse apporter son expérience et une vision différente de celles des autres. Une vision que le président défend depuis l'époque où il dirigeait l'Harvard Law Review. Il devait, en effet, utiliser toute sa capacité de médiation entre positions très opposées.<sup>136</sup> Un seul groupe « d'Américains »<sup>137</sup>, alors, guidés par des visions différentes mais avec une seule âme et un seul objectif : la défense de l'intérêt national américain.

L'équipe de 2009 était formée par des figures importantes, pour n'en citer que quelques unes : Hillary Rodham Clinton, Robert Gates, Joe Biden et Jim Jones. De plus, Obama avait décidé de réintroduire à la Maison Blanche un nombre considérable d'anciens conseillers de l'Administration Clinton des années 1990.<sup>138</sup> Dans cette équipe, Obama détenait le rôle de chef d'orchestre,<sup>139</sup> de conciliateur comme dans la définition de Larissa MacFarquhar<sup>140</sup>.

Le président considère que l'élément le plus dangereux dans un processus décisionnel, est le *groupthink*.<sup>141</sup> C'est pour cela qu'il a composé son équipe de manière si hétérogène et qu'il a poussé chaque individu en faisant partie à s'exprimer et à ne pas s'autocensurer. Il a opté pour un processus délibératif construit autour d'une autorité centrale très forte.<sup>142</sup>

Le processus délibératif, le « club des débats » (*debating society*)<sup>143</sup> avait deux fonctions principales : la première était de fournir au président les éléments nécessaires pour prendre une décision, la deuxième était de faire parvenir les parties à un consensus. Il ne s'agissait pas d'une compétition pour la couronne du meilleur conseiller : l'échec aurait été de ne pas arriver au consensus final.<sup>144</sup> Après le débat, Obama ne communiquait pas sa décision aux conseillers, il devait encore la mûrir. En accord avec

---

<sup>136</sup> J.D. GRAHAM, *Obama on the Home Front: Domestic Policy Triumphs and Setbacks*, Indianapolis: Indiana University Press, 2016, p. 2.

<sup>137</sup> « We're not Republicans or Democrats – we're Americans », C.E. LEE, J. MARTIN, « Obama warns against WH 'groupthink' », *Politico*, 01 décembre 2008, <https://tinyurl.com/y85414un>, consulté le : 10 avril 2017.

<sup>138</sup> Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, op.cit., p. 930.

<sup>139</sup> Idem, p. 931.

<sup>140</sup> L. MACFARQUHAR, « The Conciliator. Where is Barack Obama coming from? », *The New Yorker*, 7 Mai 2007, <https://tinyurl.com/y7hxf59a>, consulté le : 10 avril 2017.

<sup>141</sup> Carol E. LEE, Jonathan MARTIN, op.cit.

<sup>142</sup> Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, op.cit., pp. 930-935.

<sup>143</sup> M.S. INDYK, K.G. LIEBERTHAL, M.E. O'HANLON, *Bending History: Barack Obama's Foreign Policy*, Brookings Institution Press, 2012, p. 270; Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, op.cit., p. 931.

<sup>144</sup> S. WAYNE, *Personality and Politics: Obama for and Against Himself*, Washington: Congressional Quarterly Press, 2011, p. 54 cité dans Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, op.cit., p. 931.

son caractère réflexif, il se réservait le droit de réfléchir encore, mais cette fois tout seul. Une fois effectuée cette dernière étape, il prenait sa décision.

Le groupe décisionnel était divisé en niveaux : les « obamiens », ceux qui incarnaient comme Obama la nouveauté politique gouvernementale, et les « clintoniens », équivalent d'« équipe des sage », experts de la politique étrangère américaine depuis la Guerre Froide aux années de Clinton. Dans l'équipe des « obamiens » on retient trois noms principaux : Denis McDonough, Ben Rhodes, Mark Lippert. Entre eux, les deux cercles auront quelques désaccords, ce qui ne les empêchera pas de travailler ensemble.<sup>145</sup> Comme l'exprime David, le second mandat d'Obama perd le caractère de l'équipe de rivaux pour acquérir une maturité et une harmonie inattendues.

Ce sont Benjamin Rhodes et Ricardo Zuniga, jeunes conseillers du président, qui joueront un rôle décisif dans le dossier cubain.

### **3.3.2.2. Le jeune au sommet : Benjamin Rhodes**

Benjamin Rhodes est né en 1977, à New York. Il a grandi dans l'Upper West Side de la métropole américaine, il est le fils d'une juive new-yorkaise et d'un texan chrétien, avocat de son métier. Partagé comme Obama – bien qu'en moindre échelle – entre ses deux identités religieuses, Rhodes présente avec ce dernier d'autres similitudes : un passé de jeune « rebelle » entre lascivité et drogues légères, avant d'acquérir une maturité et un équilibre à l'âge adulte.<sup>146</sup>

David Samuels, dans un article qui a suscité de nombreux commentaires et critiques, a dessiné le profil personnel et a retracé la carrière politique de Benjamin Rhodes dans les rangs des « obamiens ». Il le définit comme « *The Boy Wonder* » de la Maison Blanche d'Obama.<sup>147</sup> Dans les faits, on ne pourrait pas trouver une expression plus précise pour définir cette figure. Rhodes est un écrivain très doué, avec une grande passion et un grand talent pour la politique. Si Obama s'inspire du président Lincoln,

---

<sup>145</sup> Charles-Philippe DAVID, idem, pp. 936-938.

<sup>146</sup> D. SAMUELS, "The Aspiring Novelist Who Became Obama's Foreign-Policy Guru", *The New York Times*, 5 Mai 2016, <https://tinyurl.com/hhckbdt>, consulté le 10 avril 2017; E. PODDIGHE, *The Negotiation between the United States and Cuba: a brand-new relationship*, Louvain-la-Neuve: Université Catholique de Louvain, Final Paper, mai 2017, p. 8.

<sup>147</sup> Ibidem.

Rhodes met au sommet de son panthéon personnel Robert F. Kennedy.<sup>148</sup> Sa carrière débute avec le nouveau millénaire. Juste avant le 11 septembre, Rhodes était engagé dans la campagne politique d'un candidat pour le conseil de la ville de New York, et ce, parallèlement à ses études de littérature à la New York University. Il a assisté à l'attaque des Tours Jumelles, et cet événement changea radicalement sa vie. Il abandonna momentanément ses aspirations d'écrivain pour se plonger définitivement dans la politique, en montrant un intérêt particulier pour les relations internationales. En suivant le conseil d'un éditeur de *Foreign Policy*, il a commencé sa carrière de *speechwriter* dans les rangs d'un ancien représentant de l'Indiana, Lee Hamilton. Grâce à cette collaboration, Rhodes a pu regarder les problèmes de près, étudier et approfondir sa connaissance des enjeux majeurs de la politique internationale auxquels les États-Unis devaient faire face après le 11 septembre.<sup>149</sup>

En 2007, Rhodes entamait la collaboration la plus importante de sa vie personnelle et politique : il a commencé à écrire pour le jeune sénateur de l'Illinois Barack Obama.<sup>150</sup> À côté de Denis McDonough et Mark Lippert, des autres « obamiens » convaincus, Rhodes forme la base de l'équipe des plus fidèles collaborateurs du président.<sup>151</sup> Lippert a abandonné la Maison Blanche après des conflits internes, mais McDonough et Rhodes sont restés à côté du président jusqu'à la fin de ses mandats : l'un en tant que conseiller en matière de politique étrangère<sup>152</sup> et puis comme chef du bureau pendant le deuxième mandat<sup>153</sup> ; l'autre en tant que le plus doué de ses *speechwriters*<sup>154</sup> et ensuite comme conseiller adjoint à l'Agence pour la Sécurité Nationale lors du deuxième mandat.<sup>155</sup>

La relation entre le président et Rhodes a été une des plus étroites au sein de la Maison Blanche. Rhodes ayant le devoir de traduire par écrit la pensée d'Obama, il aurait été impossible de le faire sans qu'ils aient une complicité et une capacité de communication intenses. Toutefois, Rhodes n'a pas assumé que ce rôle. Il s'est occupé

<sup>148</sup> « 40 Under 40 », *Time*, <https://tinyurl.com/y8wpbg8r>, consulté le 10 avril 2017.

<sup>149</sup> David Samuels, *op.cit.*; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, 8.

<sup>150</sup> J. MANN, *The Obamians, The Struggle Inside the White House to Redefine American Power*, New York: Viking, 2012, pp. 66-72.

<sup>151</sup> Idem, p. 143.

<sup>152</sup> Idem, p. 338.

<sup>153</sup> Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, *op.cit.*, p. 947.

<sup>154</sup> James MANN, *op.cit.*, p. 338.

<sup>155</sup> Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, *op.cit.*, p. 947.

de l'enjeu iranien et il a été fondamental pour la réouverture diplomatique opérée par Obama envers Cuba, en étant lui-même un des négociateurs avec La Havane.<sup>156</sup>

Son excellente relation avec le président s'explique par le fait qu'ils se ressemblent sur plusieurs points. Ils sont deux représentants d'une nouvelle classe politique après les huit ans de Bush, ils ont construit ensemble leur expérience et en politique intérieure et en politique extérieure. De plus, communicateurs extrêmement doués, ils ont été capables de travailler ensemble pour véhiculer le message des nouveaux États-Unis au monde. Pour le dire avec les mots de Samuels : « On the largest and smallest questions alike, the voice in which America speaks to the world is that of Ben Rhodes. [...] He doesn't think for the president, but he knows what the president is thinking, which is a source of tremendous power. »<sup>157</sup>

Rhodes, affirme Samuels, n'est pas un conseiller égocentrique. Même en travaillant à la Maison Blanche, il préfère conserver son anonymat, et mener une vie loin des excès.<sup>158</sup> Samantha Power, qui a travaillé avec Obama depuis 2005 et a ensuite rempli le rôle d'ambassadrice au sein des Nations Unies jusqu'en 2017, décrit ainsi l'action stratégique de Rhodes au sein de l'équipe du président : « He was leading quietly, initially, and mainly just through track changes, like what to accept and reject. »<sup>159</sup> Rhodes est également décrit comme étant un conseiller sincère, impétueux, avec des idées bien précises. Incapable de cacher ses émotions et ne craignant pas d'exprimer son avis à la demande du président, il s'insérait parfaitement dans les rouages du système de gestion de l'équipe d'Obama.

### **3.3.2.3. De l'Amérique Centrale à la Maison Blanche : Ricardo Zuniga**

Ricardo Zuniga est né à Tegucigalpa, capitale de l'Honduras, en 1970. Il est issu d'une famille profondément engagée en politique : son grand-père était Ricardo Zuniga Augustinus qui se porta candidat à l'élection présidentielle en 1981 mais la perdit, et appuya ensuite la dictature militaire d'Oswaldo Lopez. Quand il était encore enfant, il migra aux États-Unis avec sa mère, de nationalité américaine. Là-bas, il poursuivit des

---

<sup>156</sup> David SAMUELS, *op. cit.*

<sup>157</sup> Ibidem.

<sup>158</sup> D'opinion contraire est Levitz dans E. LEVITZ, "10 Problems With That New York Times Magazine Profile of White House Aide Ben Rhodes", *The New York Magazine.com*, 10 mai 2016, <https://tinyurl.com/yb6mltcq>, consulté le : 10 avril 2017.

<sup>159</sup> David SAMUELS, *op.cit.*

études internationales et des études latino-américaines, à la University of Virginia.<sup>160</sup> Ce jeune fonctionnaire est décrit par ses collègues comme un homme affable, discret, humble et très attentif à ses collaborateurs.<sup>161</sup>

Grâce à son *background* académique et sa connaissance des langues anglaise et espagnole, Zuniga avait toutes les chances de devenir une composante importante de l'appareil diplomatique de la Maison Blanche. Dans les faits, il est devenu en 1993 un fonctionnaire américain dans le domaine international : expériences au Mexique, au Portugal, à Cuba, conseiller politique adjoint à Madrid entre 2004 et 2007, conseiller politique à la mission américaine auprès de l'OEA, directeur de l'Office des Affaires Cubaines au Bureau de l'Hémisphère Occidental, puis conseiller politique à l'ambassade américaine au Brésil entre 2010 et 2012. Enfin, l'entrée à la Maison Blanche comme Assistant Spécial du Président et Directeur Senior des Affaires pour l'Hémisphère Occidental<sup>162</sup>, et surtout il a intégré le groupe de conseillers les plus proches du président.<sup>163</sup>

Zuniga est alors le plus à même de s'occuper de la question américano-cubaine. « This is bread and butter. He was always going to be involved with this. », a affirmé un fonctionnaire de la Maison Blanche en faisant référence à la responsabilité que Zuniga a assumé dans la réouverture des relations avec Cuba.<sup>164</sup> Lors de son expérience à Cuba, Zuniga s'est engagé dans la lutte pour la reconnaissance et le respect des droits de l'Homme par le régime des Castro, en entretenant des rapports très étroits avec le groupe *Cuba Now*. À travers les mots de Ricardo Herrero, le directeur du groupe, on peut percevoir comment Zuniga s'engageait dans la lutte pour les Droits de l'Homme, façon de faire qu'il a peut-être appliquée pleinement dans ses négociations avec les représentants cubains : « It was incredibly helpful to have somebody who really wanted to sit down and figure this out, ask the tough question but always in the spirit of we want to figure this out and we want to do right by you guys, we want to do right by the Cuban American community, want to do right by the Cuban people. »<sup>165</sup>

---

<sup>160</sup> The Associated Press, « Meet Ricardo Zuniga, the U.S. diplomat who negotiated with Cuba », *Al Arabiya English*, 30 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y9336t2b>, consulté le : 10 avril 2017 ; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 9.

<sup>161</sup> K. ZEZIMA, « Who is Ricardo Zuniga, the man who helped broker the White House deal with Cuba ? », *The Washington Post*, 22 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y6v5p8g4>, consulté le : 10 avril 2017.

<sup>162</sup> U.S. Embassy & Consulates in Brazil, *Consul General Ricardo Zuniga*, Brasilia: U.S. Embassy & Consulates in Brazil, <https://tinyurl.com/y9engkdw>, consulté le : 10 avril 2017.

<sup>163</sup> Katie ZEZIMA, *op.cit.*; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 9.

<sup>164</sup> Ibidem.

<sup>165</sup> Ibidem.

Barack Obama a été très avisé dans le choix de former une équipe de négociateurs comme celle composée par Zuniga et Rhodes. Les deux appartiennent à la même génération, mais ont deux vécus différents tant quant à leur parcours professionnel qu'à leur vie privée. Cependant, ils ont été décrits par un fonctionnaire de la Maison Blanche comme « two halves of the same person »<sup>166</sup>. En effet, l'un est un expert dans le domaine international, il maîtrise les relations entre les États-Unis et ses voisins latino-américains, il comprend les relations difficiles que le géant américain entretenait depuis des années avec l'île rebelle mais encore la composition ou le contexte socio-politico-économique de celle-ci. L'autre est inexpérimenté d'un point de vue pratique mais possède un grand intérêt et un grand talent pour le rôle qui lui a été confié. À l'expérience et à la technicité diplomatique de Zuniga, Obama a voulu joindre l'inexpérience et la flexibilité diplomatique de Rhodes. Ce dernier jouissait également du privilège de partager un lien extrêmement fort avec le président lui-même. Si Rhodes était la voix du président à la table des négociations, Zuniga utilisait son expertise pour analyser la position des cubains et comprendre quelle était la marge de manœuvre des États-Unis dans la négociation. Profondément dévoué à la cause du rapatriement d'Alan Gross et de l'écriture d'un nouveau chapitre avec Cuba, Zuniga a travaillé du début à la fin des négociations pour aboutir à un accord définitif avec les négociateurs cubains et permettre au président Obama d'avoir toutes les informations nécessaires pour prendre sa décision et concrétiser son entente avec Raúl Castro.

---

<sup>166</sup> Ibidem; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 9.

## 4. « *Todos somos Americanos* »<sup>167</sup>

Ce chapitre a pour objectif d'aller au cœur de notre travail et de donner enfin une réponse complète aux questions-clés de notre mémoire. C'est notre conviction que le choix du président Obama n'ait pas été un choix né soudainement, mais au contraire qu'il s'agit d'un choix présent « dans l'esprit de Barack Obama »<sup>168</sup> ayant nécessité une série d'actions et résolutions pour devenir effectif. Le présent chapitre vise à déterminer les étapes fondamentales de la maturation de cette décision, en partant des mois précédents la conquête du pouvoir par Obama, en passant par les moments délicats et fondamentaux des négociations et en arrivant aux événements de la mi-décembre 2014.

### 4.1. États-Unis et Cuba : 90 miles de discorde

90 miles de mer<sup>169</sup>, l'équivalent d'environ 145 km, séparent les États-Unis de l'île de Cuba. Pourtant, la proximité géographique n'a pas su empêcher le clivage net, idéologique, économique et social des dernières nombreuses décennies. Pour comprendre comment on est arrivé à l'impasse, affirment Ethan Zawatsky et Ashley Gemma, il faut regarder dans l'histoire des relations entre les deux pays.<sup>170</sup>

Quand en 1823, le président James Monroe et son Secrétaire d'État John Quincy Adams formulaient et imposaient aux européens et à l'Hémisphère Occidental, la « Doctrine Monroe », Cuba rentrait dans la logique à l'instar de tous les pays de l'Amérique Centrale et de l'Amérique Latine. Avec la Doctrine Monroe, les États-Unis établissaient un contrôle total sur le continent américain et refusaient toute intervention des empires européens, à fin d'assurer leur propre sécurité.<sup>171</sup> Durant la dernière décennie du 19<sup>ème</sup> siècle, plus de cinquante ans après la déclaration du président Monroe, Cuba demeurait la possession de l'empire espagnol, mais sa population, à l'instar d'autres territoires en Amérique Centrale et Latine, demandait

---

<sup>167</sup> The White House: President Barack Obama, *Statement by the President on Cuba Policy Changes*, op.cit.. Une phrase puissante, qui à plusieurs a rappelé le fameux « *Ich bin ein Berliner* » de J. F. Kennedy, prononcé le juin 1963.

<sup>168</sup> C. COLONNA-CESARI, *Dans les secrets de la diplomatie vaticane*, Paris : Seuil, 2016, p. 101.

<sup>169</sup> E. ZAWATSKY, A. GEMMA, *Diplomatic Normalization between the US and Cuba in Light of Recent Changes in US Foreign Policy More Generally*, University of Rhode Island, Senior Honor Projects, Paper 427, 2015, p. 1.

<sup>170</sup> Idem, p. 7.

<sup>171</sup> Idem, p. 1; L. LAMBRECHT, *The US-Cuban Relationship in the 21st century. From Foe to Friend?*, Master thesis in Master of Arts in American Studies, Gent: Universiteit Gent, 2014-2015, p. 32.

l'indépendance.<sup>172</sup> Les États-Unis, de leur côté, n'étaient pas la grande puissance qu'on connaît aujourd'hui, et craignaient la proximité avec l'empire espagnol. Pour la future superpuissance, la libération de Cuba avait une signification économique et sécuritaire : d'importantes possibilités économiques pour les États-Unis auraient pu se présenter au contact d'une Cuba libre et proche du modèle économique-social américain, et les américains n'auraient plus à craindre la présence d'un empire perçu comme hostile à 90 *miles* de leur territoire. En 1898, les forces rebelles cubaines se confrontaient violemment aux forces impériales espagnoles, au point que les nouvelles de Cuba impressionnaient la population américaine qui commença à pousser le président William McKinley à une intervention en faveur de l'indépendance cubaine. McKinley, quand à lui, s'opposait à la possibilité d'une guerre et promouvait une déclaration de neutralité. Le Congrès, de sa part, vota trois déclarations de guerre envers l'empire espagnol. La guerre avec l'Espagne dura cent jours, et fut largement remportée par les États-Unis.<sup>173</sup>

Pourtant, une fois libérée du joug impérial, Cuba tomba à nouveau sous un contrôle étranger, celui des États-Unis. Ceux-ci avaient, selon l'Amendement Platt inséré dans la Constitution cubaine, le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'île à chaque fois que l'indépendance cubaine était mise en péril. La raison de cet amendement était simple : les intérêts américains n'étaient en sécurité que dans une Cuba indépendante de toute nation ou de tout empire, à l'exception des États-Unis. Ainsi, le gouvernement américain soutenait des dictateurs sanguinaires tels que Gerardo Machado et Fulgencio Batista, qui étaient conscients que leur survie au pouvoir dépendait de la volonté de coopération qu'ils exprimaient à l'égard de Washington.<sup>174</sup>

C'est pour mettre fin à cette situation devenue de plus en plus insupportable qu'au milieu des années 1950, une partie de la population cubaine s'engageait dans les guérillas anti-dictatures autour de la figure de Fidel Castro et réussissait, en 1959, à reprendre le contrôle de l'île et à chasser, une fois pour toutes, les dictatures complices des américains. Castro bouleversait l'ordre socio-économique du pays, s'éloignant de la logique de coopération avec les intérêts américains et en faisant primer le nationalisme et la solidarité à l'intérieur de sa nation. Au moment de la prise de pouvoir et de la

---

<sup>172</sup> E. PODDIGHE, *op.cit.*, p. 4.

<sup>173</sup> The White House: President Donald J. Trump, *William McKinley*, Washington D.C.: The White House: President Donald J. Trump, <https://tinyurl.com/y958smf8>, consulté le : 21 avril 2017; Elena PODDIGHE, *op. cit.*, pp. 3-4.

<sup>174</sup> Ethan ZAWATSKY, Ashley GEMMA, *op.cit.*, pp. 2-3.

stabilisation de Castro, les États-Unis vivaient la passation de pouvoir entre Eisenhower et Kennedy : les relations avec les deux administrations, en particulier la seconde, auraient envenimé les relations entre les deux pays pendant les décennies successives. Castro, par ses réformes socio-économiques, touchait directement aux intérêts américains et il grandissait dans l'imaginaire collectif de l'Amérique Latine et Centrale comme un exemple de nationalisme et d'anti-américanisme qui mettait à risque la sécurité des États-Unis dans le cadre tendu de la Guerre Froide. Ne pouvant pas se permettre de perdre leur contrôle sur la région, les États-Unis ont opté pour une politique punitive (embargo sur les exportations, quota sur le sucre cubain, et ensuite embargo sur la totalité de l'économie cubaine), pour donner un avertissement à Cuba et aux autres États de la région qui auraient eu l'intention de se rallier à l'idéologie communiste ou de s'opposer aux États-Unis. Simultanément, les États-Unis travaillaient sous le radar pour faire tomber le régime castriste. Après plusieurs tentatives échouées, Castro a pris la décision qui a changé définitivement l'histoire de son régime en passant sous la protection de l'Union Soviétique. En agissant ainsi, il a fait de Cuba le phare du communisme et des mouvements de guérillas en Amérique Centrale et Latine, en devenant ainsi un enjeu sécuritaire majeur pour les États-Unis, à quelques heures de leur territoire.<sup>175</sup>

Les relations entre les deux gouvernements cessaient officiellement en 1961, et laissaient place aux jeux de la diplomatie non-officielle, parfois en arrivant à des rapprochements significatifs, d'autres fois en aboutissant à des résultats désastreux.<sup>176</sup> En 1962, Cuba était expulsée de l'Organisation des États Américains (OEA) suite à un vote des États membres. Par leur appartenance à l'Organisation, les États de la région montraient ainsi leur loyauté aux américains. Pendant les décennies successives, les États de l'OEA commençaient à changer leur position quant à l'enjeu cubain et à demander une réévaluation de la situation entre le géant nord-américain et l'île carabique. Ainsi, en 1975, le Secrétaire d'État de Nixon, Henry Kissinger, comprenait qu'il était temps de revoir la position américaine quant à l'enjeu cubain et rouvrait un canal non officiel de négociations et de dialogue pour assainir les relations. La normalisation n'arriva pas, mais l'OEA vota pour éliminer les sanctions qu'elle avait adoptées en 1964 contre Cuba. À la fin de la Guerre Froide, dans les années 1990, Cuba cessait d'être une priorité de sécurité nationale ayant perdu son allié privilégié et avec

---

<sup>175</sup> Idem, pp. 3-5; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, pp. 4-5.

<sup>176</sup> Idem, pp. 4-7; idem, p. 4.

lui tout le soutien économique dont elle aurait eu besoin pour menacer effectivement la sécurité américaine. C'est au début des années 2000 que les pays de l'Organisation commencèrent à relever la tête avec force contre les mesures restrictives des États-Unis. La région était traversée par une vague de gauche, de nationalisme et de confrontation à la puissance nord-américaine. Pourtant, George W. Bush se montrait particulièrement inflexible sur le sujet. Devant cette inflexibilité et devant le choix entre leur intérêt national lié aux relations avec les États-Unis et le détachement de ceux-ci, les pays de la région préféraient conserver les relations avec le géant nord-américain.<sup>177</sup> Toutefois, l'inflexibilité américaine avait fonctionné pour la dernière fois : la vague de gauche et de nationalisme se transformait de plus en plus en vague d'anti-américanisme qui menait progressivement à l'isolation politique des États-Unis dans leur propre région.

Puis, en 2008, la crise économique et financière frappait les États-Unis et l'opinion publique demandait à grande voix la fin de la politique étrangère interventionniste qui avait mis le Moyen-Orient à feu et à sang. Les quasi-simultanés passages de pouvoir : aux États-Unis de Bush à Obama, à Cuba de Fidel à Raúl Castro ont donné un nouvel espoir à la région et aux partisans du rapprochement entre les deux pays.

#### **4.2. La campagne électorale, l'opinion publique américano-cubaine et les pressions au Sommet des Amériques**

La première question qu'il faut se poser lorsqu'on traite de la décision d'Obama en rapport à la normalisation des relations avec Cuba est : pourquoi a-t-on dû attendre jusqu'en 2014 pour avoir un résultat qu'on attendait depuis les premiers mois, ou même depuis les premiers jours, de la présidence d'Obama en 2009 ? Il est vrai que le président des États-Unis est le chef de la diplomatie américaine, et il aurait pu prendre cette décision à peine le Bureau Oval investi. Cela étant la conviction à l'époque, quand Obama vivait la lune de miel (*honeymoon*) typique des premiers mois de présidence, et qu'il était auréolé d'un sentiment sacré et d'idéalisme.

Toutefois, une décision de ce genre ne peut pas être prise d'un jour à l'autre sans avoir des répercussions importantes sur les acteurs impliqués dans la décision (Obama et Castro) et des acteurs concernés par elle (les américains et les cubains). Qui poussait pour une décision rapide et radicale n'avait pas encore compris quel type de personne

---

<sup>177</sup> William M. LEOGRANDE, *op.cit.*, pp. 480-481; Elena PODDIGHE, *idem*, p. 5.

est Barack Obama et de quelle manière il prend ses décisions. Obama, on l'a répété plusieurs fois au cours de cet exposé, est un homme réflexif et un président pragmatique et réaliste. D'un profil de ce type on n'aurait pas pu attendre une décision impulsive, mais au contraire une décision pondérée, respectant les temps propices au meilleur résultat possible. Obama était conscient de l'historicité que la réouverture des relations avec Cuba aurait donnée à son élection déjà historique mais il était également conscient qu'il n'aurait jamais pu prendre une décision aussi importante sans avoir tous les éléments nécessaires afin de confirmer la pertinence de son projet.

On l'a dit dans la section 2.2.2., la position d'Obama sur le dialogue avec Cuba et avec les pays considérés officiellement par les États-Unis comme des ennemis, était connue depuis le début de la campagne électorale. Dans les faits, elle était connue depuis la campagne électorale du 2003, quand le futur président cherchait à conquérir sa place de sénateur fédéral de l'Illinois. À ce moment là, Obama penchait vers une normalisation des relations avec Cuba qui n'impliquerait aucun engagement cubain dans le changement de sa structure étatique ou politique. Quatre ans plus tard, la proposition de normalisation des relations avec l'île était accompagnée par la condition d'une évolution démocratique à Cuba. « If you take significant steps toward democracy, beginning with the freeing of all political prisoners, we will take steps to begin normalizing relations », affirmait-il lors des rencontres avec les électeurs en Floride.<sup>178</sup>

Néanmoins ce changement de présupposés, Obama maintenait la conviction que pour les États-Unis la meilleure solution était de s'engager sans pré-conditions à la table de négociations avec les leaders des pays avec lesquels ils avaient les majeurs problèmes.<sup>179</sup>

Pour passer au niveau supérieur, sortir du cercle des promesses électorales et entrer officiellement dans les objectifs de l'administration, cette position personnelle d'Obama nécessitait un appui important. De façon inattendue, cet appui arrivait de l'acteur, qu'historiquement, avait été le plus opposé à toute ouverture ou dialogue avec le gouvernement cubain à partir des années 1960 : la communauté américano-cubaine aux États-Unis. Nous avons dédié la section 2.2.4. au rôle de cette communauté et au poids

---

<sup>178</sup> M. CROWLEY, « 'We have to talk'. How Obama and Castro came together », *Politico*, 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y8kj2q4g>, consulté le : 21 avril 2017.

<sup>179</sup> Michael LUO, *op.cit.*; G. GARVIN, « Deal between U.S., Cuba culminated 18 months of secret talks », *Miami Herald*, 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y95rlnll>, consulté le : 21 avril 2017.

fondamental qu'elle a joué dans la politique étrangère du gouvernement américain envers Cuba.

En quelques décennies, cette communauté a subi une importante transformation. Si elle avait été construite autour du concept de l'anti-castrisme et de l'anticommunisme, elle avait ensuite intégré des nouveaux membres dont le problème principal n'était pas la chute du gouvernement de Castro mais la distance avec les familles et l'amélioration des conditions de vie de ceux qui n'avaient pas la volonté ou la possibilité de fuir de Cuba. Pour résoudre ces problèmes, les américano-cubains comprenaient de plus en plus que l'ennemi à combattre n'était plus le gouvernement castriste, qui, malgré toutes les tentatives de bouleversement, s'est maintenu au pouvoir durant soixante ans, mais était l'embargo sur l'île qui empêche le développement de l'économie cubaine. La précondition pour la levée de l'embargo était unique mais avait plusieurs facettes : la normalisation des relations entre les deux pays, la reconnaissance de la légitimité des intérêts de chacun, et le respect mutuel. Ainsi, avec la première génération qui disparaît, les nouveaux américano-cubains ont soutenu les propositions d'Obama sur l'enjeu cubain en lui donnant l'appui nécessaire pour gagner la Floride aux élections présidentielles. Le message était clair : nous validons l'ouverture d'un nouvel chapitre avec Cuba.<sup>180</sup>

Le 20 janvier 2009, Obama devenait le 44<sup>ème</sup> président des États-Unis et entrait dans le Bureau Ovalé pour faire de ses promesses électorales des réalités politiques. Une fois au pouvoir, Obama quittait les chaussures du candidat pour revêtir les responsabilités et le rôle de président. Au sujet de Cuba, le premier obstacle arrivait trois mois après son inauguration, en avril 2009. Les États membres de l'OEA s'apprêtaient à travailler pour la première fois côte à côte avec la nouvelle étoile de la politique internationale. Après huit ans de présidence Bush, pendant laquelle ils avaient dû retirer leurs pressions à l'égard des États-Unis pour arriver à une solution dans l'impasse cubaine, les chefs des gouvernements de l'Amérique Centrale et Latine, faisant partie de l'Organisation, sont arrivés au rendez-vous à Trinidad et Tobago avec une attitude toute autre que soumise. Étant en bonne partie des chefs d'État appartenant à la vague gauchiste et nationaliste de l'Amérique Latine, ils étaient maintenant prêts à mettre en péril leurs relations avec le géant américain puisque, finalement, ils avaient réussi à former un front commun d'aide au gouvernement cubain. Ainsi, en avril 2009 Barack Obama et Hillary Clinton

---

<sup>180</sup> William M. LEOGRANDE, *op.cit.*, pp. 476-480.

arrivaient à Trinidad et Tobago dans une atmosphère mitigée entre félicitations et pressions. Le message était très clair : Obama était reçu comme une nouveauté politique extrêmement positive, mais les États-Unis étaient en train de s'isoler à l'intérieur de l'Organisation dont ils avaient dicté la ligne politique dès le début.<sup>181</sup>

Contraint de prendre conscience de ce changement amer et qui ne servait pas les intérêts américains, Obama prononçait le discours *Remarks by the President at the Summit of the Americas Opening Ceremony* que nous avons analysé à la section 3.2.4.1. Dans le discours, Obama soulignait la particulière attention des chefs de gouvernement de l'OEA : « There's been several remarks directed at the issue of the relationship between the United States and Cuba, so let me address this. »<sup>182</sup> Toutefois, il prononce un discours que, bien qu'illustrant un pas en avant évident dans l'attitude montrée par les États-Unis à l'égard de Cuba, paraît très vague et insatisfaisant pour une bonne partie de ceux qui attendaient et poussaient à une solution rapide.

Le message de l'OEA avait néanmoins atteint sa destination et accompli son objectif principal : Obama savait qu'il devait essayer d'arriver à un accord avec les autorités cubaines et démontrer que l'attitude inflexible des États-Unis était surannée. Il voulait aussi éviter la consolidation d'un front anti-américain plus fort et plus compact et éviter d'avoir des problèmes importants dans la région du monde que la Doctrine Monroe avait établie comme la région d'une influence américaine unique.

#### **4.3. Alan Gross et les *Cuban Three* : les nœuds des négociations**

L'histoire des relations entre les deux pays ne concerne pas uniquement les divisions idéologiques et socio-économiques, elle est aussi le décor de vies, d'histoires personnelles. Les espions et les prisonniers s'avèrent souvent cruciaux dans la résolution d'un conflit ou d'une crise diplomatique. Le cas de la normalisation des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis ne fait pas exception.

En décembre 2009, l'employé de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) Alan Gross était incarcéré par les autorités cubaines suite à l'accusation grave d'être un espion du gouvernement américain. Il avait été déclaré

---

<sup>181</sup> Idem, p. 480-481; Lotte LAMBRECHT, *op.cit.*, pp. 34-36; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 6.

<sup>182</sup> The White House: President Barack Obama, *Remarks by the President at the Summit of the Americas Opening Ceremony*, *op.cit.*

coupable d'avoir introduit des outils de communication via satellite à l'intérieur de la communauté juive cubaine, avec l'objectif de permettre aux utilisateurs d'entretenir des communications avec l'extérieur du pays, sans passer par le contrôle du gouvernement cubain.<sup>183</sup> Cet épisode freinait les ambitions d'Obama, à savoir sortir de l'impasse cubaine. L'incarcération de Gross, perçu et défini aux États-Unis comme un employé humanitaire, posait un énorme problème au président, qui ne pouvait pas sceller d'accords avec un gouvernement qui détenait de manière injustifiée, selon les américains, un concitoyen. Si Obama avait décidé d'entamer la normalisation des relations avec Cuba juste après l'éclatement de l'affaire Gross, on n'aurait probablement pas pu parler aujourd'hui d'un second mandat d'Obama et de la normalisation entre les deux pays. Obama devait donc activer les canaux de communication non-officielle avec Cuba pour tenter de résoudre le cas Gross dans le plus bref délais possible, pour ensuite tenter de faire avancer le dialogue sur le plan des relations diplomatiques.

Suite au tremblement de terre d'Haïti en 2010, après lequel les deux pays avaient coopéré de manière importante pour tenter d'aider le petit pays caribique après le désastre, Obama avait confié au Département d'État dirigé par Hillary Clinton d'entamer des négociations secrètes avec les autorités cubaines pour obtenir finalement le relâchement de Gross. Les cubains, de leur côté, proposaient d'échanger Gross avec les trois derniers membres du groupe d'espions qu'on appelait « *The Cuban Five* ». Les cinq avaient travaillé pour le gouvernement cubain aux États-Unis en lui fournissant d'importantes informations secrètes. Leurs activités clandestines avaient été découvertes par les services secrets américains et les cinq avaient été incarcérés aux États-Unis. En 2009, deux d'entre eux avaient fait leur retour à Cuba après avoir purgé leur peine, alors que les trois derniers, « *The Cuban Three* », demeuraient dans les prisons américaines.

Obama refusait un quelconque échange entre Gross et les trois prisonniers, avec l'argument qu'Alan Gross n'était pas un espion et que les raisons de son incarcération n'étaient pas fondées. La situation était donc bloquée : Alan Gross et les Cuban Three restaient respectivement dans leurs cellules à Cuba et aux États-Unis et les deux pays n'émettaient aucune volonté d'entamer des négociations qui allaient au-delà du relâchement des prisonniers.<sup>184</sup>

---

<sup>183</sup> P. KORNBLUH, W. M. LEOGRANDE, « Cuba Confidential », *Mother Jones*, September/October 2015, p. 45, aussi disponible sur: <https://tinyurl.com/pmftj9s>, consulté le : 21 avril 2017; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 10.

<sup>184</sup> Idem, p. 46; Idem, pp. 10-11.

Au même moment, la situation se compliquait au niveau régional. En 2012, un nouveau Sommet des Amériques se préparait en Colombie. Si en 2009 les États membres de l'OEA, à l'exception du Canada, avaient averti le président Obama sur les risques d'un net clivage, et des conséquences pratiques, entre leur position et la position américaine sur la participation de Cuba à l'Organisation, en 2012 ils passaient à l'action. Trois des chefs de gouvernements qui représentaient l'aile la plus radicale de la vague de gauche de la région, le président de l'Équateur Rafael Correa, le président du Venezuela Hugo Chavez et le président du Nicaragua Daniel Ortega, ont décidé de ne pas participer aux rencontres ; mais le signe de mécontentement le plus important fut l'échec d'une déclaration finale et conjointe à la fin du Sommet. Les États-Unis se trouvaient finalement complètement isolés diplomatiquement dans l'Organisation régionale de leur propre continent,<sup>185</sup> et coincés dans leur possibilité de négocier avec les partenaires régionaux qui commençaient chaque rencontre avec les représentants américains par la question : « *When are you going to change your Cuba policy ?* »<sup>186</sup>

#### **4.4. La réélection : « a president who really wanted to do it »<sup>187</sup>**

En novembre 2012, Obama était réélu à la présidence américaine. Ce fait est, à notre avis, à ne pas négliger dans le cadre de notre analyse. Généralement, les présidents qui aspirent à être élus pour un deuxième mandat gèrent leurs premiers quatre ans en fonction de la future réélection, en étant plus ou moins prêts à prendre des risques politiques selon la sensibilité des électeurs. Obama n'échappe pas à cette logique. Concernant Cuba, son premier mandat a été caractérisé par les quatre éléments principaux dont on vient de traiter : le Sommet des Amériques en 2009, l'incarcération d'Alan Gross, la tentative de négociations secrètes pour le relâchement de celui-ci en 2010, et le Sommet des Amériques en 2012. Une évolution négative qui avait empêché le président de confier à ses collaborateurs la responsabilité d'entamer des négociations pour la normalisation des relations. Il aurait pu certainement risquer de le faire, en dépit de toutes ces complications, mais Obama, souvenons-nous-en, n'aimait pas prendre de risques non calculés. Obama est surtout pragmatique : un rapprochement après le cas Gross aurait endommagé sa présidence. En 2012, c'était finalement l'intérêt national

---

<sup>185</sup> A. PROENZA, « Amériques. Cuba, pomme de discorde au sommet des Amériques », *Courrier International*, 16 avril 2012, <https://tinyurl.com/y8trf6nj>, consulté le : 23 avril 2017 ; Elena PODDIGHE, *idem*, p. 11.

<sup>186</sup> S. ROMERO, W. NEUMAN, « Cuba Thaw Lets Rest of Latin America Warm to Washington », *The New York Times*, 18 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y9mc3x2f>, consulté le : 23 avril 2017.

<sup>187</sup> Peter KORNLUH, William M. LEOGRANDE, *op.cit.*, p. 45.

des États-Unis dans la région qui était mis en péril. Il fallait trouver une solution, et Obama s'y dédia de manière importante.

À partir du 2012, Obama n'avait rien à perdre et tout à gagner dans le cas cubain. L'appui de la société américano-cubaine de son pays ayant été consolidé<sup>188</sup>, coïncé quant au niveau interne quant à la question Gross et au niveau régional quant à l'enjeu cubain à l'intérieur de l'OEA, il n'avait qu'un choix possible : proposer aux cubains l'ouverture d'une table de négociations secrètes pour débrider deux nœuds qu'il ne voulait pas laisser comme partie de son héritage à la future administration.

La réélection correspondait aussi à un changement de certaines personnalités importantes de son équipe et par conséquent au changement d'équilibres internes. Parmi les passages de relais les plus importants, nous soulignons celui de Madame Clinton à John Kerry au sommet du Département d'État. Concernant l'enjeu cubain, John Kerry se situait dans la ligne politique du président : convaincu que la politique d'embargo n'avait abouti qu'à des échecs pour la nation américaine, il était aussi un grand opposant des politiques des tentatives d'infiltration des États-Unis à Cuba. Il avait une expérience diplomatique importante dans le cadre des normalisations des relations, en ayant eu un rôle fondamental à jouer dans le rapprochement entre États-Unis et Chine dans les années 1970. Toutefois, et cela est un point important, Kerry fut mis au courant de la volonté du président de mettre fin à la situation d'impasse et de proposer une nouvelle relation bilatérale avec l'île, mais il ne fut pas inclus dans le lancement des négociations.<sup>189</sup>

Obama choisissait à ce tour une approche extra-bureaucratique : en craignant une nouvelle confrontation sans résultats (il ne faut pas oublier que depuis plus de soixante ans, Cuba était considéré par le Département d'État, entendu comme institution bureaucratique indépendante, comme une nation ennemie, avec laquelle la confrontation paraissait la norme d'action), Obama laissait de côté la bureaucratie et proposait à Cuba deux nouveaux visages américains chargés des négociations : Benjamin Rhodes et Ricardo Zuniga. Le Secrétaire d'État fut mis au courant des négociations et de leur nature secrète qu'une fois qu'elles furent en bonne voie de réussite. Selon deux sources,

---

<sup>188</sup> W. STROBEL, M. SPETALNICK, D. ADAMS, « How Obama outmaneuvered hardliners and cut a Cuba deal », *Reuters*, 23 mai 2015, <https://tinyurl.com/ya6myql9>, consulté le : 23 avril 2017.

<sup>189</sup> Peter KORNBLUH, William M. LEOGRANDE, « Cuba Confidential », *op.cit.*, p. 46; William M. LEOGRANDE, Peter KORNBLUH, *Back Channel to Cuba. The hidden history of negotiations between Washington and Havana*, *op.cit.*, p. 425; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 11.

il semblerait que le même raisonnement ait été fait à La Havane, où la bureaucrate chargée des affaires américains dans le Ministère des Affaires Etrangères, Josefina Vidal Ferreiro, ait été mise de côté.<sup>190</sup> Toutefois, une troisième et une quatrième sources<sup>191</sup> affirment que c'est Madame Vidal elle-même qui aurait conduit, pendant les dix-huit mois, les négociations pour l'État cubain.<sup>192</sup>

À la Maison Blanche, à l'exception d'Obama, Rhodes et Zuniga, les seuls à connaître l'existence de ce nouveau « *back channel to Cuba* »<sup>193</sup> étaient Joe Biden, vice-président, Denis McDonough, qui au second mandat était devenu chef du Staff de la Maison Blanche, et Susan Rice, conseillère pour la Sécurité Nationale. Le Département de la Défense n'a joué aucun rôle ni dans les négociations ni dans l'aval final d'Obama ; en ce qui concerne le Département d'État, John Kerry a été informé des négociations dans un second temps, quand les négociations semblaient pouvoir aboutir.<sup>194</sup> Il est évident que le président voulait une « *people-to-people strategy* » et il l'a obtenue.<sup>195</sup>

#### 4.5. Les négociations

La table des négociations entre Rhodes, Zuniga et les représentants cubains s'ouvrait en juin 2013, au Canada. Au niveau régional, le Canada est certainement perçu comme étant l'allié majeur des États-Unis, toutefois le caractère des relations avec Cuba n'était pas si négatif. Le gouvernement canadien décidait ainsi de mettre à disposition des locaux à Ottawa et Toronto comme lieux de rencontre pour les délégations, mais son rôle fut simplement de nature logistique et organisationnelle : il n'est jamais intervenu dans la nature des négociations.

Bien qu'Obama ait choisi des négociateurs menant une stratégie nouvelle des accords avec Cuba, durant les premiers mois des rencontres Rhodes et Zuniga se sont retrouvés bloqués avec la délégation cubaine sur des points de rupture qu'on peut

---

<sup>190</sup> Warren STROBEL, Matt SPETALNICK, David ADAMS, *op.cit.*; W.M. LEOGRANDE, P. KORNBLUH, *Back Channel to Cuba. The hidden history of negotiations between Washington and Havana*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2015, p. 425.

<sup>191</sup> H. YAFFE, J. WATTS, « Top diplomatic negotiator in Cuba warns Trump : 'aggression doesn't work' », *The Guardian*, 17 janvier 2017, <https://tinyurl.com/jut7m84>, consulté le : 23 avril 2017 ; S. GAMBOA, « Who are the Two Women Leading US-Cuba Negotiations? », *NBC News*, 22 January 2015, <https://tinyurl.com/ybhrxvds>, consulté le : 23 avril 2017.

<sup>192</sup> Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 7.

<sup>193</sup> Cette expression est empruntée par le concept et le titre du livre: William M. LEOGRANDE, Peter KORNBLUH, *Back Channel to Cuba. The Hidden History of Negotiations between Washington and Havana*, *op.cit.*

<sup>194</sup> Peter KORNBLUH, William M. LEOGRANDE, « Cuba Confidential », *op.cit.*, p. 46; William M. LEOGRANDE, Peter KORNBLUH, *Back Channel to Cuba. The hidden history of negotiations between Washington and Havana*, *op.cit.*, p. 425.

<sup>195</sup> Warren STROBEL, Matt SPETALNICK, David ADAMS, *op.cit.*

désormais qualifier de « classiques », tels que les programmes USAID, l'enjeu de la base de Guantanamo, la discussion sur les Droits de l'Homme à Cuba, et par-dessus tout, l'échange entre Alan Gross et les « *Cuban Three* ». <sup>196</sup>

Comme rapporté par Benjamin Rhodes lors d'un entretien avec Jeffrey Goldberg, après six mois de négociations au Canada, la situation semblait connaître une stagnation périlleuse. Rhodes explique cette situation par deux éléments : la perception très négative que les négociateurs cubains conservaient à l'égard des États-Unis et leur non-volonté de discuter d'une normalisation des relations diplomatiques avec ces derniers. Durant six mois, affirme Rhodes, les deux parties n'ont fait que discuter à propos de la libération des prisonniers d'un côté et de l'autre de la mer. Les États-Unis, de leur côté, voulaient impérativement une reformulation des relations, et pour cela ils étaient davantage enclins à discuter simultanément l'enjeu des prisonniers et la normalisation des relations. À ce tour, Obama était vraiment déterminé à atteindre l'objectif final. À moyen terme, et sûrement à long terme, cette stagnation aurait amené à un nouvel échec, les deux parties se cantonnant sur leurs propres positions. Puis, le 5 décembre 2013 mourait Nelson Mandela. <sup>197</sup>

Pacificateur de son vivant, le premier acte posthume de Nelson Mandela a été de donner, lors de son enterrement public, la possibilité à Barack Obama et Raúl Castro de se rencontrer à un moment particulièrement critique du dialogue secret. Dans le panthéon personnel d'Obama, raconte Rhodes, Mandela a un espace particulier : « [...] his personal hero [...] » <sup>198</sup>. Dans l'avion qui les amenait en Afrique du Sud pour rendre hommage au leader politique sud-africain, Obama révisait avec lui la liste des leaders politiques qui seraient présents aux célébrations. Parmi eux figurait Raúl Castro. Conscients du fait que les yeux du monde, et de la région latino-américaine, seraient rivés sur chaque geste que le président ferait envers le chef d'État cubain, Obama et Rhodes arrivèrent à la conclusion que la meilleure action à effectuer pour donner un signal fort à Cuba et respecter la mémoire d'un pacificateur tel que Mandela, serait de serrer la main de Castro.

---

<sup>196</sup> Peter KORNBLUH, William M. LEOGRANDE, « Cuba Confidential », *op.cit.*, p. 47.

<sup>197</sup> YouTube, *Ben Rhodes Explains Where Obama Stands on Cuba (Full Interview)*, YouTube: San Bruno (CA), 11 mars 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=-8zL5DxNwn0>, consulté le : 23 avril 2017 ; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, pp. 12-13.

<sup>198</sup> Ibidem.

Dans les faits, souligne encore Rhodes, il s'agissait de la première fois que les deux leaders se trouvaient dans le même lieu au même moment.

« This is the president's hero and he doesn't want to cause an incident at his memorial service by carrying forward this dispute between the United States and Cuba. So, he shook Raúl Castro's hand and I think if you look at the pictures Castro is a little bit surprised by that. But what was interesting, in the subsequent meeting with the Cubans the atmosphere changed a bit and the first thing they said to me in the first meeting was how much the president appreciated, president Castro, that president Obama had done that. And it kind of established a tone when they understood they were dealing with a different American president, one that was willing to leave the history in the past and actually try to get something done.»<sup>199</sup>

Ainsi, avec un geste si simple tel que celui de serrer la main, Obama réussissait à étonner et impressionner positivement son homologue cubain et à permettre à ses négociateurs au Canada d'ouvrir un nouvel espace de dialogue qui surmontait la division historique et qui était tourné, dans les faits, vers un nouvel avenir commun qui semblait à présent véritablement possible. À la question pertinente de Goldberg en rapport à la vision qu'Obama avait de la responsabilité des États-Unis dans certaines zones du monde, de la pertinence de l'aide de Cuba au mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud, Rhodes répondait en soulignant encore une fois un élément qu'on a essayé de mettre en avant tout au long de ce travail : Barack Obama ne percevait pas le monde en blanc ou en noir : « [...] he can see shades of grey in history »<sup>200</sup>. Pour cela, Obama comprenait que la présence du président cubain à la commémoration solennelle de Mandela n'était pas seulement à accepter mais elle était surtout à respecter.

En adoptant cette attitude constructive, Obama a témoigné au gouvernement cubain pour la première fois le respect qu'il cherchait depuis des décennies auprès du géant américain. A une autre question concernant cette fois les raisons qui ont poussé Obama à prendre sa décision finale, Rhodes en souligne trois : la reconnaissance de l'histoire tourmentée entre les deux nations mais la conviction que la politique menée par les américains n'avait abouti à aucun résultat et qu'il était donc temps de changer ; le pragmatisme du président ; et l'isolement progressif que les États-Unis connaissaient à l'intérieur de leur région et qu'ils risquaient de connaître, sur les moyen et long termes,

---

<sup>199</sup> Ibidem; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 13.

<sup>200</sup> Ibidem.

dans d'autres régions. De plus, ajoute Rhodes, en appliquant une nouvelle politique les États-Unis s'offraient la possibilité effective d'atteindre la majorité de la population cubaine et finalement de réussir à faire opérer les changements socio-politico-économiques qui ont été au centre de leur stratégie isolationniste envers Cuba.<sup>201</sup>

Après la commémoration de Nelson Mandela, les cubains se montrèrent enclins à comprendre la position des États-Unis au regard de l'impossibilité d'échanger Alan Gross contre trois espions. Ils furent positivement réceptifs quand les États-Unis leur proposèrent d'échanger les *Cubans Three* avec l'espion Rolando Sarraff Trujillo, qui avait fait un travail fondamental pour la CIA et qui était incarcéré à Cuba.<sup>202</sup> Le temps était de plus en plus compté puisque la situation personnelle d'Alan Gross déclinait. En Décembre 2013, il était si désespéré, qu'il en est arrivé à évoquer le suicide dans sa cellule de Cuba. En avril 2014, il faisait une grève de la faim durant neuf jours. Les négociateurs étaient conscients que la clé des nouvelles relations entre leurs pays passait par la libération des prisonniers : sans la résolution du cas Gross on n'aurait pas eu de normalisation. En juin, à Ottawa, les cubains pressaient pour un échange rapide. Les États-Unis demandaient à Cuba un permis spécial pour Gross afin que celui-ci visite sa mère mourante, avec promesse de retour de ce dernier dans sa prison cubaine. Les cubains n'acceptèrent pas, et Evelyn Gross mourut après quelques jours.<sup>203</sup>

Les péripéties de l'employé de l'USAID étaient suivies par les députés américains dont on a parlé dans la section 2.2.2., guidés par Patrick Leahy. Cependant, ce groupe ignorait totalement l'existence des négociations secrètes et pressait le président : « *You've got to do something on Cuba* », « *You said you were going to do this* », « *Let's just do it !* ».<sup>204</sup> Simultanément, *The Trimpa Group*, un parmi les groupes de lobby de la nouvelle communauté américano-cubaine se prononçait en faveur d'une nouvelle politique envers Cuba, en essayant de presser le président à travers des sondages favorables, l'intercession auprès des conseillers plus proches et une lettre signée par plusieurs personnalités importantes. Ils ne savaient pas que la décision d'entamer des discussions avec Cuba avait déjà été prise depuis des mois et que la clé de la décision finale ne résidait pas aux États-Unis.<sup>205</sup>

---

<sup>201</sup> Ibidem.

<sup>202</sup> Peter KORNBLUH, William M. LEOGRANDE, « Cuba Confidential », *op.cit.*, p. 47; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 14.

<sup>203</sup> Idem, p. 48; William M. LEOGRANDE, Peter KORNBLUH, *Back Channel to Cuba. The hidden history of negotiations between Washington and Havana*, *op.cit.*, pp. 428-429.

<sup>204</sup> Idem, p. 49; Idem, p. 435; Michael CROWLEY, *op.cit.*

<sup>205</sup> Ibidem.

#### 4.6. L'intervention divine : le Vatican et la décision du président

La clé qui aurait pu ouvrir à nouveau les portes des relations bilatérales résidait dans un tout petit mais très puissant État : le Vatican.

La figure du pape François est une des plus intéressantes des premières décennies du nouveau millénaire. Tout d'abord, il a été élu de manière exceptionnelle après la démission du pape Benoît XVI. Ensuite, argentin d'origine italienne, François est le premier pape venant du continent américain. Grand connaisseur des enjeux concernant l'Amérique Centrale et Latine et de l'histoire conflictuelle entre le Nord et le Sud du continent américain, François s'imposait dans l'imaginaire collectif en donnant un nouveau visage à l'Église catholique dans le monde. Il inspire des foules immenses avec ses discours humanistes et il a gagné le respect des leaders politiques mondiaux, qui lui reconnaissent un grand charisme et une grande capacité d'influence.

Six mois après l'élection de Bergoglio à la tête du Vatican, le représentant démocrate Dick Durbin proposait d'impliquer le pape dans la résolution du litige des prisonniers entre les deux pays. François, soutenait Durbin, était l'homme de la situation pour traiter avec les négociateurs cubains et ne pas être perçu comme étant pro-américain. De plus, le cas d'Alan Gross n'était pas inconnu au Vatican : en 2012, le pape Benoît XVI avait demandé sa libération.<sup>206</sup> Le groupe de députés s'active alors pour tenter de joindre le pape afin de le convaincre de prendre partie dans ce jeu diplomatique d'une importance cruciale.

Pour atteindre le chef de l'Église, d'une part Patrick Leahy faisait appel à l'important cardinal de La Havane, Jaime Ortega, qui jouissait de l'importante considération du Saint Père à son égard et du respect des autorités cubaines. De l'autre, Denis McDonough utilisait ses bonnes relations avec le cardinal de Washington, Theodore McCarrick. Et enfin, on proposait de contacter le cardinal Sean O'Malley de Boston, qui entretenait un lien direct et fort avec la hiérarchie de Rome. Le *timing* était parfait : en mars 2014, Obama allait rencontrer le pape au Vatican. En quelques mois, la mobilisation avait été si rapide et efficace qu'avant l'arrivée d'Obama à Rome, en mars,

---

<sup>206</sup> P. VALLELY, « Hail Mary in Havana : Pope Francis's Divine Diplomacy », *Newsweek*, 23 décembre 2014, <https://tinyurl.com/ydgyo2gn>, consulté le : 23 avril 2017 ; Elena PODDIGHE, *op.cit.*, p. 16.

il y avait déjà trois cardinaux qui sollicitaient l'intervention du pape dans les négociations entre les deux pays pour sortir de l'impasse du dossier Alan Gross.<sup>207</sup>

Le 27 mars 2014, Obama rencontrait le pape François au Vatican, dans un entretien privé de plus d'une heure. Selon les informations recueillies à la suite de leur rencontre, on sait que les deux hommes ont discuté de l'enjeu cubain en profondeur : du cas d'Alan Gross à Guantanamo en passant par la nécessité de libérer Cuba de l'embargo. « Ce n'est pas le pape, mais le Latino-Américain qui vous parle », « Vous avez voulu isoler Cuba, mais c'est vous qui serez isolé »<sup>208</sup>, aurait dit François à Obama, en lui confirmant encore une fois que l'enjeu de Cuba avait des répercussions qui allaient bien au-delà des frontières américaines et cubaines. Les États-Unis risquaient leurs alliances en Amérique Centrale et Latine, et ils ne pouvaient pas se permettre de les perdre. Obama décidait ainsi de porter à la connaissance du pape les négociations secrètes qui se tenaient depuis des mois avec les cubains concernant la libération d'Alan Gross et des *Cuban Three*, mais dont l'objectif substantiel était la normalisation des relations.<sup>209</sup>

Un mois plus tard, en avril 2014, le cardinal de La Havane Ortega assistait à Rome à la canonisation des papes Jean XXIII et Jean-Paul II. François avait à l'esprit de profiter de cette présence et de la diplomatie vaticane étendue entre le Saint Siège, les États-Unis et Cuba, pour entrer définitivement dans le jeu et donner à la résolution l'accélération nécessaire.

Ainsi, après avoir reçu des instructions strictes de la part du Saint Père, le cardinal Ortega revenait de la visite à Saint Pierre avec deux lettres identiques, l'une en anglais adressée au président américain, l'autre en espagnol adressée au président cubain. Ortega avait le devoir de remettre les paroles du pape en main propre aux deux chefs d'État. Au mois d'août, Ortega recevait l'aval du Vatican pour la livraison des deux lettres. De La Havane, il se déplaça sur l'île de Cayo Saetía, où Raul Castro passait ses vacances, et remit la missive au président, accompagné de son Ministre des affaires étrangères, Bruno Rodriguez. Castro, après l'avoir lue, lui a demandé de jouer les messagers directs avec Obama : « Tu diras à Obama que je suis d'accord ».<sup>210</sup> Ayant l'accord cubain, Ortega devait dès lors affronter la livraison plus compliquée à Barack

---

<sup>207</sup> Peter KORNBLUH, William M. LEOGRANDE, « Cuba Confidential », *op.cit.*, p. 60.

<sup>208</sup> Constance COLONNA-CESARI, *op.cit.*, p. 128; Elena PODOGHE, *op.cit.*, p. 16.

<sup>209</sup> William M. LEOGRANDE, « A Long Road to Havana. Overcoming a Half Century of Hostility in American-Cuban Relations », *op.cit.*, p. 114 ; *ibidem*.

<sup>210</sup> Constance COLONNA-CESARI, *op.cit.*, pp. 129-130; *ibidem*.

Obama. À cet égard, les machines diplomatiques vaticane et américaine se sont montrées brillantes : les cardinaux O'Malley et McCarrick organisèrent avec le sénateur Patrick Leahy et le chef du staff de la Maison Blanche McDonough une fausse conférence à la Georgetown University, le 18 août 2014. Sorti de là avec des méthodes dignes d'un film d'espions, Ortega se retrouva soudainement en route pour 1600 Pennsylvania Avenue, avec sa deuxième missive dans la poche qu'il remit le même jour. Ortega transmet également le message de Raul Castro à Barack Obama qui était accompagné de Ricardo Zuniga dans le Bureau Ovalé.<sup>211</sup>

En octobre 2014, Zuñiga et Rhodes voyageaient vers Rome pour se rencontrer encore une fois avec leurs homologues cubains et sceller, sous la bénédiction et grâce à la garantie papale, l'accord définitif de l'échange des prisonniers.<sup>212</sup> Le 16 décembre 2014, pour la première fois, Obama et Raul Castro s'appelaient afin de s'accorder sur le contenu des leurs discours aux nations et régler les derniers détails sur l'échange des prisonniers. Finalement, les deux parties avaient conclu l'accord suivant : Alan Gross serait libéré pour des motifs humanitaires, Obama commuait les années de prisons qui restaient à purger aux *Cuban Three*, ainsi ils étaient libérés, et Cuba relâchait l'espion Rolando Sarraff Trujillo, considéré comme étant un des espions les plus importants des États-Unis à Cuba.<sup>213</sup> Pendant cette conversation, Benjamin Rhodes et Ricardo Zuniga étaient assis sur le canapé du Bureau Ovalé du président.<sup>214</sup>

Le 17 décembre 2014, les États-Unis et Cuba ont découvert que, finalement, les 90 *miles* de distance n'étaient plus qu'une donnée géographique.

---

<sup>211</sup> Idem, p. 130-133.; ibidem.

<sup>212</sup> Idem, p. 133; William M. LEOGRANDE, « A Long Road to Havana. Overcoming a Half Century of Hostility in American-Cuban Relations », *op.cit.*, p. 114.

<sup>213</sup> Peter KORNBLUH, William M. LEOGRANDE, « Cuba Confidential », *op. cit.*, p. 61; William M. LEOGRANDE, Peter KORNBLUH, *Back Channel to Cuba. The hidden history of negotiations between Washington and Havana*, *op.cit.*, pp. 419-420.

<sup>214</sup> Michael CROWLEY, *op.cit.*; William M. LEOGRANDE, Peter KORNBLUH, *Back Channel to Cuba. The hidden history of negotiations between Washington and Havana*, *op.cit.*, pp. 418-419; Elena Poddighe, *op.cit.*, p. 17.

## 5. Conclusion

L'objectif du présent mémoire était de répondre aux questions suivantes : quels ont été les mécanismes qui ont amené le président à décider d'ouvrir à nouveau les canaux diplomatiques officiels avec Cuba, et quels ont été les acteurs qui ont joué un rôle majeur dans cette décision ? Quand, où et pourquoi Barack Obama a-t-il pris sa décision ?

Pour établir la structure de cet exposé, nous nous sommes inspirés de la forme du cône. Comme sa partie supérieure large décroît pour s'achever par une pointe, nous sommes partis de l'analyse d'un contexte général pour expliquer le cas particulier qui nous intéresse ici : le rapprochement diplomatique entre États-Unis et Cuba. Pour répondre à nos questions, nous avons procédé en suivant la discipline de la *foreign policy analysis*, discipline qui nous permet d'effectuer une analyse complète de la prise de décision d'un leader politique.

Nous avons d'abord analysé la structure des États-Unis en suivant deux lignes de lectures différentes : la structure gouvernementale et la structure sociétale. De la structure gouvernementale, nous avons retenu les différentes prérogatives des pouvoirs exécutif et législatif, respectivement le président des États-Unis et le Congrès. De la structure sociétale, nous avons expliqué les caractéristiques majeures de ses cinq acteurs principaux : bureaucratie, partis politique, médias, lobbies et opinion publique.

Le second chapitre a été dédié à l'analyse de la figure du président Obama. Nous avons suivi deux lignes principales : l'analyse de Barack Obama en tant qu'individu et l'analyse du président Obama, dans sa veste officielle et institutionnelle. Nous avons d'abord découvert la personnalité de Barack Obama, en indiquant ses points de force et de faiblesse. Nous avons appliqué la théorie de David Winter à travers l'analyse de trois discours du président Obama qui nous ont montré quelle a été l'inclinaison personnelle d'Obama au regard de l'enjeu cubain. Nous avons ensuite découvert le président Obama, à travers sa conception du monde politique et de sa fonction institutionnelle et à travers la construction et les mécanismes de son équipe de conseillers. De cette équipe, nous avons proposé un focus regardant les deux conseillers-clés de l'enjeu cubain : Benjamin Rhodes et Ricardo Zuniga.

Le troisième chapitre représente la pointe du cône, la clôture de notre recherche et de notre raisonnement. Dans un premier temps, nous avons décrit les relations compliquées et tourmentées entre les États-Unis et Cuba. Ensuite nous avons étudié les différentes phases du rapprochement entre les deux pays à partir de l'inauguration de Monsieur Obama.

Quels ont été, enfin, les éléments, les raisons majeures qui ont mené le président à son choix ? Nous les avons soulignés dans la section 4.5., en les retrouvant dans la réponse de Benjamin Rhodes à la question de Jeffrey Goldberg : la prise de conscience sur l'échec de la politique américaine à l'égard de l'île à partir de l'instauration de l'embargo et jusqu'à nos jours, le pragmatisme du président et l'isolement progressif que les États-Unis connaissaient à l'intérieur de leur région.

Qui ont été les protagonistes principaux de cette prise de décision ? Nous en avons identifié trois : Benjamin Rhodes, Ricardo Zuniga et le pape François. Les deux premiers ont été fondamentaux dans l'élaboration et dans le développement des négociations avec la délégation cubaine pendant dix-huit mois. Benjamin Rhodes personnifiait la voix et la pensée du président à la table des négociations, Ricardo Zuniga a été l'homme de l'expérience diplomatique au service du projet du président. Le résultat a été exceptionnel : les deux ont su travailler ensemble de manière harmonieuse, en apportant chacun ses caractéristiques nécessaires à la table des négociations. Enfin, le pape François, auquel nous attribuons le rôle de déclencheur décisif dans la décision d'Obama. Le pape s'est montré être l'homme de la situation, en allant jusqu'à endosser le rôle de garant entre les deux parties.

La décision d'Obama est le fruit d'un processus qu'il a mûri durant toute sa présidence. Comme dans un mécanisme bien rôdé, le calcul des hommes et le hasard des coïncidences se sont rencontrés comme rarement afin d'aboutir à cette solution historique. Les qualités personnelles de chacun des intervenants n'auraient pas pu connaître de mariage plus heureux et de contexte plus favorable. Dans cette orchestration parfaite des événements, tous nécessaires, s'il ne faut citer qu'un moment-clé, ce sera sûrement la rencontre d'Obama et du pape en mars 2014 quand le président confie à l'homme de foi l'existence des négociations secrètes. C'est son intervention qui

concrétisera la rencontre des aspirations diplomatiques entre les deux chefs de pays historiquement rivaux.

Après plus de cinquante ans de rupture et comme il l'avait promis, Barack Obama a relevé le défi de rapprocher l'une et l'autre nation. Depuis décembre 2014, ce processus a été lentement mis en place. Les deux nations ont trouvé des accords sur la coopération environnementale et la lutte contre le narcotrafic, sur un début de libéralisation du commerce et sur la liberté de voyager à Cuba.<sup>215</sup> Des petits pas fragiles qui ne sont néanmoins pas valables pour tous les enjeux entre les deux pays. Sur le front des Droits de l'Homme, ils restent distants et souvent explicitement opposés<sup>216</sup> et l'embargo économique sur l'île est encore en vigueur.

Reste à savoir si cet héritage ne sera pas mis en péril par son successeur, qui démontre une personnalité surprenante et radicalement différente. Durant la campagne des primaires en 2016, Donald Trump avait affirmé de supporter la politique d'Obama à l'égard de Cuba. Une fois devenu le candidat officiel des Républicains, il changea d'avis.<sup>217</sup> Élu président, Trump a envoyé des signaux éloquents vers La Havane. Le 28 novembre 2016, il écrivait sur son compte Twitter : « If Cuba is unwilling to make a better deal for the Cuban people, the Cuban/American people and the U.S. as a whole, I will terminate deal. »<sup>218</sup>

Au même moment, l'équipe d'Obama envoyait un message clair à la nouvelle administration : les intérêts des États-Unis à Cuba s'étaient multipliés durant les deux dernières années, revenir sur la décision n'aurait que des effets négatifs.<sup>219</sup> À Cuba, les autorités ont attendu patiemment l'installation et les premières démarches de la nouvelle administration.<sup>220</sup>

Le 3 février 2017, le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, répondait à une question sur l'état des relations entre l'administration Trump et le gouvernement cubain : « [...] We are in the midst of a full review of all U.S. policies towards Cuba. The President is committed to an agenda of ensuring human rights for all citizens throughout

---

<sup>215</sup> A. MILLER, T. PICCONE, « Shifting gears? How Cuba-U.S. rapprochement is playing out at the Human Rights Council », *Brookings*, 27 janvier 2016, <https://tinyurl.com/ybvwdcyr>, consulté le : 16 mai 2017.

<sup>216</sup> Ibidem.

<sup>217</sup> J. DIAMOND, « Trump shifts on Cuba, says he would reverse Obama's deal », *CNN Politics*, 17 septembre 2016, <https://tinyurl.com/gwf7qqh>, consulté le : 16 mai 2017.

<sup>218</sup> D. J. TRUMP, San Francisco: Twitter, 28 novembre 2016, <https://tinyurl.com/y7mcqlta>, consulté le : 16 mai 2017.

<sup>219</sup> M. SPETTALNICK, T. GARDNER, « Obama to press Trump to preserve Cuba détente: White House », *Reuters*, 13 décembre 2016, <https://tinyurl.com/yysa8h8c>, consulté le : 16 mai 2017.

<sup>220</sup> Helen YAFFE, Jonathan WATTS, *op.cit.*

the world.[...]»<sup>221</sup> À ce jour, aucune nouvelle politique officielle de l'administration Trump n'a été annoncée. Le président et son entourage soutiennent avoir gagné la Floride grâce aux votes des cubano-américains. Toutefois, d'importants experts ont affirmé et démontré que sa victoire en Floride ne peut pas être attribuée aux décisions d'Obama envers Cuba.<sup>222</sup>

Le 9 mai 2017, Francisco Palmieri, assistant du Secrétaire d'État américain, a parlé à la Conférence des Amériques et il a suggéré que l'administration Trump empruntera, à la fin de la révision complète de la politique d'Obama envers Cuba, une position totalement opposée à celle de son prédécesseur, avec une instance particulière sur le respect des Droits de l'Homme.<sup>223</sup> À ce sujet, Trump suivrait les indications et les suggestions de législateurs d'origine cubaine dont les parents auraient été parmi la première vague d'émigrés des années 1950 et 1960 – parmi eux : Marco Rubio et Ted Cruz. L'approche de Trump est opposée à celle d'Obama, qui s'était adressé aux jeunes cubano-américains appartenant à une génération différente, plus inclusive et progressivement majoritaire dans la communauté.

Mais Trump reçoit également l'avis de certaines personnalités de son administration, tel que son Secrétaire pour la Sécurité Nationale, Jack Kelly, qui se prononcent favorablement à la normalisation des relations avec l'île et qui ne considèrent pas Cuba comme étant une menace pour la sécurité nationale américaine.<sup>224</sup> À la fin du mois d'avril 2017, le Général McMaster, conseiller pour la sécurité nationale, recevait la lettre de seize soldats américains à la retraite. Les seize demandaient au président de maintenir la politique de normalisation entamée par le président Obama, en soulignant qu'elle avait une importance stratégique sécuritaire fondamentale.<sup>225</sup>

Il nous faudrait plus que quelques pages pour expliquer les dynamiques de la politique étrangère du président Trump envers Cuba, mais nous n'en disposons pas. Nous pouvons, néanmoins, suggérer que la politique envers Cuba représentera un dossier important dans les années à venir. En novembre 2016, Cuba a perdu son Líder

---

<sup>221</sup> The White House: President Donald J. Trump, *Press Briefing by Press Secretary Sean Spicer, 2/3/2017, #8*, Washington D.C.: The White House: President Donald J. Trump, 3 février 2017, <https://tinyurl.com/jfltzhw>, consulté le : 16 mai 2017.

<sup>222</sup> R. ANDERSON, T. PICCONE, « The direction of U.S.-Cuba relations under Trump : An interview with Ted Piccone », *Brookings*, 17 avril 2017, <https://tinyurl.com/y9z6ddlf>, consulté le 16 mai 2017 ; M. E. KLAS, P. MAZZEI, « Was vote by Miami's Cuban community a referendum on Obama's policy? », *Miami Herald*, 16 décembre 2016, <https://tinyurl.com/yb77ms3h>, consulté le : 16 mai 2017.

<sup>223</sup> H. K. SONNELAND, *Recap: The 47th Washington Conference on the Americas*, Americas Society/Council of the Americas, 10 mai 2017, <https://tinyurl.com/yabhoxv2>, consulté le : 16 mai 2017.

<sup>224</sup> Ric ANDERSON, Ted PICCONE, *op.cit.*

<sup>225</sup> J.T. HILL, et alii, *American Security Project Letter in Support of U.S.-Cuba Engagement*, Washington D.C.: American Security Project, 20 avril 2017, pp. 1-2.

Máximo, et son frère Raúl a annoncé, depuis quelques années, qu'il abandonnerait le pouvoir en 2018, ouvrant ainsi une brèche pour la nouveauté et le renouvellement dans la politique future de l'île.

Les jeux sont ouverts d'une part et de l'autre du détroit de Floride. Il ne nous reste plus qu'à observer attentivement l'évolution du processus, de quelque nature qu'il soit.

## Bibliographie

### Documents officiels :

- HILL James T., et alii, *American Security Project Letter in Support of U.S.-Cuba Engagement*, Washington D.C.: American Security Project, 20 avril 2017, 2 p.
- SULLIVAN Mark P., *Cuba and the State Sponsors of Terrorism List*, Washington D.C.: Congressional Research Service The Library of Congress, 13 mai 2005, 10 p.

### Monographies:

- COLONNA-CESARI, *Dans les secrets de la diplomatie vaticane*, Paris : Seuil, 2016, 392 p.
- DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Paris: Presses de Sciences Po, Québec : Presses de l'Université Laval, 2015, 1182 p.
- GRAHAM John D., *Obama on the Home Front: Domestic Policy Triumphs and Setbacks*, Indianapolis: Indiana University Press, 2016, 488 p.
- HOOK Steven W., *U.S. Foreign Policy: the paradox of world power*, 4<sup>ème</sup> édition, Los Angeles: Sage, 2014, 514 p.
- LEOGRANDE William M., KORNBLUH Peter, *Back Channel to Cuba. The hidden history of negotiations between Washington and Havana*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2015, 584 p.
- MANN James, *The Obamians, The Struggle Inside the White House to Redefine American Power*, New York: Viking, 2012, 392 p.
- OBAMA Barack, *Dreams from my father*, Edinburgh: Canongate Books, 2008, 442 p.
- PRESTON Thomas, *The President and His Inner Circle: Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs*, New York (N.Y.): Columbia University Press, 2001, 362 p.
- WINTER David G., *Manual for scoring motive imagery in running text (version 4.2.)*, Ann Arbor: University of Michigan Department of Psychology, 1994.

- INDYK Martin S., LIEBERTHAL Kenneth G., O'HANLON Michael E., *Bending History: Barack Obama's Foreign Policy*, Brooking Institution Press, 2012, 342 p.

#### **Ouvrages collectifs:**

- DAVID Charles-Philippe (sous la direction de), *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris: Presses de Sciences Po, 2015, 643 p.
- HENDRICKS John A., DENTONT Robert E. Jr., (sous la direction de), *Communicator-in-Chief. How Barack Obama Used New Media Technology to Win the White House*, Lexington Books, 2010, 172 p.
- MCCORMICK James M. (sous la direction de), *The domestic sources of American foreign policy: insights and evidence*, Lanham (Md.): Rowman & Littlefield, 2012, 471 p.
- STUART Allan (sous la direction de), *The Routledge companion to news and journalism*, Routledge, 2010, p. 642.
- WALKER Stephen G., MALICI Akan, SCHAFER Mark (sous la direction de), *Rethinking Foreign Policy Analysis. States, Leaders, and the Microfoundations of Behavioral International Relations*, New York: Routledge, 2011, 322 p.

#### **Articles scientifiques :**

##### **– Articles scientifiques :**

- GEORGE, «Review: Assessing Presidential Character», *World Politics*, 1974, vol. XXVI, n°2, pp. 234-282.
- GEORGE Alexander L., « The “Operational Code”: A Neglected Approach to the Study of Political Leaders and Decision-Making », *International Studies Quarterly*, 1969, vol. XIII, n°2, pp. 190-222.
- GREENSTEIN Fred I., « Barack Obama: The Man and His Presidency at the Midterm », *PS : Political Science and Politics*, January 2011, vol. ILIV, n°1, pp. 7-11.

- GREENSTEIN Fred I., « The Qualities of Effective Presidents: An Overview From FDR to Bill Clinton », *Presidential Studies Quarterly*, 2000, vol. XXX, n°1, pp. 178-185.
- HERMANN Margaret, et alii, « Who Leads Matters: The Effects of Powerful Individuals », *International Studies Review*, 2001, vol. III, n°2, Leaders, Groups and Coalitions: Understanding the People and Processes in Foreign Policymaking, pp. 83-131.
- LEOGRANDE William M., « A Long Road to Havana », *The Cairo Review of Global Affairs*, hiver 2016, n°20, pp. 108-120.
- LEOGRANDE William M., « Normalizing US-Cuba relations: escaping the shackles of the past », *International Affairs*, 2015, vol. XCI, n°3, pp. 473-488.
- MITCHELL David, « Does Context Matter? Advisory Systems and the Management of the Foreign Policy Decision-Making Process », *Presidential Studies Quarterly*, 2010, vol. IL, n°4, pp. 631-659.
- SUEDFELD Peter, CROSS Ryan W., BRCIC Jelena, « Two Years of Ups and Downs: Barack Obama's Patterns of Integrative Complexity, Motive Imagery, and Values », *Political Psychology*, 2011, vol. XXXII, n°6, pp. 1008-1033.
- WINTER David G., « Philosopher-King or Polarizing Politician? A Personality Profile of Barack Obama », *Political Psychology*, 2011, vol. XXXII, n°6, pp. 1059-1081.
- Contributions à ouvrages collectifs:
  - BELIN Célia, « La société civile organisée », dans DAVID Charles-Philippe (sous la direction de), *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris: Presses de Sciences Po, 2015, pp. 507-544.
  - DAVID, « Les acteurs du jeu bureaucratique », dans DAVID Charles-Philippe (sous la direction de), *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris: Presses de Sciences Po, 2015, pp. 307-355.
  - DAVID Charles-Philippe, « Une présidence toujours prépondérante », dans DAVID Charles-Philippe (sous la direction de), *La politique étrangère des*

*États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris: Presses de Sciences Po, 2015, pp. 253-305.

- GAGNON Frédéric, « Le Congrès », dans DAVID Charles-Philippe (sous la direction de), *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris: Presses de Sciences Po, 2015, pp. 413-462.
- HENDRICKS John A., DENTON Robert E. Jr., « Political Campaigns and Communicating with the Electorate in the Twenty-First Century », dans HENDRICKS John A., DENTON Robert E. Jr., (sous la direction de), *Communicator-in-Chief. How Barack Obama Used New Media Technology to Win the White House*, Lexington Books, 2010, pp. 1-18.
- MCCORMICK James M., « Ethnic Interest Groups in American Foreign Policy », dans MCCORMICK James M. (sous la direction de), *The domestic sources of American foreign policy: insights and evidence*, Lanham (Md.): Rowman & Littlefield, 2012, pp. 67-88.
- PREMONT Karine, « L'opinion publique et les médias », dans DAVID Charles-Philippe (sous la direction de), *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris: Presses de Sciences Po, 2015, pp. 463-505.
- VALLET Élisabeth, « Le cadre constitutionnel », dans DAVID Charles-Philippe (sous la direction de), *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris: Presses de Sciences Po, 2015, pp. 57-106.
- WALKER Stephen G., « Quantum Politics and Operational Code Analysis: Theories and Methods », dans WALKER Stephen G., MALICI Akan, SCHAFER Mark (sous la direction de), *Rethinking Foreign Policy Analysis. States, Leaders, and the Microfoundations of Behavioral International Relations*, New York: Routledge, 2011, pp. 62-80.

#### **Working papers:**

- PODDIGHE Elena, *The Negotiation between the United States and Cuba: a brand-new relationship*, Louvain-la-Neuve: Université Catholique de Louvain, Final Paper, mai 2017, 22 p.

- ZAWATSKY Ethan, GEMMA Ashley, *Diplomatic Normalization between the US and Cuba in Light of Recent Changes in US Foreign Policy More Generally*, University of Rhode Island, Senior Honor Projects, Paper 427, 2015, 23 p.

#### **Mémoires:**

- BIRKENTHAL Sara M., *Grand Strategy in U.S. Foreign Policy: The Carter, Bush and Obama Doctrines*, CMC Senior Thesis, Claremont McKenna College, Paper 598, 2013, 107 p.
- LAMBRECHT Lotte, *The US-Cuban Relationship in the 21st century. From Foe to Friend?*, Master thesis in Master of Arts in American Studies, Gent: Universiteit Gent, 2014-2015, p. 62.

#### **Articles non scientifiques:**

- AFP, Le Monde.fr, « Colère au Congrès contre Obama et le rapprochement avec Cuba », *Le Monde*, 18 décembre 2014, <https://tinyurl.com/mabt42o>, consulté le : 8 avril 2017.
- ANDERSON Ric, PICCONE Ted, « The direction of U.S.-Cuba relations under Trump : An interview with Ted Piccone », *Brookings*, 17 avril 2017, <https://tinyurl.com/y9z6ddlf>, consulté le 16 mai 2017.
- BALZ Dan, «How the Obama campaign won the race for voter data», *The Washington Post*, 28 juillet 2013, <https://tinyurl.com/y9rhsg8m>, consulté le : 10 avril 2017.
- BROOKS David, « Obama, Gospel and Verse », *The New York Times*, 26 avril 2007, <https://tinyurl.com/ycyp6tyl>, consulté le : 8 avril 2017.
- BROOKS David, « Thinking about Obama », *The New York Times*, 16 octobre 2008, <https://tinyurl.com/65xypg>, consulté le : 8 avril 2017.
- CRABTREE James, « Obama's team of rivals », *The Guardian*, 18 novembre 2008, <https://tinyurl.com/y9zzasft>, consulté le : 10 avril 2017.
- CROWLEY Michael, « 'We have to talk'. How Obama and Castro came together », *Politico*, 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y8kj2q4g>, consulté le : 21 avril 2017.
- CILLIZZA Chris, « President Obama cried in public today. That's a good thing. », *The Washington Post*, 5 janvier 2016, <https://tinyurl.com/y8kfw7xd>, consulté le : 8 avril 2017.

- DIAMOND Jeremy, « Trump shifts on Cuba, says he would reverse Obama's deal », *CNN Politics*, 17 septembre 2016, <https://tinyurl.com/gwf7qqh>, consulté le : 16 mai 2017.
- GAMBOA Suzanne, «Who are the Two Women Leading US-Cuba Negotiations?», *NBC News*, 22 January 2015, <https://tinyurl.com/ybhrxvds>, consulté le : 23 avril 2017.
- GARVIN Glenn, « Deal between U.S., Cuba culminated 18 months of secret talks », *Miami Herald*, 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y95rlnll>, consulté le : 21 avril 2017.
- HEINEMAN Ben W. Jr., «Barack Obama, Organization Man», *The Atlantic*, 8 Novembre 2012, <https://tinyurl.com/yalkby6q>, consulté le : 10 avril 2017.
- KLAS Mary Ellen, MAZZEI Patricia, « Was vote by Miami's Cuban community a referendum on Obama's policy? », *Miami Herald*, 16 décembre 2016, <https://tinyurl.com/yb77ms3h>, consulté le : 16 mai 2017.
- KORNBLUH Peter, William M. LEOGRANDE, « Cuba Confidential », *Mother Jones*, September/October 2015, p. 45, aussi disponible sur: <https://tinyurl.com/pmfrj9s>, consulté le : 21 avril 2017.
- LAVENDER Paige, «Obama Reveals What Helps Him Manage The Stress Of His Job», *The Huffington Post*, 23 mars 2015, <https://tinyurl.com/y8cpwp3m>, consulté le : 8 avril 2017.
- LEE Carol E., MARTIN Jonathan, « Obama warns against WH 'groupthink' », *Politico*, 01 décembre 2008, <https://tinyurl.com/y854l4un>, consulté le : 10 avril 2017.
- LEVITZ Eric, «10 Problems With That New York Times Magazine Profile of White House Aide Ben Rhodes», *The New York Magazine.com*, 10 mai 2016, <https://tinyurl.com/yb6mltcq>, consulté le : 10 avril 2017.
- LUO Michael, « McCain attacks Obama on Cuba », *The New York Times*, 20 mai 2008, <https://tinyurl.com/yadsg6sq>, consulté le 8 avril 2017.
- MACFARQUHAR Larissa, «The Conciliator. Where is Barack Obama coming from? », *The New Yorker*, 7 Mai 2007, <https://tinyurl.com/y7hxf59a>, consulté le : 10 avril 2017.
- MILLER Ashley, PICCONE Ted, « Shifting gears? How Cuba-U.S. rapprochement is playing out at the Human Rights Council », *Brookings*, 27 janvier 2016, <https://tinyurl.com/ybvwdcyr>, consulté le : 16 mai 2017.

- POWELL Michael, « A deliberative man in a manic game », *The New York Times*, 4 Juin 2008, <https://tinyurl.com/y7g2sovj>, consulté le : 8 avril 2017.
- PROENZA Anne, « Amériques. Cuba, pomme de discorde au sommet des Amériques », *Courrier International*, 16 avril 2012, <https://tinyurl.com/y8trf6nj>, consulté le : 23 avril 2017.
- ROMERO Simon, NEUMAN William, « Cuba Thaw Lets Rest of Latin America Warm to Washington », *The New York Times*, 18 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y9mc3x2f>, consulté le : 23 avril 2017.
- RUCKER Philip, « Hawaii's influence on Barack Obama », *The Washington Post*, 2 janvier 2009, <https://tinyurl.com/ybeqjpam>, consulté le : 8 avril 2017.
- SALOVEY Peter, MAYER John D., « Emotional intelligence. Imagination, Cognition and Personality », *Sage Journals*, 1990, vol. IX, n°3, pp. 185-211.
- SAMUELS David, « The Aspiring Novelist Who Became Obama's Foreign-Policy Guru », *The New York Times*, 5 Mai 2016, <https://tinyurl.com/hhckbdt>, consulté le 10 avril 2017.
- SPETTALNICK Matt, GARDNER Timothy, « Obama to press Trump to preserve Cuba détente: White House », *Reuters*, 13 décembre 2016, <https://tinyurl.com/ydsa8h8c>, consulté le : 16 mai 2017.
- STOLBERG Sheryl Gay, « A Republican Joins Obama in Seeking Ties to Cuba », *The New York Times*, 3 février 2015, <https://tinyurl.com/y6w2gh8e>, consulté le : 8 avril 2017.
- STROBEL Warren, SPETALNICK Matt, ADAMS David, « How Obama outmaneuvered hardliners and cut a Cuba deal », *Reuters*, 23 mai 2015, <https://tinyurl.com/ya6myql9>, consulté le : 23 avril 2017.
- SUSSMAN Dalia, « Most Americans Support Ending Cuba Embargo, Times Poll Finds », *The New York Times*, 21 Mars 2016. <https://tinyurl.com/ya3e925k>, consulté le : 8 avril 2017.
- The Associated Press, « Meet Ricardo Zuniga, the U.S. diplomat who negotiated with Cuba », *Al Arabiya English*, 30 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y9336t2b>, consulté le : 10 avril 2017.
- *The Economist*, « The courage factor », 17 March 2011, <https://tinyurl.com/4v66jtd>, consulté le : 8 avril 2017.
- *The New York Times*, « Election 2010. House Map », <https://tinyurl.com/yb6g23qv>, consulté le : 8 avril 2017.

- *The New York Times*, « Election 2010. Senate Map », <https://tinyurl.com/y82km3kk>, consulté le : 8 avril 2017.
- *The New York Times*, « Election 2012. House Map », <https://tinyurl.com/y79wv664>, mis à jour: 29 novembre 2012, consulté le : 8 avril 2017.
- *The New York Times*, « Election 2012. Senate Map », <https://tinyurl.com/y9ymjq6c>, mis à jour: 29 novembre 2012, consulté le : 8 avril 2017.
- *The New York Times*, « Election Results 2008. House of Representatives Map », 9 décembre 2008, <https://tinyurl.com/y9l8nohp>, consulté le : 8 avril 2017.
- *The New York Times*, « Election Results 2008. Senate Map », 9 décembre 2008, <https://tinyurl.com/ybe7qtpf>, consulté le : 8 avril 2017.
- *The New York Times*, « House Election Results », 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/ybuzrlaa>, consulté le 8 avril 2017.
- *The New York Times*, « Senate Election Results », 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/yckldysx>, consulté le 8 avril 2017.
- *Time*, « 40 Under 40 », <https://tinyurl.com/y8wpbg8r>, consulté le 10 avril 2017.
- VALLELY Paul, « Hail Mary in Havana : Pope Francis's Divine Diplomacy », *Newsweek*, 23 décembre 2014, <https://tinyurl.com/ydggy2gn>, consulté le : 23 avril 2017.
- ZEZIMA Katie, « Who is Ricardo Zuniga, the man who helped broker the White House deal with Cuba ? », *The Washington Post*, 22 décembre 2014, <https://tinyurl.com/y6v5p8g4>, consulté le : 10 avril 2017.
- YAFFE Helen, WATTS Jonathan, « Top diplomatic negotiator in Cuba warns Trump : 'aggression doesn't work' », *The Guardian*, 17 janvier 2017, <https://tinyurl.com/jut7m84>, consulté le : 23 avril 2017.

#### **Internet:**

- American Society/Council of the Americas, <http://www.as-coa.org/>, consulté le : 8 avril 2017.
- Center for a Free Cuba, <http://www.cubacenter.org/>, consulté le : 8 avril 2017.
- Cuban American National Foundation, Miami: CANF, <http://www.canf.org/>, consulté le : 8 avril 2017.

- Cuba Study Group, Alexandria (VA): Cuba Study Group, <http://www.cubastudygroup.org/>, consulté le : 8 avril 2017.
- DNC, *Our History*, Washington D.C. : DNC, <https://tinyurl.com/oapv8uy>, consulté le : 8 avril 2017.
- Engage Cuba Coalition, Washington D.C.: Engage Cuba Coalition, <http://www.engagecuba.org/>, consulté le : 8 avril 2017.
- GOP, *Founding of the Republican Party*, Washington D.C. : GOP, <https://tinyurl.com/lqfkzxb>, consulté le : 8 avril 2017.
- Gun Violence Archive, Washington D.C.: Gun Violence Archive, <http://www.gunviolencearchive.org/>, mis à jour le: 31 mai 2017, consulté le : 8 avril 2017.
- RENZI Matteo, San Francisco: Twitter, 9 février 2017, <https://tinyurl.com/ycf7rz2e>, consulté le : 8 avril 2017.
- SONNELAND Holly K., *Recap: The 47th Washington Conference on the Americas*, Americas Society/Council of the Americas, 10 mai 2017, <https://tinyurl.com/yabhoxv2>, consulté le : 16 mai 2017; S. BARDERAS, « EEUU anticipa cambios ‘importantes’ en política con Cuba », *HavanaTimes.org*, 9 mai 2017, <https://tinyurl.com/y7nujj9k>, consulté le : 16 mai 2017.
- The White House: President Barack Obama, *Remarks by the President in Press Conference after the Summit of the Americas*, Washington D.C.: The White House: President Barack Obama, 11 April 2015, <https://tinyurl.com/ydg39jjg>, consulté le : 8 avril 2017.
- The White House: President Barack Obama, *Remarks by the President at the Summit of the Americas Opening Ceremony*, Washington D.C. : The White House : President Barack Obama, 17 avril 2009, <https://tinyurl.com/y7otckr8>, consulté le : 8 avril 2017.
- The White House: President Barack Obama, *Statement by the President on Cuba Policy Changes*, Washington D.C. : The White House : President Barack Obama, 17 décembre 2014, <https://tinyurl.com/yb7gygas>, consulté le : 8 avril 2017.
- The White House: President Barack Obama, *Statement by the President on the School Shooting in Newtown, CT*, Washington D.C.: The White House:

President Barack Obama, 14 December 2012, <https://tinyurl.com/y888bce2>, consulté le : 8 avril 2017.

- The White House: President Donald J. Trump, *Barack Obama*, Washington D.C.: The White House: President Donald J. Trump, <https://tinyurl.com/zmavk7n>, consulté le : 8 avril 2017.
- The White House: President Donald J. Trump, *Press Briefing by Press Secretary Sean Spicer, 2/3/2017, #8*, Washington D.C.: The White House: President Donald J. Trump, 3 février 2017, <https://tinyurl.com/jfltzhw>, consulté le : 16 mai 2017.
- The White House: President Donald J. Trump, *William McKinley*, Washington D.C.: The White House: President Donald J. Trump, <https://tinyurl.com/y958smf8>, consulté le : 21 avril 2017.
- TRUMP Donald J., San Francisco: Twitter, 28 novembre 2016, <https://tinyurl.com/y7mcqlta>, consulté le: 16 mai 2017.
- YouTube, *Ben Rhodes Explains Where Obama Stands on Cuba (Full Interview)*, San Bruno (CA): YouTube, 11 mars 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=-8zL5DxNwn0>, consulté le : 23 avril 2017.

#### **Entretiens:**

- AIT-CHAALAL Amine, (professeur à l'Université Catholique de Louvain), *Entretien*, réalisé par PODDIGHE Elena, 06 décembre 2016.

**La décision de normaliser les relations diplomatiques avec le gouvernement de Cuba, prise par Barack Obama en décembre 2014, fait l'objet du présent travail. À travers l'analyse des acteurs institutionnels, gouvernementaux et sociétaux, à travers l'étude de la personnalité du président Obama et des conseillers qui ont participé au processus de prise de décision, à travers l'explication des négociations secrètes, qui ont duré dix-huit mois, entre les deux parties, ce mémoire tente de dessiner un cadre complet pour que le lecteur puisse mieux comprendre l'enjeu cubain sous la présidence Obama.**

**Obama, Cuba, decision-making, normalisation, relations.**